

Kadhafi un an après

Qu'est devenu le colonel Kadhafi un an après le raid américain sur Tripoli et Benghazi ? On aurait pu croire que le « guide de la révolution », qui a échappé de peu aux bombes des chasseurs-bombardiers américains, ne survivrait pas, politiquement, à l'épreuve ; ignorant ses appels, le peuple libyen ne s'était pas soulevé « comme un seul homme » pour le défendre, mais avait au contraire fait preuve d'un comportement étrangement passif, comme si toute cette affaire ne le concernait pas.

Mais les facultés de récupération du colonel Kadhafi sont immenses. Après une longue période dépressive, il est sorti, en septembre dernier, de sa demi-retraite, parcourant la Libye d'une extrémité à l'autre pour reprendre en main les rênes du pouvoir. Sa « résurrection » a été facilitée par le scandale de l'« étrange » dont les retombées ont entraîné la perte de ceux-là mêmes — l'amiral Pointdexter et le lieutenant-colonel North — qui avaient organisé l'expédition aéronavale de la nuit du 14 au 15 avril 1986. Le colonel y a vu un signe du destin et le « châtiment de Dieu ».

Pourra-t-il se relever avec autant de facilité de la cuisante défaite qu'il a subie au nord du Tchad ? Si l'expédition américaine contre Tripoli, qualifiée de « contre-productive » par M. Chirac dans ses déclarations au « Washington Times », a en fin de compte réveillé la sympathie du peuple libyen à son égard, la déroute subie par son armée à Fada, Oued-Doum et Faya-Largeau a altéré irrémédiablement son image de marque tant en Libye que sur le continent noir. N'était-ce pas la première fois qu'une armée arabe était battue par une armée africaine ?

Ce serait cependant aller vite en besogne que d'en déduire que la défaite subie au Tchad va entraîner la chute du régime de la Jamahiriya. Les dirigeants de l'armée, qui partagent avec le colonel Kadhafi la responsabilité de la débâcle, se trouvent dans l'impossibilité de réagir. Certes, la grogne des militaires a pris de l'ampleur, mais ils sont étroitement surveillés par le réseau de comités révolutionnaires que le colonel Kadhafi, viscéralement méfiant à l'égard des officiers, a installé dans toutes les unités. De toute manière, l'armée du nord du Tchad se trouve à des milliers de kilomètres de Tripoli et de Benghazi, et son état-major a été transféré, dans le cadre de la décentralisation chère au colonel, vers l'oasis de Joufira, à 350 kilomètres au sud de Syrte, à l'abri des canons de la V^e flotte et d'éventuelles tentatives bonapartistes.

Quant à l'opposition civile, bruyante à l'étranger, elle est pratiquement inexistante en Libye. De toute façon, ses divisions et ses rivalités personnelles, qui la caractérisent, réduisent considérablement son efficacité. En réalité, la menace la plus grave qui pèse sur le régime est d'ordre économique. La baisse du dollar, de la production pétrolière et du prix du baril ont singulièrement aggravé la situation financière du pays, déjà compromise par le surarmement dû aux ambitions africaines du « guide de la révolution ».

Ce dernier, qui sait à l'occasion reconnaître ses erreurs, a déjà mis de l'eau dans son vin en se réconciliant avec M. Yasser Arafat, précisément pour radorer son blason auprès du monde arabe. Il a également entrepris, après sa rupture avec Hassen II, des démarches en vue de normaliser ses relations avec Tunis. Mais le plus difficile, de son point de vue, reste à faire : trouver une manière honorable de se dégarer de l'aventure tchadienne, désormais le principal défaut de la cuirasse de la Jamahiriya.

(Lire nos informations page 3.)

La visite du secrétaire d'Etat américain à Moscou

M. Gorbatchev se déclare prêt à liquider tous ses missiles en Europe

M. Shultz, le secrétaire d'Etat américain, devait donner une conférence de presse, mercredi 15 avril dans l'après-midi, à Moscou, avant de rencontrer une nouvelle fois son homologue, M. Chevardnadze, et de se rendre sur la tombe de Boris Pasternak.

Auparavant, la Maison Blanche avait jugé « intéressantes » les dernières propositions que M. Gorbatchev lui

avait faites la veille, et qui prévoient la liquidation des missiles à courte portée dans le cadre d'un accord sur les forces nucléaires intermédiaires. Comme le dirigeant soviétique suggère également de démanteler les armes nucléaires à très courte portée (moins de 500 kilomètres), ses propositions reviennent, en fait, à liquider tous ses missiles en Europe.

MOSCOU
de notre correspondant

M. Gorbatchev est allé encore un peu plus loin dans les concessions destinées à emporter l'adhésion américaine à un accord sur les missiles à moyenne portée en Europe (SS-20, Pershing-2 et missiles de croisière). Le secrétaire général a déclaré, mardi 14 avril, à M. Shultz, au cours d'un très long entretien au Kremlin, qu'il était prêt à « inscrire dans un tel accord l'engagement de l'URSS à liquider complètement, dans un délai relativement court et fixé avec précision, ses missiles tactiques opérationnels en Europe ». Ces derniers sont les SS-22 et SS-23 d'une portée respective de 900 et 500 kilomètres, déployés notamment en Tchécoslovaquie et en RDA.

Assez fier de l'effet produit sur son interlocuteur, M. Gorbatchev a ajouté : « Nous vous en avons dit davantage certainement que vous

ne vous y attendiez. Mais nous allons plus loin que ce qui a été dit à Prague. Nous sommes prêts à liquider également les missiles tactiques de théâtre. De quoi avez-vous peur ? » Le secrétaire général a indiqué à ce sujet qu'il était favorable au « contrôle le plus rigoureux », avec inspections sur les sites de destruction des missiles, les polygones et les bases militaires, y compris dans les pays tiers. L'URSS met donc dans la balance le poids de ses missiles à courte et moyenne portée. Si on prend au mot le « numéro un », c'est toute la gamme des missiles nucléaires soviétiques — à la seule exception des engins intercontinentaux — qui se trouve sur la table des négociations. Il y a évidemment un aspect « théologique » dans ces vastes perspectives. Mais le secrétaire général a bel et bien proposé au secrétaire d'Etat la liquidation à terme d'un énorme arsenal nucléaire stationné sur le Vieux Continent. Tous les missiles

soviétiques dont le rayon d'action oscille entre quelques dizaines et 500 kilomètres peuvent être ainsi voués à la casse...

A la différence de M. Reagan à Reykjavik, M. Shultz a accueilli avec flegme la nouvelle et spectaculaire proposition soviétique qui équivalait à une offre de désarmement unilatéral partiel de la part de l'URSS. Le secrétaire d'Etat américain a fait valoir qu'en tout état de cause l'OTAN devait conserver en Europe un certain nombre de missiles à courte portée. Si le processus en cours n'aboutit pas, il sera facile par la suite aux responsables soviétiques d'attribuer l'échec à cette exigence. M. Gorbatchev a par ailleurs repris point par point devant M. Shultz l'état des grands dossiers de désarmement depuis Reykjavik. Le secrétaire général estime qu'il y a dans chaque cas un « recul » américain par rapport à ce qui avait été « convenu » dans la capitale islandaise. L'idée simple d'une réduction de 50 % de

toutes les armes intercontinentales est désormais « compliquée » artificiellement, selon M. Gorbatchev, par les experts américains. Washington n'accepterait plus maintenant de respecter le traité de 1972 que pendant sept ans au lieu de dix.

A propos de la guerre des étoiles, M. Gorbatchev a apporté une intéressante précision. L'URSS est prête à accepter les recherches américaines sur les armes spatiales « sur terre, dans les instituts, les polygones et les usines ». La position soviétique était jusqu'ici que seules les recherches « en laboratoire » étaient permises. Il manquait une définition de ce dernier terme. « Que les spécialistes des deux pays réfléchissent et définissent ensemble la liste des dispositifs dont le déploiement dans l'espace serait interdit », a dit encore le chef du PC soviétique.

DOMINIQUE DHOMBRES.
(Lire la suite page 4
ainsi que notre page « Débats ».)

L'ENQUÊTE

Ainsi va le chômage à Moulins...

MOULINS
de notre envoyée spéciale

Bientôt 3 millions de chômeurs en France et 5 000 à Moulins, une ville parmi d'autres... Annoncés, édictés, presque déjà inscrits à l'ANPE : un nouveau cap à franchir, mais où est le port ? Au Grand Café, gloire baroque de la préfecture de l'Allier, la fatalité de la crise se mesure à la démi-pénombre qui règne dans la grande salle, comme si c'était toujours l'heure de la fermeture. Illuminer les fresques, les moulures, risquerait, il est vrai, d'attirer les clients.

Dans ce pays en perpétuel redressement économique, on se demande si le pire est devant ou derrière. A moins qu'il n'existe pas.

A quelques dizaines de kilomètres du centre de la France, Moulins (26 000 habitants) raconte le cours ordinaire du chômage : loin de Dunkerque ou de Decazeville, le chômage de l'honnête moyenne (11,6 % de la population active), du climat tempéré et des volets clos, la vie qui va au tarif dégressif mais va encore.

Jusqu'où ? Nul ne sait, pas plus ici qu'ailleurs. La boussole semble s'être perdue dans les premières vagues de licenciements, et on se raccroche aux statistiques mensuelles comme on dresse le bilan d'une catastrophe, avant de passer à autre chose : 4 734 demandeurs d'emploi recensés fin février, 1 000 de plus en quatre ans, l'eau monte, c'est sûr.

Les organismes sociaux écopent, colmatent, lancent des bouées, les jeunes et les chômeurs bougent d'abord. Ils espèrent que le gros de la troupe cherche du travail, mais n'ont pas le temps de s'en préoccuper. Cela n'a du reste pas grande importance « puisqu'il n'y a pas d'emplois ».

Les chefs d'entreprise attendent avec sang-froid des temps meilleurs, et les Moulinois hochent la tête : sept cent quarante-six repas servis chaque jour par les deux Restaurants du cœur de l'agglomération, et tellement de voitures, malgré tout, qu'on circule mal sur le pont de Régemortes, l'ancien poste-frontière de la France libre ; des chômeurs viennent en taxi au

bureau d'aide sociale, et d'autres, après avoir succombé au rêve préfabriqué de « faire bâtir », mettent leur maison en vente pour 12 000 F.

Enfin, la préfecture, l'évêché, le Crédit agricole, tiennent bon, les fonctionnaires avec, et les affaires se maintiennent tout de même mieux qu'à Montluçon ou à Vichy, du moins pour l'instant.

« Prions mes amis », comme dit un jour le sénateur Jean Cluzel à des syndicalistes... « Ce sont toujours les mêmes qui trouvent ». A quarante-sept ans, en sortant un matin de l'ANPE, on peut bien pousser l'injustice jusqu'à l'absurde. Ce chômeur est un « bleu ». Licencié en décembre de la Société métallurgique de l'Allier, il a déjà retapé la chambre de son fils et fait faire les lunettes dont il avait besoin depuis des mois.

Il s'est inscrit dans les agences d'interim et a travaillé au noir pour un fleuriste jusqu'au jour où un voisin a menacé de le dénoncer.

CORINE LESNES.

(Lire la suite page 24.)

La nomination de « sages »

Un consensus pour la « Sécurité » ?

« Puisque ces événements nous dépassent, faisons de les organiser » : la procédure des états généraux de la protection sociale, lancée par le gouvernement, le choix des « grands experts » chargés de les animer, répondent-ils à une telle préoccupation ? Les « sages » pourront-ils réellement éclairer l'opinion sur les enjeux actuels, c'est-à-dire non seulement sur « les vrais et les faux mystères du déficit », mais aussi sur la possibilité de faire évoluer un système complexe, assez étonnant, et dont pourtant chacun sent confusément qu'il les concerne ?

En tout cas, les décisions prises mardi confirment la stratégie adoptée par le gouvernement : celui-ci désire ne pas être seul à porter le poids des décisions, cherche à être conforté dans son action et, en même temps, à prendre de la distance par rapport à un sujet aussi délicat.

Elles confirment aussi l'abandon des velléités de libéralisme — au sens économique — qu'a pu manifester la majorité actuelle avant son arrivée au pouvoir. M. Philippe Séguin a voulu, comme il l'avait déjà fait la

semaine dernière à Saint-Etienne, se placer sous l'invocation des grands « principes originels », qui, en 1945, ont présidé à la création de la sécurité sociale, selon ses termes, et « ouvert une ère de droits nouveaux pour l'ensemble des Français ». Il nous apparaît de savoir concilier fidélité et innovation... La sécurité sociale est notre patrimoine. En prenant cette référence, il a fait écho et répondu implicitement au message lancé par le président de la République : l'appel au maintien de la « solidarité », à une véritable « mise à plat » du système, et le désir de garantir une protection aux plus défavorisés.

Le seul reste de libéralisme réside sans doute dans la volonté de dégarer l'Etat de la gestion de la Sécurité sociale et dans la référence, pour ce faire, aux ordonnances de 1967, en même temps qu'à celle de 1945. Ces ordonnances instaurant la séparation des risques et la responsabilité des partenaires sociaux dans la gestion du régime général n'ont eu qu'une portée beaucoup plus limitée : il conviendrait sans doute de s'interroger sur les raisons de leur échec — en particulier pour la gestion du régime général.

Le choix de la procédure des « états généraux » et des hommes chargés d'en être « les animateurs et les garants » marque la volonté du gouvernement de faire appel aux Français, au-delà des partis et des parlementaires — qui auront, cependant, le loisir d'intervenir. Il a désigné des hommes dont l'autorité dans des domaines divers mais intéressants tous la protection sociale est incontestable, et qui ne sont pas nécessairement proches de lui, politiquement ou intellectuellement. La grogne des parlementaires de la majorité en témoigne. Contraste frappant avec le choix opéré pour la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL), mais façon aussi d'embarrasser la gauche...

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 25.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le retour de Pina Bausch

Une danse créée à partir du quotidien, qui dérange et qui divise

Le cinquantenaire du Musée des arts et traditions populaires

La peinture du XVIII^e siècle

Le mois de la photographie à Athènes

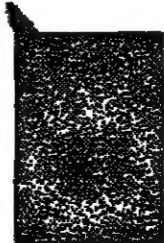
Pages 13 à 15

DETERMINERONT-ILS NOTRE DESTIN ?

La singulière aventure du génie génétique.

En association avec les éditions du Seuil

PHILIPPE KOURILSKY
LES ARTISANS
DE L'HEREDITE



EDITIONS
ODILE JACOB

EDITION
LIBRE POCHE

Débats

Nous n'avons rien à négocier

Il n'y a pas d'autre voie qu'un axe franco-allemand renforcé

par FRANÇOIS FILLON (*)

Nous n'avons rien à négocier. Le général de Gaulle avait voulu que la force de dissuasion française soit nationale et ne doive rien à personne, justement, pour faire face à des situations comme celle que nous voyons aujourd'hui et permettre à notre pays de conserver l'indépendance de ses jugements et de ses actions.

Par le haut par le bas

Si un désengagement nucléaire s'ébauche et la probabilité n'en est plus aujourd'hui négligeable, la France pourrait rester la seule puissance continentale nucléaire, accroissant, de ce seul fait, ses responsabilités dans la défense du continent.

La paix qui règne en Europe depuis quarante ans est la résultante des subtils équilibres dominés par le fait nucléaire. Si l'élément déterminant est la situation nucléaire, le maintien d'une situation dans laquelle des actions conventionnelles surprises et puissantes ne peuvent être déclenchées avec une chance raisonnable de succès est également un facteur de sécurité appréciable.

La guerre doit en effet être prévenue par tous les moyens par le haut et par le bas. Par le haut, c'est le rôle des forces nucléaires, qu'elles soient américaines, britanniques ou françaises; par le bas, c'est le maintien d'un équilibre entre les forces défensives de l'Alliance en état de combat et le potentiel d'assaut de la puissance sans concentration ni mobilisation préalable. Malgré la disproportion des forces conventionnelles mobilisables entre les deux blocs, on peut estimer que cet équilibre instantané existe.

dans la zone centrale du fait que l'offensive exige pour réussir un rapport de forces local très significativement supérieur à l'unité.

Dans cette perspective, les 600 000 hommes de l'OTAN disposant de 7 800 chars font un contre-poids crédible aux 740 000 hommes du pacte armé de 16 400 chars. La RFA est particulièrement attachée à cet équilibre, dont elle supporte d'ailleurs l'essentiel de la charge, mais il est particulièrement fragile et ne pourrait être maintenu si les moyens d'interdire toute concentration massive des troupes disparaissaient. Or il est incontestable que l'armement nucléaire à courte et moyenne portée est le facteur essentiel de dissuasion à cet égard.

Le général de Gaulle l'avait bien vu...

Face à la situation actuelle, l'attitude de la France doit rester essentiellement pragmatique, et elle ne doit pas remettre en question ses options sur des spéculations théoriques.

Sans unité politique, il est irréaliste de parler d'une défense commune européenne, d'autant que le pouvoir militaire ne se partage pas. Néanmoins, la France est en Europe et sa défense n'est pas indépendante de celle de la République fédérale d'Allemagne. Le splendide isolement nucléaire serait une finlandisation de fait si les forces neutralistes prenaient le dessus en Allemagne. Il n'y a pas d'autre voie qu'un axe franco-allemand renforcé.

C'est ce qu'avait bien vu le général de Gaulle, mais sa tentative a été un échec du fait de l'impossibilité de concilier l'indépendance nucléaire française et l'intégration des forces armées allemandes sous un commandement américain. Aujourd'hui, le dilemme est le même, mais la perception de la permanence du bouclier américain devient plus floue.

La crédibilité d'une défense franco-allemande pourrait se renforcer au sein de l'Alliance si l'opinion publique allemande était convaincue de la réalité de notre engagement immédiat au côté de

(*) Président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, rapporteur du projet de loi de programmation militaire 1987-1991, député RPR de la Sarthe.

la RFA en cas d'agression avec ou sans notre armement nucléaire à moyenne portée, selon les résultats de la concertation politique que nous ne manquerions pas d'avoir avec le gouvernement de Bonn.

Cela suppose que nous reconnaissions la légitimité de la défense de l'avant, qui constitue l'essence de la politique de défense allemande. Cela ne veut pas dire que la défense de la France est reportée sur l'Elbe, mais que nous sommes disposés à entretenir des moyens suffisants et à les engager pour soutenir nos alliés dans leur combat. C'est d'ailleurs le rôle de la 1^{re} armée d'apporter cette assurance. Sa modernisation et son maintien en condition opérationnelle sont des impératifs politiques.

La réduction des armements conventionnels en Europe devrait recevoir dans le même ordre d'idées une attention plus marquée, notamment en ce qui concerne le contrôle opérationnel. Les documents de la conférence de Stockholm mériteraient un meilleur sort pour l'appréhension de la sécurité européenne. Une avancée dans cette direction donnerait des résultats concrets immédiatement opérationnels qui pourraient s'harmoniser avec les contrôles indispensables à tout accord sur les euromissiles; qu'il ne puisse plus y avoir de mouvement de troupe important sans information et contrôle renforcé indéniablement le sentiment de sécurité de nos alliés allemands qui, placés sur la ligne de front, sont directement exposés.

L'armement nucléaire français, par son existence même, pourrait devenir une donnée stratégique importante si les deux grands s'engagent dans les perspectives entrecroisées à Reykjavik. Notre pays se trouvera rapidement placé au centre des discussions diplomatiques, et il n'est pas difficile d'imaginer les pressions auxquelles nous devrions faire face. Le désintéressement dont ont fait preuve les Soviétiques en acceptant de ne pas prendre en compte dans leur discussion avec les Américains les armes nucléaires britanniques et françaises pourrait disparaître rapidement dès qu'un accord important devrait être signé avec les Américains. La France sera le point de convergence de tous les apôtres de paix et de tous les terroristes. Notre présence dans le Pacifique, en raison du centre d'essais nucléaires, sera de plus en plus contestée.

EUROMISSILES

La visite du secrétaire d'Etat américain George Shultz à Moscou, le débat sur la programmation militaire au Parlement français, mettent au premier plan la question du démantèlement des euromissiles. François Fillon estime que face à la situation actuelle l'attitude de la France doit rester essentiellement pragmatique, et l'amiral de Joybert rappelle qu'on ne peut conserver à la fois la paix et la liberté qu'en consentant le prix exorbitant d'une défense crédible.

« To be or not to be »

Il ne faut pas prétendre que, l'option zéro une fois signée, on retrouverait le « statu quo » d'avant 1979

par l'AMIRAL DE JOYBERT (C.R.)

A l'échelle humaine, toute vérité se trouve dans Shakespeare et La Fontaine. On se souvient de la fable *les Loups et les Brebis*: après une paix déclarée et des otages échangés de part et d'autre, les loups, au mépris de la foi donnée, finissent par dévorer les brebis et les chiens, et La Fontaine conclut: *Qu'il faut faire aux méchants guerre continue*.

La paix est fort bonne en soi: l'en conviens; mais de quel sert-elle avec des ennemis sans foi?

Il existe deux impossibilités fondamentales à la naissance d'une URSS démocratique, libérale et donc fiable:

- en tant que leader mondial du marxisme d'Etat, ses dirigeants, Gorbatchev compris, n'ont jamais renoncé et ne renonceront jamais à leur rêve ou à la nécessité d'étendre leur funeste dogme au reste du globe;

- en tant qu'héritiers de la Russie tsariste et de son immense empire colonial et résolu à la maintenir, ils sont forcés de gouverner leurs 23 millions de kilomètres carrés comme l'ont fait Ivan le Terrible, la Grande Catherine et même Nicolas II, et non comme on peut gouverner la Belgique ou la France.

Partant de ce double dilemme, on contemple sans surprise l'immense, le colossal effort militaire soviétique suffisant mais nécessaire:

- à base aéro-terrestre pour tenir l'empire;

- à base aéro-maritime pour poursuivre l'expansion;

- pour recouvrer par un formidable appareil nucléaire aux trois tentacules distincts, intercontinental, à moyenne et à courte portée.

Impatiant comme le fut Pierre le Grand d'augmenter la capacité russe, au meilleur coût-efficacité et sans ébranler la cohérence

militaro-policière de son Etat, Gorbatchev présente l'option zéro sur le plateau d'argent du désarmement.

Le tentacule intercontinental continue son petit bonhomme de chemin genevois entre super-puissances, le tentacule à moyenne portée est à peu près remis à zéro contre opération symétrique américaine, et le tentacule à courte portée est pudiquement laissé de côté. On se rappelle la belle formule du président de la République: « Les pacifistes sont à l'Ouest, les euromissiles sont à l'Est ».

Car il ne faut pas prétendre que l'option zéro une fois signée on retrouverait le *statu quo ante* 1979; car, depuis, la supériorité soviétique en fusées à courte portée s'est dramatiquement développée pour passer de 8 à 1.

Reykjavik a éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu; sans la maladroite insistance de Gorbatchev à vouloir rayer comme nulle la fâcheuse, encombrante et inutile Initiative de défense stratégique, Reagan signalait l'option zéro, où l'on détruit de part et d'autre Pershing et SS 20, mais où la Russie conserve paisiblement, outre son écrasante supériorité aéro-terrestre, une marge insoutenable en matière de missiles à courte et très courte portée.

On en revient toujours à la loi fondamentale de l'effort; on ne peut conserver à la fois la paix et la liberté qu'en consentant le prix exorbitant d'une défense crédible; la démocratie est le premier des luxes, mais on ne peut s'en offrir simultanément un deuxième: la lâcheté.

« To be or not to be... » Le fantôme d'Elsevier s'est évaporé dans la brume; puisse le fantôme de l'Europe ne pas se retrouver un jour comme Hamlet devant le crâne de Yorick.

De ce point de vue, les SS 20 n'ont pas atteint leurs objectifs, puisque la riposte de l'OTAN a pu se mettre en place sans rupture entre les alliés et sans trouble dans les démocraties occidentales. Compte tenu de l'intérêt militaire limité et de leur mobilité, les Soviétiques peuvent maintenant sans risque réel les offrir en « gambit » contre l'amorce d'un réel désengagement nucléaire des Etats-Unis. L'étonnant aujourd'hui n'est pas la position de M. Gorbatchev mais le fait que les Soviétiques ne se soient pas engouffrés dans les ouvertures américaines de Reykjavik.

L'évolution des rapports des deux grands peut modifier considérablement l'environnement stratégique de l'Europe et, à cet égard, elle concerne directement la France. Mais faire cette constatation ne veut pas dire que notre pays doive être partie prenante dans une quelconque négociation nucléaire.

COUBRIER DES POTIERS

Le droit du sang et le droit du sol

L'argumentation de M^{me} Corinne Soulier (Le Monde du 10 avril) s'inspire directement du droit coutumier espagnol. Le droit du sang y prévaut sur le *jus soli*, ce qui n'a jamais été le cas dans l'ancienne France.

Il est donc erroné de prétendre que le duc d'Anjou est français, même s'il reste un Bourbon. Son aïeul, Philippe V, aurait pu revenir sur le trône de France comme cela s'était produit pour le roi Henri III qui avait alors abandonné le trône de Pologne. Le 1^{er} février 1701, le Parlement de Paris avait, du reste, enregistré des lettres patentes en ce sens. Il y eut toutefois les renoncements à la couronne de France de 1713 (traité d'Utrecht) et de 1720.

De toute manière si Philippe V pouvait se prévaloir de la nationalité française, il ne pouvait plus en être de même pour ses descendants nés hors du territoire français.

D'autre part, lorsque le duc d'Anjou affirme que la maison capétienne a été « un puissant facteur d'unité européenne », sans doute confond-il avec la famille des Habsbourg car la monarchie française a constamment joué un rôle schismatique en ce domaine, hostile à l'Empire romain et à l'unité.

BERNARD GUILLERIEZ
(Les Arx.)

Une curieuse

« commémoration »

Dans la presse, à la radio, à la télévision, il a été souvent question d'une « fête officielle » mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dont la présidence a été confiée à M. Edgar Faure (J.O. du 7 mars 1987, p. 2583).

Un tel intitulé est un véritable défi à la langue française. En effet, « commémorer » signifie « rappeler le souvenir de ». Quel de plus absurde que de « rappeler le souvenir » d'un bicentenaire ? On « célèbre » un bicentenaire, on ne le « commémore » pas. On peut « commémorer » la Révolution française et la Déclaration des droits de l'homme, mais pas leur anniversaire.

M. Edgar Faure, virtuose du verbe et par surcroît académicien, se doit d'exiger un nouveau décret portant modification de cet intitulé.

JACQUES LEBAR.
(Paris.)

Du beurre ou des canons

Le cas est trop rare pour ne pas être souligné: un article qui va à l'encontre du prétendu consensus des Français à la politique de défense. En réalité, comme dans les autres pays d'Europe, il existe en France beaucoup d'hommes épris de paix — des pacifistes — qui partagent les idées de Jean Toulat (Le Monde du 25 mars). Mais aucune voix ne parle pour eux ni dans les milieux politiques ni parmi les éditeurs. On ne verrait que Michel Polac pour pouvoir transgresser le tabou et « oser la paix ».

On est inquiet que tant de partis politiques émettent déjà des réserves sur l'ébauche d'un projet de traité de démantèlement des euromissiles envisagé par les deux grandes puissances. On est tout aussi inquiet de lire que ces mêmes partis s'apprêtent à voter au Parlement une dépense de plusieurs centaines de milliards de francs alors que les difficultés économiques et sociales du pays sont financièrement rudes. Parmi ces partis, hélas, on compte le Parti socialiste. Il est vrai que ce dernier a déjà, en son temps, avoué l'insupportable affaire Greenpeace.

Au mépris dont ils sont victimes, les gens épris de paix — les pacifistes — devraient répondre par l'indifférence et voter blanc au deuxième tour des prochaines consultations électorales.

JACQUES ESCAL
(Paris.)

Persan ou « farsi » ?

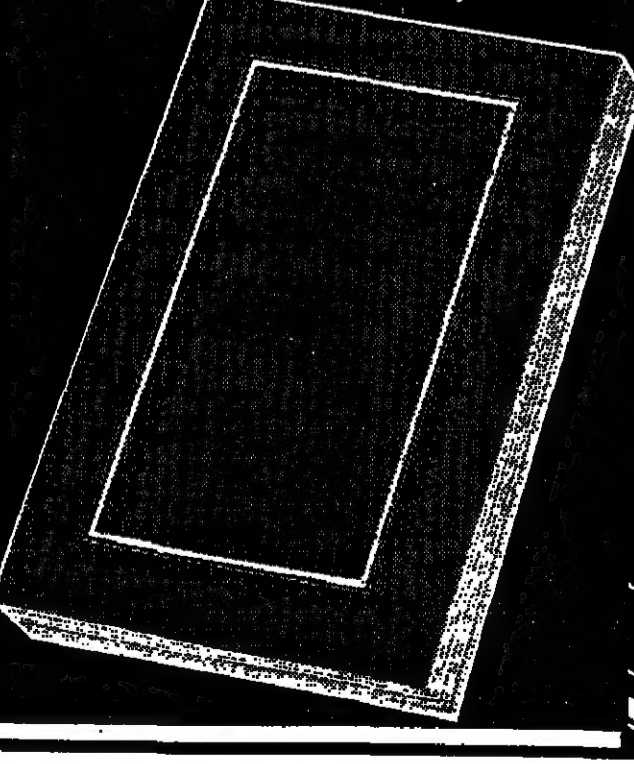
Plusieurs lecteurs contestent l'utilisation que nous avons faite du terme « farsi » pour désigner la langue de l'Iran.

Ancien ambassadeur de France, Frédéric Max relève que « les Iraniens parlent persan et non iranien [et] qu'on ne saurait dire non plus qu'ils parlent « farsi » comme le voudrait une mode absurde qui contamine parfois les journaux occidentaux... Iraniens ou perses, les Anglais parlent *english* ou que les Allemands parlent *deutsch* ».

M. Bernard Hourcade, chercheur au CNRS, observe pour sa part: « L'Iran, l'ancienne Perse est très proche de notre civilisation européenne, au point que, depuis des siècles, nous avons francisé le nom de ce pays, de sa langue et de ses grandes villes: nous disons Perse et non « farsi », persan et non « farsi », Isphahan et non « esfahan ». La révolution islamique n'a pas aboli le passé ».

Pour comprendre comment
« la victoire de François
Mitterrand en 1981 signe
aussi la fin d'une histoire
du socialisme ».

François Furet



Hachette

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél: MONDIPAR 639572 F
Télécopieur: (1) 45-23-06-81
Tél: (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant:
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs:
Hubert Bonne-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société:
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social:
620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général:
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef:
Daniel Vernet

Correspondant en chef:
Claude Salas

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montigny, 75007 PARIS

Tél: (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél: MONDIPUB 206 136 F

Le Monde UFR 708-510 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde

c/o Speedprint, 45-55 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at

New-York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedprint U.S.A.

P.M.C. 45-55 30 th street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 280 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par airmail)

L. BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne: tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires: nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sous accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN: 0395-2037

NICARAGUA : le renforcement des guérilleros de la Contra

A La Patriota, le combat a commencé à l'aube...

M. Alfonso Robelo, l'un des dirigeants de la Contra, a annoncé mardi 15 avril dans la capitale costariquaise qu'il quittait la direction politique de l'alliance antisandiniste. Le retrait de M. Robelo intervient moins d'un mois après celui d'Arturo Cruz, autre ancien dirigeant modéré de la guérilla qui

lutte contre le pouvoir de Managua. Ces départs renforcent la position d'Adolfo Calero à la tête de la principale armée rebelle, la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), dont le commandement est dominé par d'anciens membres de la

Garde nationale somoziste. Les deux hommes qui ont quitté la direction de la Contra avaient vainement tenté de placer la FDN sous contrôle civil. C'est parmi les guérilleros de cette FDN que notre envoyé spécial s'est rendu, dans le centre du Nicaragua.

LA PATRIOTA de notre envoyé spécial

Il s'agit là, les guérilleros de la Force démocratique nicaraguayenne, une des organisations de la Contra antisandiniste. Parmi eux, douze femmes et quelques adolescents de douze à quinze ans nous attendent dans les montagnes du département de Matagalpa, en plein cœur du Nicaragua.

Deux heures plus tôt, dimanche 29 mars, ils ont attaqué le petit village de La Patriota, à trois heures de marche d'ici. L'opération avait été coordonnée avec deux autres groupes. Bilan du combat : un guérillero et deux militaires sandinistes tués, dont le chef de la garnison de quatre-vingts hommes, et plusieurs blessés des deux côtés.

« Nous avons atteint notre objectif », affirme « Rafael », le chef du groupe qui arbore sur son épaule un écusson bleu et blanc marqué du sigle FDN avec le nom du commandant qu'il dirige (Balwin). Nous voulions avant tout montrer notre force à la population. Vous avez pu remarquer qu'il n'y a pas eu une seule victime civile et aucune maison n'a été détruite.

Selon les données régulièrement fournies par l'armée sandiniste et par la Contra, une dizaine d' accrochages ont lieu chaque jour entre les adversaires dans l'ensemble du pays : embuscades contre des véhicules militaires ou gouvernementaux, attaques de coopératives ou de fermes d'Etat et combats plus classiques, comme à La Patriota.

Entraînement intensif

Le bilan des victimes est généralement fantaisiste : la Contra prétend avoir tué plus de mille cinq cents soldats sandinistes au cours des trois premiers mois de l'année, et l'armée affirme avoir abattu un millier de Contras durant la même période. Ces chiffres, largement gonflés, révèlent cependant une recrudescence importante de l'activité militaire depuis janvier, à la suite des infiltrations massives (quatre mille à six mille hommes) de la Contra en provenance des camps du Honduras voisin. Ils ont rejoint les quelque deux mille guérilleros antisandinistes qui étaient déjà sur place.

L'activité la plus intense se déroule dans deux grands départements : Jinotega (frontalière avec le Honduras) et Matagalpa (contigu au Jinotega) et beaucoup plus au sud, dans le Chontales et la région de Nueva-Guata, près de la frontière avec le Costa-Rica.

Sur le plan militaire, la plupart des experts s'accrochent pour constater que la Contra a fait d'importants progrès. Elle ne se déplace plus en gros convois de plusieurs centaines de guérilleros, cibles idéales pour les hélicoptères soviétiques de l'armée sandiniste qui ont fait des ravages au cours des dernières années dans les rangs de leurs adversaires. Désormais, la Contra parcourt les montagnes ou la jungle en petits groupes d'une trentaine à une centaine d'hommes, beaucoup plus difficile-

ment repérables. Grâce au déblocage des 100 millions de dollars - péniblement obtenus par la Maison Blanche l'automne dernier - les guérilleros ont très nettement amélioré leur armement : kalachnikov chinois pliables (AK-47), fusils belges FAI, lance-roquettes américains LAW, mitrailleuses chinoises RPK, grenades américaines et même des missiles qui auraient permis, selon eux, d'abattre quatre hélicoptères soviétiques depuis le début de l'année. Des sources plus fiables font état d'un hélicoptère abattu et de trois appareils touchés.

Plus encore que l'armement, c'est la qualité d'autres équipements qui impressionne. Les radio-émetteurs, les uniformes, les sacs dos et les boots des guérilleros sont de qualité

ont pilonné les positions sandinistes, qui semblaient de plus en plus faiblement défendues. Plusieurs militaires nous ont déclaré qu'ils avaient été « surpris » dans leur sommeil. Ils ont aussitôt voulu demander des renforts à la base de Matagalpa, où le capitaine Antonio Castillo dispose de six mille hommes environ. Matagalpa ne répondait pas : les opérations radio n'étaient pas à leur poste, comme nous s'en dit. « Cela arrive souvent le dimanche matin ».

Une base sociale

Les sandinistes ont la réputation justifiée de disposer d'un excellent réseau d'informateurs. On sait aussi qu'ils ont réussi à infiltrer la Contra



bien supérieure à ce qui est fourni aux jeunes recrues du service militaire, particulièrement mal chausssés. Tout cela ne servirait rien sans doute pas à grand-chose si les cadres (mille deux cents au total) n'avaient pas reçu, au cours des dernières mois, un entraînement intensif assuré par des officiers de l'armée américaine et des experts des services secrets de la CIA à la base aérienne d'Edin, en Floride, et dans plusieurs camps au Honduras. Les conseillers américains ont surtout axé la formation de leurs élèves sur les techniques de sabotage et le maniement d'armes sophistiquées, comme les missiles de fabrication américaine Redeye et britannique Blowpipe.

Les objectifs aussi ont changé. La priorité est désormais accordée à la destruction d'objectifs militaires et économiques : ponts sur les routes stratégiques, attaques contre les garnisons indiennes, lignes à haute tension, écoles, etc. Les dispensaires et les bâtiments administratifs ne sont plus, semble-t-il, des cibles prioritaires.

A La Patriota, le combat a commencé à 5 h 30 du matin. Pendant une heure et demie, les « contras »

dans des proportions étonnantes. Pourtant, dans cette région très montagneuse du département de Matagalpa, ils ne peuvent guère compter que les paysans pour leur fournir des renseignements sur les déplacements de leurs adversaires. S'il est une région du pays où la guérilla antisandiniste a pu constituer une base sociale, c'est bien celle-ci.

Le pays est rude, la terre difficile à travailler. Il n'y a pas d'école ni de route, et il faut plusieurs heures de marche pour aller se faire soigner au dispensaire de La Patriota. Les paysans ne veulent pas pour autant quitter une terre à laquelle ils sont attachés et qui les nourrit (haricots, maïs, fruits, café, cacao). Chaque famille vit à une bonne distance de l'autre, ce qui a développé un sentiment d'indépendance difficilement conciliable avec les objectifs de la révolution sandiniste.

Le discours de la Contra est plutôt bien accueilli ici, où le mot communiste est associé avant tout à athéisme et persécution religieuses. « A l'époque de Somoza, dit un paysan, on recevait toujours une contribution de 5 % en faveur de la construction d'une église.

Aujourd'hui, on emprisonne nos délégués de la parole [les qui aiment les services religieux] sous différents prétextes ».

Ce dimanche, en fin de matinée, dans la petite église de Managua, à deux heures de marche de La Patriota, les fidèles - hommes à gauche, femmes à droite - prient pour la libération du responsable de leur église, Humberto Herrera Gonzalez, arrêté trois jours plus tôt par la Sécurité d'Etat, qui lui reproche de collaborer avec la Contra.

A l'issue de l'office religieux, les langues se délient un peu, même si personne n'ose élever la voix. Tous dénoncent les exactions de la redoutable Sécurité d'Etat, qui dépend du ministre de l'Intérieur, le commandant Tomas Borge. « Nous avons très peur de la Sécurité », dit un paysan. A l'époque de Somoza, la Guardia nous fichait la paix. Aujourd'hui, beaucoup de paysans doivent s'enfuir loin dans la montagne, sans ressources, pour échapper aux sandinistes. Un autre raconte que des agents en uniforme de la Sécurité d'Etat ont très froidement ses deux frères, chez eux, après les avoir torturés pour obtenir des renseignements sur la Contra.

Pour qui ? Pourquoi ?

Le représentant de la Sécurité d'Etat à La Patriota, Luis Felipe Jarquin, reconnaît lui-même que le Front sandiniste a du pain sur la planche dans cette région. « Les paysans ne sont pas contents des réalisations de la révolution, et ils ont plus de contacts avec la Contra qu'avec nous. Ils sont victimes de la propagande de la Contra, qui profite de leur faible niveau culturel pour les tromper sur nos intentions ».

« Tous nos combattants sont des paysans », dit le chef de groupe des guérilleros. Il n'y a pas de mercenaires ici ! Sans doute, mais sont-ils tous volontaires ? Visiblement, certains d'entre eux ne sont pas ici de leur plein gré, en particulier celui qu'on présente comme un déserteur de l'armée sandiniste. Rodrigo, un jeune homme, a été affecté pour son service militaire à la brigade 361 de Matagalpa. Il s'est rendu quelques heures plus tôt, lorsque la Contra a attaqué La Patriota. Il a encore son uniforme de l'armée sandiniste et son fusil soviétique en bandoulière.

Dernière un discours incohérent, qui se veut favorable à la Contra - comment pourrait-il en être autrement dans les circonstances ? - on devine le pauvre type qui a voulu sauver sa peau. Nous en verrons beaucoup d'autres comme lui, y compris dans l'armée sandiniste, qui, elle aussi, recrute de force dans les rangs de ses adversaires. D'un côté comme de l'autre, la plupart des paysans qui constituent la coupe ne savent pas pour qui ni pour quoi ils se battent dans les montagnes du Nicaragua. Ils peuvent être un jour dans l'armée et le lendemain avec la Contra. Dans les deux cas, ils n'ont rien à gagner et tout à perdre.

BERTRAND DE LA GRANGE.

La préparation du Conseil national palestinien

- Deux émissaires du président Chadli à Damas et à Tripoli
- Le patriarche maronite rencontre M. Yasser Arafat

ALGER de notre correspondant

En marge des tractations entre les huit organisations palestiniennes présentes à Alger en vue de l'ouverture, lundi, du Conseil national palestinien (CNP), le chef de l'Eglise maronite, le patriarche Nasrallah Boutros Sfeir, a rencontré le président Chadli, le ministre des affaires étrangères, M. Ahmed Taleb Ibrahim, ainsi que les responsables de FLN.

Même si son voyage n'est pas lié directement aux questions palestiniennes, mais plutôt à la situation libanaise, le patriarche maronite a eu un long entretien, lundi 13 avril dans la soirée, avec le président du comité exécutif de l'OLP, M. Yasser Arafat, peu avant le départ de celui-ci pour Hararé, où il participe à la réunion du comité des Neuf (mouvement des non-alignés) sur le Proche-Orient.

Le président Chadli a par ailleurs décidé, mardi, d'envoyer des émissaires auprès du colonel Kadhafi et du président syrien M. Hafez El Assad. Le numéro deux du FLN, M. Mohamed Chérif Messadid, est à Tripoli et M. Ahmed Taleb Ibrahim à Damas. Ils sont chargés de remettre un message du chef de l'Etat algérien, dont le ton n'a pas été révélé. De sources dignes de foi, on laisse toutefois entendre qu'il s'agit d'invitations officielles pour venir à Alger pendant la tenue du prochain CNP.

Après Damas, le chef de la diplomatie algérienne pourrait se rendre

à Aden pour y rencontrer le président El Attas. La présence de quatre chefs d'Etat (y compris le président Chadli) membres du Front de la liberté donnerait un éclat particulier à ce CNP, qui devrait déboucher sur la réunification des rangs palestiniens.

Bien sûr, rien n'est encore acquis, mais les négociations vont bon train à Alger où les débats de mardi ont surtout porté sur les relations avec l'Egypte, point de discorde majeure entre les principales fractions, avec l'accord jordanien-palestinien.

M. Arafat a jeté du lest, lundi, en annonçant la décision du Fath d'abandonner l'accord d'Amman pour déboucher la situation et s'assurer la participation du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de M. Georges Habbache au CNP, et surtout donner l'impression d'avoir fait une concession importante le dispensant de revenir sur ses liens avec Le Caire. Mais, apparemment, M. Georges Habbache ne l'entend pas de cette oreille. Il subordonnait la participation de son mouvement à la réunion préparatoire à l'abrogation de l'accord d'Amman.

Il continue de considérer la rupture des relations avec l'Egypte comme un préalable à sa participation au CNP proprement dit. Les négociations ne sont donc pas terminées, mais un compromis pourrait intervenir dans les prochains jours et coïncider avec la réunion du comité exécutif de l'OLP qui décidera officiellement de l'abrogation de l'accord d'Amman.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

LIBYE : l'anniversaire du bombardement américain

« Que viva Kadhafi ! »

TRIPOLI de notre envoyé spécial

Loin des péripéties tahitiennes, la Libye a célébré tard dans la soirée du mardi 14 avril le premier anniversaire du bombardement américain sur Tripoli et Benghazi. Dans la capitale, la cérémonie avait été intitulée « La nuit de la paix ». Quelques centaines de personnes avaient été conviées en un endroit éminemment symbolique : le cour de la maison qui abritait la famille du colonel Kadhafi au moment où les chasseurs bombardiers F-111 surgirent dans le ciel libyen, dans la nuit du 14 au 15 avril 1986.

Le bâtiment, aujourd'hui lieu de pèlerinage, est situé dans l'enceinte de la caserne Bab-el-Aziziya, à l'entrée de Tripoli. Il a été strictement conservé en l'état : toits éventrés, murs percés criblés d'impacts d'obus, carreaux brisés. A l'intérieur avait été dressée une estrade où se sont succédés, mardi soir, les représentants de tout ce que les Etats-Unis comptent de minorités militantes : Indiens en grand costume traditionnel, représentants des mouvements musulmans noirs et même un délégué des chicanos (Américains d'origine mexicaine) qui ponctua son intervention de bruyants « Que viva Kadhafi ! ».

Tous se trouvant à Tripoli pour participer à une « conférence mondiale de solidarité avec le peuple libyen » organisée à l'occasion de ce premier anniversaire du raid américain. On égrenait donc un chapelet de slogans anti-impérialisme et anti-américains. On vanta les mérites de la révolution libyenne à grand renfort de poings levés, tandis qu'un drapeau de révolution nationale mettait une manifestation pacifiste qui avait lieu le même jour à Washington. Un député travailliste, M. Ron Brown, est venu dénoncer le rôle joué par la Grande-Bretagne au moment du raid.

Mais tout le monde attendait le colonel Kadhafi. Ce dernier, drapé dans un burqa blanc, ne fit qu'une très brève et silencieuse apparition à peine quelques minutes. Il a préféré laisser l'estrade à l'un de ses jeunes fils, âgé d'une douzaine d'années et qui fut blessé durant le raid. Dans un style que ne renierait pas son père, celui-ci prononça un discours très politique, assurant notamment que la Jamahiriya se devait d'accueillir « tous les mouvements de libération, des Palestiniens aux Irlandais ».

Son intervention fut largement ovationnée avant que la soirée ne s'achève dans un concert de tambours indiens, de fanfares libyennes et de chants africains.

ALAIN FRACHON.

A TRAVERS LE MONDE

RFA

Un officier est-allemand passé à l'Ouest regagne la RDA

Sept mois après son passage à l'Ouest, un officier supérieur est-allemand, le lieutenant-colonel Dietmar Mann, a refait surface mardi 14 avril en RDA. L'agence de presse officielle est-allemande ADN a indiqué qu'il était revenu de lui-même le week-end dernier.

Le lieutenant-colonel Mann s'était réfugié le 31 août dernier en RFA en franchissant les installations de sécurité dans le secteur de Tröbitz qu'il commandait. C'était la première fois depuis l'affaire Rauschenbach, en 1981, qu'un officier de ce rang passait à l'Ouest. Le lieutenant-colonel Klaus-Dieter Rauschenbach avait été reconduit à l'Est à sa demande, au bout de quarante-huit heures.

L'agence ADN indique que Dietmar Mann a réussi à échapper aux services de renseignements est-

rieurs ouest-allemands (le BND) et à ramener d'importants documents. Le BND a demandé l'avis de la RFA et a estimé peu probable qu'il ait eu accès en RFA à de tels documents.

Dans les services de renseignements ouest-allemands, on estime que le lieutenant-colonel, qui avait laissé sa famille à l'Est, a pu agir sur un coup de tête. Si l'on ne revient pas à l'hypothèse d'un enlèvement par les services est-allemands, on n'exclut pas que ceux-ci aient pu le « travailler ». — (Corresp.)

République d'Irlande Référendum sur l'Acte unique européen le 26 mai

Les Irlandais se rendront aux urnes le 28 mai prochain afin de se prononcer par référendum sur la ratification de l'Acte unique européen, a annoncé, mardi 14 avril, le gouvernement irlandais. La Cour suprême de Dublin avait déclaré inconstitutionnel, le 9 avril, le titre III de ce texte,

qui codifie la coopération des Etats membres en matière de politique extérieure (le Monde du 11 avril).

Le gouvernement de M. Charles Haughey avait fait savoir à ses partenaires qu'il souhaitait réduire au minimum le retard mis à l'application de l'Acte unique. Il appellera d'ailleurs à voter « oui » lors de ce référendum, qui aura pour objet de modifier la Constitution de 1937, afin de la rendre compatible avec l'Acte unique. En 1972, les Irlandais s'étaient prononcés à 69 % en faveur de l'adhésion à la CEE. Le « oui » devrait donc l'emporter à nouveau à l'occasion du prochain scrutin. — (AFP.)

Sénégal

Le gouvernement suspend tous les policiers et démet le ministre de l'intérieur

Le gouvernement sénégalais a réagi, mardi soir 14 avril, avec fermeté à la fronde des policiers déclen-

chée la veille, et qui avait dégénéré mardi matin en affrontements avec les gendarmes chargés du maintien de l'ordre : tous les policiers ont été suspendus, en bloc, par décret présidentiel, et le ministre de l'intérieur, M. Ibrahim Wone, a été démis de ses fonctions. Selon M. Djibo Ka, porte-parole du gouvernement, la mesure frappe les policiers est « une sanction de la faute lourde que constitue la rébellion dont se sont rendues coupables les forces de police ». Les policiers ont été invités à restituer sans délai leurs armes, à s'abstenir du port de l'uniforme et à rester à leur domicile jusqu'à nouvel ordre.

Le ministre de l'intérieur, dont les manifestants réclamaient la démission, a été remplacé dans ses fonctions, à titre intérimaire, par M. Jean Collin, ministre d'Etat et secrétaire général de la présidence de la République.

Ces manifestations de policiers avaient débuté lundi, à la suite de la condamnation à deux ans de prison de deux d'entre eux, accusés d'avoir torturé à mort un détenu. Les manifestants protestaient également contre la détérioration de leurs conditions de travail.

ANNE BRASSIÉ

Robert Brasillach

ou

Encore un instant de bonheur

La biographie passionnée d'un héros de la "génération perdue"

"Biographies sans masque"

ROBERT LAFFONT

Proche-Orient

Dans une déclaration au « Monde »

Le numéro deux de l'Union patriotique du Kurdistan souhaite « le démembrement de l'Irak »

Le 15 janvier 1985, le comité directeur de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), dirigé par M. Jalal Talabani, a annoncé l'échec des pourparlers engagés depuis décembre 1983 entre son mouvement et le gouvernement irakien en vue d'obtenir la révision de la loi d'autonomie du 11 mars 1974 qui régit les relations de Bagdad avec les Kurdes d'Irak. Une semaine plus tard, les combats reprennent au Kurdistan irakien, consommant ainsi la rupture entre le gouvernement de Bagdad et les talabaniens. Ces derniers se rapprochent en même temps des barzaniens et des communistes, qui n'avaient jamais dissimulé leur hostilité à tout accord avec le président Saddam Hussein.

Depuis, l'UPK, qui jadis dénonçait la République islamique de Téhéran comme étant la véritable menace contre le mouvement nationaliste kurde, a opéré un changement fondamental d'attitude s'alignant peu à peu sur les positions iraniennes. En novembre 1986, l'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) des frères Idriss (décédés depuis) et Massoud Barzani signent à Téhéran sous l'égide de la République islamique, un accord politico-militaire afin de renforcer et de coordonner leur lutte contre le régime au pouvoir à Bagdad. Avant même la signature de cet accord, les mouskars talabaniens avaient entrepris, avec l'aide de l'Iran, une action de commando contre les installations pétrolières de Kirkouk.

De passage à Paris, M. Aminé Noshirwan, le secrétaire général adjoint de l'UPK, a justifié, dans une déclaration au « Monde », le virage à 180 degrés de la politique de son organisation. « Nous avons tout fait, nous a-t-il dit, pour parvenir à un

accord avec Bagdad. Mais les pourparlers qui étaient sur le point d'aboutir en octobre 1984 ont échoué par suite des pressions exercées sur l'Irak par la Turquie et à cause du chauvinisme dont font preuve les baasistes irakiens, qui considèrent les Kurdes d'Irak comme des hôtes venus de l'étranger. L'autonomie qu'ils ont octroyée au Kurdistan irakien n'est que de pure forme et les Kurdes qui dans cette région collaborent avec les autorités de Bagdad, trahissent les intérêts de la nation kurde. »

« Plusieurs petits États... »

En conséquence, affirme M. Noshirwan, l'UPK se prononce plus l'autonomie du Kurdistan irakien, mais son autodétermination, ce qui implique une éventuelle indépendance. « Nous préparons le mouvement kurde à accepter au moment propice l'indépendance. Nous sommes donc pour le démembrement de l'Irak, car nous ne voyons pas d'autres moyens de parvenir à notre objectif final, qui est l'indépendance. » Il ajoute que le démembrement de l'Irak n'est pas une « simple vue de l'esprit », mais une « réelle possibilité » et souhaite donc la division de l'Irak en « plusieurs petits États, chiites, sunnites et kurdes ».

Ne craint-il pas dans ce cas, une intervention militaire turque suivie de l'occupation du Kurdistan irakien ? Une telle éventualité n'effraie pas M. Noshirwan, qui estime même qu'elle serait bénéfique pour les Kurdes puisque, dit-il, « deux des parties du Kurdistan seront ainsi unifiées », préparant la voie au futur

Kurdistan uni. Pour l'instant, ajoute-t-il, peu nous importe qui occupe le Kurdistan irakien. « Nous préférons d'ailleurs nous battre contre l'armée turque, car, si la Turquie fait partie de l'OTAN, elle ne jouit pas de l'appui de l'ensemble des pays arabes, dont certains pourrions nous aider dans notre lutte pour la création d'un État indépendant au Kurdistan irakien, ce qui ne serait pas le cas si nous demeurions sous l'occupation irakienne. »

M. Noshirwan précise que seule l'UPK préconise la séparation. « Toutes les autres organisations kurdes, ajoute-t-il, y compris nos alliés barzaniens, sont pour le droit à l'autonomie. » En ce qui concerne les communistes irakiens qui se battent également au Kurdistan, il estime qu'ils ne font pas partie du mouvement kurde et ne cherchent qu'à utiliser le mouvement kurde « pour faire avancer la cause du communisme en Irak ».

Le numéro deux de l'UPK refuse d'évoquer les divergences qui pourraient encore exister entre son mouvement et les dirigeants islamiques de Téhéran et préfère souligner les points de convergence. « Nous avons le même ennemi commun, c'est-à-dire le régime baasiste de Bagdad, dont nous souhaitons la disparition », dit-il. A ce propos, M. Noshirwan assure que les liens entre l'UPK et Téhéran sont plus solides que ceux qui existent entre les Iraniens et les barzaniens, pourtant considérés comme fortement inféodés à la République islamique. « Téhéran, affirme-t-il, nous donne tout ce dont nous avons besoin en armements, à l'exception, bien entendu, des avions et des blindés. »

JEAN GUEYRAS.

LIBAN

Des unités syriennes se déploient sur la route côtière entre Beyrouth et Saïda

Beyrouth (AFP). — Quatre-vingt soldats des unités d'élite de l'armée syrienne, les Forces spéciales, équipées d'armes légères, se sont déployées, mardi 14 avril, aux côtés de la 12^e brigade de l'armée libanaise sur les 43 kilomètres entre Beyrouth et Saïda. Une quarantaine de soldats syriens ont pris position avec les miliciens libanais sur le pont Awali, qui défend l'entrée nord de la capitale du Liban sud. La prise de contrôle de la route côtière par la Syrie s'inscrit dans le cadre de l'application de l'accord conclu sous l'égide de Damas, pour mettre fin à la « guerre des camps » au Liban entre le mouvement chiite Amal et les organisations palestiniennes, indiquent-on de source proche de l'armée syrienne.

Amal, inféodé à la Syrie, exige l'évacuation de trois villages occupés par les combattants palestiniens à l'est de Saïda, depuis le 24 octobre 1986, pour lever le siège militaire des camps de Beyrouth et de Rachidieh (Liban sud), alors que les Palestiniens demandent la levée préalable de ce siège. Les Palestiniens refusent d'évacuer leurs positions avant d'avoir obtenu des « garanties politiques et militaires » de la Syrie et de l'Organisation populaire masariste (OPM), principale milice (sunnite) de Saïda.

Ce retour des Syriens dans les faubourgs de Saïda, pour la première fois depuis l'invasion israélienne de juin 1982, se déroule alors que Beyrouth-Ouest (secteur musulman) a connu, le 14 avril, sa matinée la plus « explosive » depuis l'entrée de dix mille soldats syriens le 22 février, avec l'explosion d'un coup de six charges, qui n'ont pas fait de victimes. Ces explosions portent à cinquante-huit le nombre des attentats à Beyrouth-Ouest, depuis le déploiement syrien.

Washington condamne les incidents en Cisjordanie et à Gaza. — Le gouvernement américain a condamné mardi 14 avril « dans les termes les plus vifs » les récents actes de violence en Cisjordanie et à Gaza, critiquant notamment les actions d'auto-défense de certains Israéliens. Un porte-parole du département d'Etat, Mme Phyllis Oakley, a qualifié d'« attaque aveugle et brutale » l'attentat ayant coûté la vie à une Israélienne et blessé deux autres, à sa famille. Mais, a-t-elle ajouté, « cette tragédie a été marquée par une sorte de réaction d'auto-défense qui ne peut qu'accroître le ressentiment ainsi que la marque de confiance et conduire à plus de violence ». Mme Oakley a indiqué que le gouvernement américain était « aussi très troublé par la mort par balles d'un étudiant palestinien ». — (AFP.)

Le roi Fahd en visite d'Etat à Paris

Les relations franco-saoudiennes au beau fixe

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite effectue, les 15 et 16 avril, une visite d'Etat à Paris. Le souverain, qui vient de faire des séjours officiels en Algérie et en Grande-Bretagne, entreprend une visite privée au Maroc et en Espagne, devant être accueilli mercredi après-midi à l'aéroport d'Orly par le président Mitterrand, avec lequel il devait avoir une entrevue suivie d'un dîner officiel. Jeudi matin, le roi Fahd se rendra à l'hôtel Marigny pour une entrevue avec le roi, avant d'offrir en son honneur, au Quai d'Orsay, un déjeuner qui marquera la fin de la visite.

Les relations franco-saoudiennes, après un « passage à vide » en 1985, sont de nouveau au beau fixe. Paris a accueilli ces derniers mois deux frères du roi, le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, et le prince Salmane, gouverneur de Riyad, ainsi qu'un de ses fils, le prince Fayçal, ministre de la jeunesse et des sports, tandis que M. André Girard, ministre de la défense, puis M. Charles

Passqua, ministre de l'Intérieur, se rendaient à Riyad. Avec 23,1 % des importations de pétrole brut de la France, l'Arabie Saoudite est devenue son premier fournisseur. Un accord d'équipement en matériels français des forces de sécurité interne saoudiennes a été conclu à la mi-mars, pour une valeur d'environ 3,5 milliards de francs. Mais rien n'est décidé quant à l'important contrat, valeur d'environ 25 milliards de francs, la France propose huit sous-marins d'attaque Agosta, mais se trouve en concurrence avec l'Allemagne fédérale, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni (le Monde du 7 avril).

Le roi Fahd, qui a plaidé à Londres en faveur de la levée des sanctions européennes à l'encontre de la Syrie, soutient le projet de conférence internationale au Proche-Orient. Ces sujets, et plus généralement la situation au Proche-Orient et dans le Golfe, seront probablement abordés au cours du séjour du souverain.

ÉGYPTÉ : les résultats des élections législatives

Un ordinateur « hésitant mais obéissant »

LE CAIRE de notre correspondant

Les Egyptiens ne partagent pas l'engouement universel pour le dieu ordinateur, surtout quand il se mêle d'élections. Ils le soupçonnent de tous les maléfices quand il s'agit de publier les résultats et certains doivent même rêver d'écraser ce « nid de puce ».

Ne s'est-il pas trompé en accordant un siège de trop au Néo-Wafd (libéral) lors de la publication des résultats ? L'erreur de calcul a été rapidement rattrapée par les responsables du ministère de l'Intérieur, qui n'ont pas manqué d'excuser l'ordinateur. Un ordinateur qui avait été mis à l'écart lors du référendum de février dernier pour, selon la déclaration officielle d'un haut responsable du ministère de l'Intérieur, « briser les erreurs de calcul ».

Le Wafd, furieux, a donc perdu son trente-et-unième siège, qui a été attribué à un député du Parti national démocratique (PND) au pouvoir. En 1984, l'ordinateur s'était trompé en accordant au PND un siège prélevé sur le Wafd. Le calcul manuel avait permis de restituer le siège à son propriétaire légal. L'ordinateur s'est également trompé en ce qui concerne les résultats préliminaires. Il avait donné à M. Khaled Moubiedin, chef du Rassemblement progressiste unioniste, et M. Moustafà Nasser, porte-parole du Wafd dans l'Assemblée portante — décédé mardi des suites d'une insuffisance cardiaque —, comme gagnants. Tous deux ont échoué, comme d'ailleurs le ministre d'Etat pour la production militaire, M. Gamal El Sayed (PND), que

l'ordinateur crédite de la majorité des voix. Des incertitudes demeurent d'ailleurs en ce qui concerne le nombre de sièges individuels pourvus au second tour. Selon une version, le PND aurait obtenu neuf sièges en lieu alors que, selon une autre, il n'en aurait obtenu que sept, deux allant aux Indépendants.

Ces désordres ont poussé M. Moustafà Amino, célèbre éditeur de l'officiel *Al Akhbar*, à définir l'ordinateur du ministère de l'Intérieur comme étant « hésitant, mais obéissant ».

ALEXANDRE BUCCIANTI.

La répartition définitive des sièges

● Parti national démocratique (PND) : 346 sièges (77%) contre 390 sièges (87%) en 1984.
● Parti socialiste du travail (PST - coalition) : 60 sièges (13%) contre 60 (14).
● Répartition des sièges au sein de la Coalition : islamistes, 37 sièges contre 9 sièges au sein de Néo-Wafd en 1984 ; PST, 20 sièges ; libéraux socialistes, 3 sièges ; Néo-Wafd, 33 sièges (8%) contre 58 sièges (13%) en 1984 ; Indépendants, 7 sièges (2%), contre zéro en 1984 (2).

(1) Le PST était représenté lors de la dernière Assemblée par quatre députés nommés par le président Mubarak. La Constitution accorde au chef de l'Etat le droit de nommer dix députés au Parlement.

(2) La loi électorale qui régissait les élections de 1984 ne permettait la participation que des candidats inscrits sur la liste des six partis légaux.

Diplomatie

Les entretiens du secrétaire d'Etat américain à Moscou

Une « super-option zéro »

par Michel Tatu

Après les nouveaux pas franchis par M. Gorbatchev dans la question des armes nucléaires, les grandes lignes du traité que le dirigeant soviétique pourrait signer à Washington (éventuellement dès cette année) apparaissent de plus en plus nettes. Ses dispositions seraient les suivantes, par catégorie d'armes :

1) Missiles dits intermédiaires (FNI) — entre 1 000 et 5 500 km) : liquidation des Pershing-2 et missiles de croisière installés à partir de 1983 par les Etats-Unis en Europe occidentale, des SS-20 du côté soviétique. Selon ce qui avait été convenu à Reykjavik, chaque grande puissance pourrait conserver cent ogives de missiles FNI : en Sibirie pour l'URSS, sur le continent américain (mais pas en Alaska) pour les Etats-Unis. M. Shultz a depuis lors proposé que l'on renonce à ces cent ogives, afin notamment de faciliter le problème de la vérification. La réponse soviétique n'est pas connue, mais elle devrait être favorable.

2) Missiles dits « intermédiaires à courte portée » (SRINF) par les Américains, « tactico-opérationnels » par les Russes, c'est-à-dire portant entre 500 et 1 000 km. Dans un premier temps, M. Gorbatchev n'accepterait qu'un liquide qu'une seule ogive, les SS-22 et SS-23 installés en Tchétchénovsk et en RDA en représailles contre les Pershing de l'OTAN. Le reste ferait l'objet de négociations à tenir après un

accord FNI. La semaine dernière à Prague, le dirigeant soviétique a accepté d'ouvrir aussitôt ces négociations. Depuis le mardi 14 avril, il accepte de fixer cette catégorie d'armes à la première : un accord FNI comporterait une clause prévoyant la liquidation des SRINF dans un délai déterminé. Un peu plus loin, il est question que ce délai soit « par exemple » d'une année.

Pour Moscou, il s'agit bien de liquidation, non de réduction, et c'est là le principal point de désaccord subsistant entre les deux parties. Comme le rapporte l'agence Tass, « George Shultz a insisté sur le droit des Etats-Unis de créer des armes de ce type et de les déployer en quantité approximativement égale à ce qui restera à l'URSS après la liquidation des missiles tactico-opérationnels retirés de RDA et de Tchétchénovsk ». Pas question, lui a répondu M. Gorbatchev, car cela conduirait à une situation « confuse » et « absurde » dans laquelle une partie, l'URSS, réduirait « unilatéralement » ses armements tandis que l'autre, les Etats-Unis, procéderait au « surarmement ».

En fait, cette « confusion » est la simple conséquence de l'énorme supériorité acquise par l'URSS dans ce domaine : pour rétablir l'égalité, il faut bien, en effet, que l'un désarme et que l'autre « surarme ». Le successeur de Brejnev se montre plus généreux que ce dernier en se disant prêt à renoncer à cette supériorité. Mais, ce faisant, il ne laisse le

choix qu'entre le statu quo et le dénucléarisation. Redoutable dilemme...

3) Les missiles et autres engins nucléaires à très courte portée (moins de 500 km) peuvent aux aussi, selon M. Gorbatchev, être « liquidés ». Le dirigeant soviétique ne s'engage pas sur ce chapitre, sinon pour confirmer qu'il est favorable à un contrôle très ambitieux. Rappelons qu'il a souligné, à Prague, transférer la discussion du « nucléaire tactique » au forum des trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

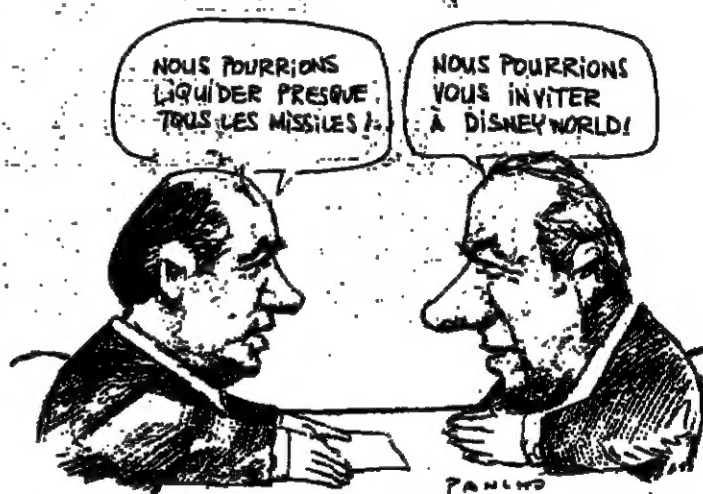
Au total, ce sont donc les bases d'une « super-option zéro » que le dirigeant soviétique met ainsi en place, une option zéro qui est, en fait, la dénucléarisation totale de l'Europe. Les Européens, pas seulement les « nucléaires » français et anglais mais aussi les Allemands, sont-ils prêts à une révision aussi déchirante du système de sécurité d'après-guerre ? A accepter la liquidation des armes atomiques, mais le maintien d'une armée rouge même contrôlée, et « déshimée » ? A se résigner à un statut définitivement différent pour l'Europe, terre « libérée des armes nucléaires », et pour les deux superpuissances, qui conserveront, bien entendu, encore fort longtemps leur arsenal dit « central » ? Vastes questions, sur lesquelles les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN, selon l'agence Tass elle-même, « n'ont pas une position définitive ». C'est le moins qu'on puisse dire...

M. Gorbatchev se déclare prêt à liquider tous ses missiles en Europe

(Suite de la première page.)

Le secrétaire général a enfin, selon Tass, « répondu » aux accusations de M. Shultz concernant l'espionnage de l'ambassade américaine à Moscou, et évoqué la question des droits de l'homme. L'URSS accomplira « tout ce qui est légal et humain » en matière d'émigration, a déclaré M. Gorbatchev. Mais telle n'est visiblement pas la priorité du secrétaire général. « Nous ferons en sorte, a-t-il dit, que tous ceux qui, chez nous, ne sont pas contents de leur vie, le deviennent. J'espère que vous autres, aux Etats-Unis, vous ferez aussi quelque chose pour que des millions de vos citoyens vivent mieux. »

M. Shultz était porteur d'un message personnel du président Reagan invitant une nouvelle fois M. Gorbatchev à se rendre aux Etats-Unis. Il a remis à son hôte, sous les flashes des photographes, la lettre marquée du sceau présidentiel. « Vous êtes les bienvenus »,



a-t-il précisé. Le secrétaire général a répondu en souriant par quelques propos évasifs : « Généralement, je ne voyage pas sans raison, surtout en Amérique... Il ne peut s'agir d'une simple promenade... »

La Pravda du mercredi 15 avril publie en première page un compte-rendu détaillé de l'entretien mais omet toute allusion à un éventuel sommet. M. Shultz devait pour sa part tenir une conférence de presse en milieu d'après-midi avant de quitter Moscou pour Bruxelles.

Le total black-out américain sur l'information n'a pas été une des moindres singularités de cette visite. Celui-ci contrastait avec la volonté de transparence des Soviétiques. Les briefings informels du porte-parole du département d'Etat étaient tellement pauvres que les journalistes américains accompagnant M. Shultz en risaient ouvertement. Le secrétaire d'Etat devait se rattraper, ce mercredi, au cours de sa conférence de presse, mais cette asymétrie a suscité un certain malaise.

La lecture de la Pravda était donc, une fois n'est pas coutume pour une visite de ce genre, plus instructive que les conférences traditionnelles attribuées à « un officiel américain qui a voulu garder l'anonymat ».

M. Shultz maître d'hôtel

Moscou (AFP). — Le secrétaire d'Etat George Shultz, revêtu d'un tablier blanc de cuisinier, a servi de la glace et des fraises mardi soir 14 avril aux membres de l'ambassade américaine à Moscou pour les remercier de leurs efforts dans des circonstances difficiles.

Il est temps que quelqu'un vous dise, a-t-il dit, que l'URSS n'est pas le « pays des secrets », a déclaré M. Shultz, faisant allusion au retrait de plus de deux cents employés soviétiques de l'ambassade l'an dernier, qui a obligé les diplomates à assurer un certain nombre de tâches ménagères.

« Nous avons nos hauts et nos bas », a poursuivi M. Shultz en soulignant que cela allait plutôt mal actuellement, « avec nos difficultés d'approvisionnement ». Mais a-t-il ajouté, « nous remontrons la pente et nous continuons à lutter pour gérer cette relation extraordinaire importante » avec l'URSS afin de parvenir à un « monde plus stable ».

La réception avait lieu dans le nouveau complexe, inachevé, de l'ambassade. Washington accuse les Soviétiques d'avoir truffé de micros le bâtiment encore inoccupé de la nouvelle chancellerie.

Le secrétaire d'Etat, qui sortait de quatre heures et demie d'entretiens au Kremlin avec M. Mikhail Gorbatchev, a quitté la réception dans la soirée pour poursuivre ses pourparlers avec son homologue soviétique, M. Edeouard Chevardnadze.

M. Shultz n'a pas voulu adopter un profil très haut en matière de relations publiques. Il en est resté au cadre que les Soviétiques avaient eux-mêmes proposé pour cette « visite de travail ». Il a sans doute oublié que M. Gorbatchev était une moque bien de telles règles dès lors qu'il peut marquer quelques points supplémentaires devant l'opinion internationale.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● M. Jean-Pierre Guyot, ambassadeur à Botswana. — Nommé ambassadeur à Lusaka (Zambie) en mai 1986, M. Jean-Pierre Guyot, tout en conservant cette fonction, sera également accrédité auprès des autorités du Botswana, a annoncé le ministère des affaires étrangères, mardi 14 avril. (Le Monde a publié la notice biographique de M. Guyot dans ses éditions datées des 19-19 mai dernier.)

● Le président du CICR à Paris. — M. Alexandre Hay, président du Comité international de la Croix-Rouge, a été reçu mardi 14 avril au Quai d'Orsay par M. Raymond, en compagnie de M. Cornelio Sommaruga, qui doit lui succéder à la tête du CICR le mois prochain. Les deux dirigeants de la Croix-Rouge devaient être les hôtes à dîner, ce mercredi, de M. Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, puis être reçus en audience par M. Mitterrand, dans l'après-midi, à l'Elysée.

SUPER BLINDAGES ET BLOCS PORTES

TJN

مكتبة

صلى الله عليه وسلم

matie

... Le Monde 4 Jeudi 16 avril 1987 5

SOYONS CLAIRS.

L'AVENIR D'UNE BANQUE EST DIRECTEMENT LIE A L'AVENIR DE SES CLIENTS.

600.000 particuliers et 150.000 entreprises font confiance au Crédit du Nord.

Leurs projets, ce sont nos projets, leur avenir, c'est notre avenir, leurs succès, nos succès.

Nos clients ne sont pas des numéros ou des statistiques. Chacun d'entre eux a droit à tout notre savoir-faire, toute notre attention, toute notre considération.

Au Crédit du Nord, un conseiller est en permanence à votre disposition pour vous écouter et vous servir. Il est entouré, chaque fois que cela peut être utile, par nos spécialistes en gestion de patrimoine, en financements, en opérations internationales. Nous estimons, au Crédit du Nord, que nos

clients doivent avoir accès à toutes les compétences de notre banque et que les services les plus simples comme les plus complexes méritent le même soin.

Bien sûr, nous aimons parler de nos 600 agences, de nos 4000 micro-ordinateurs, de notre organisation informatique d'avant-garde. Mais nous savons bien que tous ces moyens ne sont pas une fin en soi, ils sont là pour nous permettre de mieux regarder vers l'extérieur, de mieux connaître et satisfaire vos besoins.

Le Crédit du Nord n'est pas seulement une banque. C'est un banquier.

Un banquier profondément convaincu que son avenir dépend du vôtre.

Bruno de Maulde,
Président du Crédit du Nord.



Crédit du Nord

Ogilvy & Mather

PAGES
ET BLOCS FORMES
TJN

Europe

ITALIE : au quarantième jour de la crise

M. Scalfaro renonce à former un gouvernement

ROME
de notre correspondant

Au quarantième jour de la crise, née de la démission de M. Bettino Craxi, le démocrate-chrétien M. Oscar Luigi Scalfaro, président, le 10 avril, par le chef de l'Etat, a renoncé à constituer un gouvernement. Il a expliqué, mardi soir 14 avril, qu'il n'avait pas estimé possible de mettre sur pied un cabinet composé exclusivement de membres de son parti, après avoir vérifié l'impossibilité de reconstituer l'alliance à cinq qui avait gouverné l'Italie depuis août 1983, ou même de former une coalition plus restreinte, sans les socialistes mais avec les trois petits partis dits « laïques » (républicain, social-démocrate et libéral).

M. Alessandro Natta, secrétaire général du PCI, avait pris l'initiative, le 13 avril, de consulter les partis favorables au déroulement des référendums sur la justice et sur le nucléaire (dont la DC ne veut pas), pour voir s'il serait possible de constituer un cabinet dont le seul objectif serait précisément d'organiser ces référendums. Mais l'opposition des libéraux, et le peu d'enthousiasme des républicains et des sociaux-démocrates à assumer devant le pays la responsabilité d'un renversement d'alliances et d'une rentrée dans le jeu du PC, ont fait échouer M. Natta.

Ainsi l'Italie se retrouve sans gouvernement et sans majorité parlementaire possible pour ou contre les référendums. L'une des hypothèses désormais possibles est que soit

confié au vieux démocrate-chrétien Amintore Fanfani, en sa qualité de président du Sénat, le soin de former un gouvernement uniquement pour organiser des élections anticipées après refus de la confiance et dissolution des Chambres.

Ces épisodes, qui paraissent bouffons s'ils n'étaient en réalité de plus en plus mal vécus par le pays, démontrent surtout à quel point la « stabilité » retrouvée sous M. Craxi était en réalité fondée sur une totale équivoque : la mise entre parenthèses momentanée, par sa promotion à la tête du gouvernement, des virtualités conflictuelles entre la DC et un parti socialiste aspirant à lui disputer l'hégémonie qui avait été la sienne depuis la fin de la deuxième guerre.

JEAN-PIERRE CLERC.

YUGOSLAVIE

Protestations contre la condamnation de deux militaires pour « délit oral »

BELGRADE
de notre correspondant

La législation spéciale adoptée par le gouvernement et l'Assemblée nationale fédérale sur le blocage et la réduction des salaires, ainsi que les récentes déclarations de chefs militaires et du premier ministre, M. Milutinovic, portant sur une éventuelle intervention de l'armée pour défendre le système constitutionnel et l'ordre social ont engendré un malaise quasi général en Yougoslavie.

D'autant que les débrayages se poursuivent, plus ou moins nombreux dans toutes les régions, atteignant quelquefois — le fait est sans précédent — des hôpitaux et certains établissements sanitaires.

On apprend en outre, que le « Comité de défense de la liberté d'expression » vient d'adresser à la direction de l'Etat de vives protestations contre l'application dans l'armée de l'article 133 du Code pénal portant sur le « délit oral », en vertu duquel ont été condamnés, pour « propagande hostile », un

capitaine à quatre ans et un conscript diplômé en théologie orthodoxe à un an et trois mois de réclusion.

C'est la première fois que le comité critique publiquement la justice militaire et cela à un moment où l'armée semble décidée à sévir contre tous les « excès » commis dans ses rangs (le Monde du 18 mars et du 24 mars). M. Milan Pavlovic, membre de la direction collégiale de la Ligue des communistes, a déclaré pour sa part, le 12 avril à Skopje, que l'armée fait l'objet actuellement d'attaques de la part de « forces antisocialistes, autogestionnaires et hostiles », liées idéologiquement et politiquement à des « forces réactionnaires hors de nos frontières ».

Selon le Comité de défense de la liberté d'expression, les deux militaires auraient affirmé, entre autres, que la Yougoslavie était tombée dans une « crise sans issue », que le pouvoir y est concentré dans les seules mains de dirigeants qui « gaspillent » les biens sociaux, que les citoyens ne jouissent pas des droits de l'homme, etc. Le jeune théolo-

gien, lui, aurait ajouté que la liberté religieuse n'existait pas en Yougoslavie.

Contestant la légalité de la procédure appliquée par le tribunal contre les deux condamnés, le comité invite la direction collégiale de l'Etat, en tant que commandant suprême de l'armée et organisme habilité à accorder l'amnistie, à intervenir en leur faveur. Il demande en outre que soit mis en terme aux atteintes portées aux citoyens par la Constitution.

Les protestations sont signées par une vingtaine des plus éminents intellectuels, dont douze sont membres de l'Académie des sciences et des arts. Parmi ceux-ci figurent notamment le général Gojko Nikolic, ancien chef des services sanitaires de l'armée, l'écrivain Dobrica Cosic et le poète Tasevic Medvedovic, tous trois porteurs de la « médaille du héros », à laquelle n'ont eu droit que les tout premiers participants au mouvement de résistance des partisans pendant la guerre.

PAUL YANKOVITCH.

(Publicité)

Planification - Complémentarité Instruments prioritaires d'une politique de santé

Dans le Secteur Sanitaire et Social, plus qu'ailleurs, le laisser-faire conduit au gaspillage et au désordre.

La maîtrise des dépenses de Santé et donc, la survie de la Sécurité Sociale, passe aussi par la maîtrise de l'offre de soins :

- Dans le cadre d'une PLANIFICATION GLOBALE ET CONCERTÉE DES EQUIPEMENTS.
- Par une vraie COMPLEMENTARITE DU PUBLIC ET DU PRIVE.

5 PRINCIPES FONDAMENTAUX Y PRESIDENT :

- RESPECT DU LIBRE CHOIX pour l'usager.
- ABANDON DE LA SEPARATION ARBITRAIRE DU SANITAIRE ET DU SOCIAL.
- DECENTRALISATION des décisions au PLAN REGIONAL, dans le cadre d'une POLITIQUE NATIONALE DE SANTE.
- COMPLEMENTARITE PUBLIC/PRIVE :
 - Sans discrimination, ni exclusive.
 - A égalité de missions, de devoirs et d'obligations, égalité de droits et de traitement.
 - Harmonisation des financements (suppression des prix de journée et de la rémunération à l'acte dans tous les établissements de soins).
 - Unité des procédures de programmation et d'autorisation des équipements lourds et des capacités d'hospitalisation.

PLANIFICATION = RATIONALISATION DU SYSTEME DE SOINS
COMPLEMENTARITE = SAUVEGARDE DU SYSTEME DE PROTECTION SOCIALE

FEDERATION HOSPITALIERE DE FRANCE - 33, AVENUE D'ITALIE - 75013 PARIS

Afrique

TCHAD : après les succès militaires

Nouvel objectif : « gagner la paix »

Alors que l'aviation libyenne poursuit, dans le nord du Tchad, ses bombardements à haute altitude de la piste d'Ouadi-Doum à N'Djamena, le colonel Khalifa Haftar, qui commandait le dispositif d'Ouadi-Doum et qui a été fait prisonnier, a demandé « au peuple libyen et à l'Armée libyenne de renverser le régime pourri » de Tripoli, dans une déclaration rendue publique par les autorités tchadiennes.

Le docteur Mohammed Youssouf Al Magrifi, secrétaire général du Front national pour le salut de la Libye (FNLS), principale organisation d'opposants libyens, qui a été reçu par le prési-

dent tchadien, a également appelé, au cours d'une conférence de presse, au renversement du colonel Kadhafi.

A Abidjan, d'autre part, où séjourne toujours M. Goukouni Oueddei, les pourparlers entre le chef « historique » du GUNT et la délégation du gouvernement tchadien semblent plier, en raison, estime-t-on de source gouvernementale, des conditions « exorbitantes » posées par M. Goukouni Oueddei pour une réconciliation et pour son éventuel retour dans la capitale tchadienne. — (AFP.)

N'DJAMENA
de notre envoyé spécial

Le ministre tchadien de l'Intérieur, M. Ibrahim Mahamat Iton, n'est pas un plaisantin. « En ce qui concerne les véhicules : rien ; les armes : rien ». Ainsi présente-t-il l'état de ses moyens pour lutter contre la menace terroriste, ajoutant : « Même si la France mettait à notre disposition du matériel datant des années 1960, pour nous, ce matériel ne servirait pas à grand-chose ».

Totalement démunis, il a pourtant conscience de l'importance de son rôle. « Kadhafi n'hésite pas à employer tous les moyens : après son échec militaire, il va passer au terrorisme ».

Il faut déjouer cette tentative. Une première alerte a eu lieu il y a un mois. Des agents de Tripoli, venus du Cameroun, ont placé des explosifs sous le tablier du pont reliant ce pays au Tchad, sur le fleuve Chari. Le trafic des camions a été interrompu quinze jours. Les craintes du ministre sont partagées par les plus avisés des observateurs étrangers.

Aucune des six frontières du Tchad n'est véritablement gardée. N'importe qui peut s'aventurer dans ce pays à partir du Niger, du Nigeria, du Cameroun, du Centrafrique et du Soudan, sans parler de la Libye. La guerre ne sera pas définitivement terminée avec la déroute de l'armée libyenne.

Le colonel Kadhafi, s'il reste au pouvoir, aura toujours assez d'argent pour recruter des agents dans les pays voisins, dit-on, unanimement, ici.

On est frappé, à N'Djamena, par l'absence de protection visible des ministères et des ambassades, alors qu'il suffirait à l'ennemi de traverser le fleuve en pirogue pour faire quelque mauvais coup à impact psychologique. « Il y a pas mal de gens, Tchadiens ou Français, qui peuvent assurer une discrète surveillance », assure cependant un observateur.

A en croire le ministre de l'Intérieur, la meilleure défense se fonde sur « la vigilance de tout un peuple rassemblé autour du président Hissène Habré, notamment au sein de la milice populaire ». Quand il nous a reçu, M. Iton revenait d'Alger où il avait mené des négociations avec M. Goukouni Oueddei. « Je suis optimiste, nous a-t-il dit, il y a des résultats positifs. Ces négociations visent d'abord à mettre les gens en confiance, à atténuer les susceptibi-

lités, mais il est difficile de faire un pronostic sur la durée des palabres. Cela peut être une semaine, comme cela peut être deux ans. L'important est que Goukouni est libre de ses mouvements ».

Le colonel Kamougué, considéré comme le chef sudiste du pays, a déjà accompli ce que les autorités tchadiennes appellent « le devoir patriotique » de tous les Tchadiens dans la conjoncture actuelle. Il a rallié N'Djamena le 29 janvier dernier. M. Hissène Habré l'a reçu trois fois en tête à tête, mais il n'a toujours pas de fonctions officielles. « Je ne veux plus servir dans l'armée », dit-il, mais je jouerai le rôle qu'on voudra bien me faire jouer sur le plan politique. Je suis rentré ici sans me livrer à un quelconque marchandage ».

Comme beaucoup de gens à N'Djamena, M. Kamougué pense qu'une nouvelle distribution des rôles dans les institutions nationales devrait avoir lieu après les ultimes ralliements. Il ne cache pas que « la paix comporte aussi des risques ». « Ces militaires, après avoir libéré le pays, pourquoi ne voudraient-ils pas occuper le pouvoir ? », se demande-t-il souvent.

Chrétiens et musulmans

Au sein des organes de l'Etat et du parti unique que chacun, ici, considère comme un « garde-fou nécessaire », il va falloir procéder à un savant dosage en fonction de considérations « politiques », certes, mais surtout tribales et religieuses.

Moi, proclame M. Kamougué, je suis chrétien et ma foi n'a pas changé. S'il a abandonné son prénom de Georges pour celui d'Abd el Kader, c'était afin d'éviter les ennemis avec l'ancien président Tombalbaye, en 1973, à l'époque des délires de « l'authenticité africaine ». Ouvrant sa chemise, il découvre sur sa poitrine une croix pendue à une chaîne : « Les musulmans ne sont pas majoritaires, assure-t-il, il y a 30 % de chrétiens et beaucoup d'animistes ».

Sur ce sujet brûlant, pour ne pas dire tabou, les chiffres sont évidemment controversés. Une chose est sûre, les vrais maîtres du pays, M. Hissène Habré et ses amis goranes, sont de confession musulmane et unis par la religion jusqu'à leurs querelles de clan infiniment compliquées.

Entre les Goranes, « seigneurs de la guerre », convertis à l'islam à une époque relativement récente, et les

sudistes chrétiens et animistes, il y a les Arabes du Sahel. Ce sont eux qui tiennent le commerce et ils sont bien les seuls à s'être enrichis pendant la guerre.

Les fonctionnaires, en majorité sudistes, touchent leur traitement un mois sur deux. Après avoir supporté avec dignité de lourds sacrifices, ils aspirent maintenant à un mieux-être. La moitié de l'armée tchadienne devra être démobilisée quand la guerre sera finie. Comment l'employer après ?

Des étudiants en URSS

Le seul atout économique du Tchad est son autoconsommation alimentaire.

La guerre a particulièrement exercé ses ravages dans le domaine de l'enseignement. Une faible partie de la jeunesse est scolarisée, les classes sont surchargées au point de décourager les maîtres. Très peu d'enseignants français sont volontaires pour la coopération dans ce pays, et il n'y a pas d'université. Vu le faible niveau du baccalauréat national, beaucoup de lauréats ne peuvent pas faire des études supérieures en France et vont quémander des bourses dans les ambassades soviétiques des pays voisins. Actuellement, il y a davantage d'étudiants tchadiens en URSS qu'en France, aussi étonnant que celui passant par la part d'un pays en guerre contre M. Kadhafi.

Il se peut que la guerre soit presque finie. Les troupes libyennes ne paraissent plus en mesure de menacer sérieusement les localités prises par l'armée tchadienne. En tout, une bonne vingtaine d'avions libyens ont été détruits. Or, le stock n'est pas insupportable.

Si le moral des officiers du colonel Kadhafi est brisé, la France, avec l'opération Épervier, aura porté un coup plus dur que les raids américains sur Benghazi et Tripoli il y a un an. Toutefois, reconnaît un spécialiste, les dommages infligés aux installations aériennes libyennes lors de ce raid expliquent en partie les mauvaises prestations des pilotes de M. Kadhafi au-dessus du Tchad.

Les responsables français à N'Djamena n'ont qu'une certitude : pour que le Tchad « gagne la paix », il faudra que Paris lui accorde une aide civile aussi conséquente que l'est actuellement son concours militaire.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

TUNISIE

Léger remaniement ministériel et changements au bureau politique du Parti socialiste destourien

Tunis. — Le président Bourguiba, nommé, mardi 14 avril, M. Abdelaziz Ben Dhiu au poste de directeur du Parti socialiste destourien (PSD au pouvoir), en remplacement de M. Hédi Baccouche, lors d'un remaniement partiel du bureau politique de ce parti (vingt membres), dont le chef de l'Etat est le président à vie.

M. Ben Dhiu, cinquante ans, a occupé des postes ministériels importants dans des secteurs délicats depuis son entrée au gouvernement en 1978. Il a successivement détenu les portefeuilles de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique puis de l'éducation nationale, avant d'être chargé, en juillet dernier, de celui des affaires sociales. Il est remplacé aux affaires sociales par M. Baccouche, qui assurait depuis mars 1984 la direction du parti et qui conserve son siège au bureau politique.

Aux termes de ce remaniement, quatre autres membres quittent le bureau politique. Le président Bourguiba a ainsi nommé M. Béchir Khatouch, quarante-deux ans, qui y avait fait une entrée remarquée en août 1986 après l'éviction de l'ex-premier ministre Mohamed Mzali.

Ce limogeage était inattendu à Tunis. M. Khatouch, ayant été l'avocat de l'accusation dans les procès intentés contre les proches de Bourguiba et l'ex-Mme depuis l'automne, contre l'ex-premier ministre Mohamed Mzali pour délit

de fuite à l'étranger ou contre ses proches pour mauvaise gestion en Tunisie.

Ce remaniement au sein de l'instance dirigeante du PSD, le premier depuis le dernier congrès du parti en juin 1986, touche également MM. Béji Caïd Essebsi, ancien ministre des affaires étrangères nommé ambassadeur à Bonn en septembre, Mohamed Kraïem, ancien ministre des transports appelé fin mars à des fonctions diplomatiques, et Kamel Lajri, ancien secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT), nommé en décembre à une fonction consulaire.

Mise en garde de l'opposition

Ils sont remplacés au bureau politique par quatre personnalités qui y font leur entrée : MM. Mahmoud Messaoudi, président de la Chambre des députés tunisiens et ancien ministre, Abdelaziz Bouraoui, nouveau secrétaire général de l'UGTT, Taoufik Essid, secrétaire général de l'Union nationale des agriculteurs (UNA), et M. Fatma Douit, députée et secrétaire générale de l'Union des femmes tunisiennes, a indiqué l'agence tunisienne TAP.

Par ailleurs, cinq partis tunisiens d'opposition ont mis en garde, dans un communiqué publié mardi à

Tunis, contre le « recours aux pratiques répressives » et demandé des « garanties » pour les libertés politiques, syndicales et universitaires, à la suite de la vague d'arrestations d'intégristes en Tunisie, déclenchée depuis le début du mois de mars, notamment dans les rangs du Mouvement de la tendance islamique (MTI, non reconnu).

Se plaçant dans le cadre purement formel de la défense des libertés publiques sans discuter du fond de l'affaire, le Mouvement des démocrates socialistes (MDS), les partis communiste (PCT) et de l'Unité populaire (PUP), trois formations politiques d'opposition reconnues, ainsi que le Rassemblement socialiste progressiste (RSP) et le Mouvement de l'unité populaire (MUP), non reconnus, appellent dans ce communiqué à « lever les entraves qui empêchent les forces démocratiques de jouer pleinement leur rôle ». — (AFP.)

[Le départ de M. Khatouch du bureau politique du PSD est d'autant plus surprenant qu'il pense pour un proche de M. Salah Soudi, ancien président et toute-puissant au palais de Carthage depuis l'éviction de l'ex-Mme Bourguiba. Ce limogeage est-il le premier signe d'un début de déclin de M. Salah Soudi, qui a la réputation d'être le plus enclin à M. Mammour Shari, lequel cumule désormais les fonctions ministérielles (fonction publique et transports) au plus de la direction du cabinet présidentiel ?]

12044 de 150

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Politique

POINT DE VUE

La « bande à Léo » face à M. Barre

Quelle place pour le Parti républicain

par Philippe Vasseur
député du Pas-de-Calais
porte-parole du Parti républicain

LÉOTARD candidat ou pas ? Pour comprendre une telle interrogation, et surtout pour y répondre, il faut préalablement passer par le filtre de cinq questions :

— Quand choisir ?
— Faut-il se précipiter ? Faut-il considérer que les jeux sont faits et figer la situation politique ? Faut-il oublier que les vainqueurs des élections présidentielles de 1974 et 1981 n'étaient pas du tout les favoris désignés un an et même quelques mois voire quelques semaines auparavant ? Faut-il au contraire éviter de s'enfermer dès maintenant dans un choix qui risque d'être vite dépassé par les événements ? Faut-il décider maintenant ou attendre le plus longtemps possible ?

— Candidature unique ou pas ?
— L'union de la majorité est la condition sine qua non du succès. L'électorat le souhaite à juste titre mais comprend mal, parfois, que l'union n'aille pas jusqu'à la fusion. Autrement dit, pourquoi n'y aurait-il pas un seul candidat de la majorité à chaque élection, en commençant par la « présidentielle » ? Mais, parmi les candidats potentiels, qui est prêt à s'effacer devant qui ? Peut-on imaginer un Jacques Chirac appelant à voter pour un Raymond Barre dès le premier tour ou vice-versa ? Si ce n'est imaginable, est-ce même souhaitable ? Un tel rêve n'aboutirait-il pas, dans la réalité, à réduire la majorité ? Les électeurs de celle-ci qui souhaitent exprimer leurs différences au premier tour ne s'évadent-ils pas alors vers d'autres prétendants ? Si le système électoral a prévu deux tours de scrutin, n'est-ce pas précisément pour que le choix soit large au premier et ne soit restreint qu'au second ?

— Qualité ou pluralité ?
— Si l'on admet que la majorité présentera plus d'un candidat à l'élection présidentielle, reste à savoir combien. Faut-il se limiter à deux en se référant à l'organisation des partis telle qu'elle est à l'Assemblée nationale : pour le RPR, un pour l'UDF ? Faut-il, au contraire, présenter un tableau moins contrasté en faisant ressortir d'autres nuances de la palette majoritaire ? S'il est jugé préférable de proposer deux candidats plutôt qu'un, pourquoi pas trois plutôt que deux ? Le troisième ne pourrait-il rassembler sur son nom que des voix qui, sans lui, se seraient portées sur les deux autres ? Ou pourrait-il attirer des suffrages venus

d'ailleurs et qu'il serait capable de conserver à la majorité pour mieux en assurer le succès au deuxième tour ? Autrement dit : le troisième candidat serait-il un diviseur ou un catalyseur ?

— Que deviendront les absents ?

— Au nom de l'indispensable équilibre des pouvoirs, il n'y a pas de président de la République sans Parlement. Or il ne peut y avoir de Parlement sans parti politique. Mais que devient un parti politique dont aucun représentant ne figure dans la compétition ? A l'inverse, tout président élu a besoin d'une majorité parlementaire et peut donc, volontairement ou pas, être lui-même le point de départ ou le pivot d'un parti. Qu'advient-il du Parti républicain aujourd'hui réuni autour de François Léotard si celui-ci n'est pas candidat à l'élection présidentielle ? Il soutiendrait activement et loyalement dès le premier tour un autre candidat (dont le nom ne fait aucun doute) et sera évidemment au service du représentant de la majorité le mieux placé au second. Mais quelle sera ensuite l'attitude du président élu grâce à lui ? Comment le président entendra-t-il assurer au Parti républicain la juste place qui devra lui revenir dans la nouvelle majorité parlementaire ?

— Des hommes ou des idées ?
— Plus que le parti des hommes, le Parti républicain se veut un creuset des idées. Peut-on envisager une campagne présidentielle où le poids des personnalités écraserait tout le reste ? Nul ne le souhaite. Il y aura donc débat d'idées. C'est indispensable pour préciser à l'opinion des perspectives d'action et donner aux Français, en particulier aux jeunes parfois désabusés, les bonnes raisons d'espérer. Comment le Parti républicain participera-t-il à ce noble débat ? Ne pourra-t-il le faire qu'avec la candidature de l'un des siens ? Ou peut-il envisager d'être présent autrement ? Et dans quelles conditions ? Et à quelle place ? Le Parti républicain aborde l'année qui nous sépare de l'élection présidentielle avec une certitude et une incertitude.

La certitude, c'est qu'il sera très actif dans la campagne pour défendre et promouvoir ses valeurs, conformément à l'attente qu'il sent dans le pays. L'incertitude est liée au mode de cette ambitieuse campagne. Le Parti républicain le fera-t-il pour l'un des siens ou pour l'un de ses proches ? Pour Léotard ou pour Barre ? Il n'est pas possible de poser cette question sans avoir répondu sérieusement aux cinq précédentes. Cela ne mérite ni polémique vindicative ni passion excessive.

Mgr Lefebvre sur la tombe du maréchal Pétain

Ancien supérieur d'Ecône, Mgr Marcel Lefebvre est allé se recueillir, le lundi 13 avril, au cimetière de l'île d'Yeu (Vendée) sur la tombe du maréchal Pétain : « J'ai un profond respect », dit le chef de file des catholiques intégristes, pour ce militaire qui a sauvé par deux fois la France et a toujours agi dans un grand esprit chrétien. »

Entouré par les responsables d'associations pour la mémoire du maréchal, Mgr Lefebvre a visité la citadelle Pierre-Levée, où Pétain a été prisonnier, et la maison où il est mort le 23 juillet 1951. En dépit de l'interdiction de Mgr Paty, évêque de Luçon, il s'est rendu à l'église paroissiale Notre-Dame-du-Port.

A Nantes peu avant, il a commenté le voyage du pape au Chili, « un pays où l'on peut circuler librement ». Il a remercié la sainte Vierge d'avoir sauvé Pinochet des balles de l'attentat de septembre dernier : « Sur le pare-brise, des impacts de balles désignent le visage de la Vierge... ». Il a ajouté à propos de Pinochet : « Dès qu'un homme se lève pour sauver son pays de l'anarchie et du communisme, on fait tout pour le discréditer. »

M. Le Pen et les « couillons »

Côte-d'Ivoire, Gabon, Sénégal, Zaïre : la campagne de M. Le Pen passe en ce moment par... l'Afrique noire. Mais que ses électeurs se rassurent, les latitudes peuvent changer, M. Le Pen reste égal à lui-même. Ainsi le président du Front national, dans une déclaration faite le mardi 14 avril sur France Inter, en direct de la Côte-d'Ivoire, a montré à quel point il a le sens de la patrie qu'il ne cesse d'exalter.

Amené à comparer les politiques d'immigration dans nos anciennes colonies et en France, M. Le Pen a tenu ce rôle de médiateur : « Il y a des gens qui vivent chez nous sans qu'on le leur demande. 80 % d'entre eux sont entrés de façon illégale et, à partir du moment où ils sont chez nous, ils se dérobent des droits, un droit qu'ils exigent de plus en plus fort. » Et puis un plus, a conclu M. Le Pen, ils écrivent à leurs amis et parents de venir parce que le pays aussi couillons que le nôtre il n'y en a qu'un au monde, il faut en profiter pendant que ça dure. »

(Publié)

VOUS ÊTES EN VACANCES A
l'île de Ré
UN RESTAURANT !
« LA GRIGNOT'RIE »
MARTINE et JEAN-PIERRE ARNAUD
vous y accueillent
25, GRANDE-RUE, 17670 LA COUARDE-SUR-MER
Tél. : 46-28-80-89

Le voyage de M. Pasqua à Marseille

Un promeneur sur ses terres

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

M. Charles Pasqua a eu beau répéter, deux jours durant, qu'il n'était venu à Marseille, les 13 et 14 avril, que « pour têter le poulx », pour flâner le vent comme c'est le rôle d'un ministre de l'Intérieur, la cité phocéenne n'a pu s'empêcher de lui prêter quelques intentions cachées.

Aurait-il été aussi nombreux sur son passage à la chambre de commerce, au cocktail de la préfecture ou à Aix-en-Provence s'il n'y avait eu dans le maître le songe d'une candidature aux prochaines élections municipales ? Aurait-il donné à ces réceptions d'hôtel de ville et à ces visites de commissariats le tour de grandes retrouvailles avec le Sud s'il n'y avait eu dans les têtes le fantôme d'un avenir commun ? Marseille, ces deux jours, a en tout cas pris quelques désirs pour la réalité.

La ville avait envie que M. Pasqua dévoile des sentiments forts à son égard. Qu'il fasse passer un

souffle sécuritaire pour faire contrepoids au succès actuel du Front national sur la Canebière. Qu'il annonce, par exemple, une grande réforme de la police locale. Ou qu'il rende vie au RPR départemental emporté dans des querelles internes.

Sentant cette attente, ces souhaits confus, le ministre de l'Intérieur a pris soin, avec malice, de se donner un profil de simple promeneur revenu sur ses terres où il avait laissé « beaucoup de souvenirs ». Un profil pas plutôt en nuances, réservant ses traits contre l'opposition ou la cohabitation à ses auditoires d'Aix ou de Salon-de-Provence.

Alors, le développement, jugé inquiétant par certains, du Front national sur la Canebière ? Simple regret de voir les amis de M. Le Pen « consacrer plus de temps à combattre la majorité qu'à jouer un rôle ». La crise interne du RPR local, étalée sur les murs (M. Yacinthe Santoni, ancien député, vient de s'offrir une campagne personnelle d'affiches, pro-

voquant la colère du premier secrétaire départemental, M. Maurice Toga, seul député RPR du département). Le ministre de l'Intérieur a pris soin de toujours placer M. Toga à ses côtés, marquant ainsi vers qui allait sa préférence.

Mais de sanctions, point. A peine un avertissement non nominatif lors d'une réunion des élus du Rassemblement à Aix-en-Provence, contre ceux qui auraient « une activité scissionniste » ; ceux-là, sur les affiches ou sur la manifestation des manifestations du Front national, « n'auront plus leur place au RPR ».

Plaisir oratoire

De ce voyage en terre de basse Provence, il ne restera finalement, à côté du contrôle préventif des mesures contre les incendies de l'été prochain, que quelques formules nées d'un plaisir oratoire qui rend grâce à Pagnol. Celle-ci sur la cohabitation au conseil des ministres : « Le président entre, il nous salue. Il nous regarde, nous le

regardons. Moi, je le regarde (...) et je pense que nous avons le même sentiment au même moment. Lui, il doit se dire : je préférerais un autre ministre, et moi je me dis que je préférerais un autre président. »

Celle-ci encore : « La France n'est pas peuplée de Français, mais de Gaulois. C'est un peuple porté à la discorde, à la pebrerie et à la chicanerie, capable de se rassembler pendant un court moment derrière un chef prestigieux, mais ce ne dure pas longtemps généralement. Le reste du temps, nous servons bien ce qui se passe. Et ce n'est pas tel que je le dirai : quand nous n'avons pas de combat national important en perspective, nous nous arrangeons pour combattre entre nous-mêmes, et c'est comme ça dans tous les partis, n'est-ce pas ? Tout le monde le sait et comme ça tout le monde est content. »

Marseille était contente. Charles Pasqua la faisait rire, en ces temps phocéens d'inquiétude et de tension.

PHILIPPE BOGGIO.

A partir du 1^{er} octobre

La police marseillaise va être réorganisée

Les services de police de Marseille seront réorganisés à partir du 1^{er} octobre 1987, a annoncé, le mardi 14 avril, M. Robert Pasqua. Accompagné M. Charles Pasqua dans la cité phocéenne, le ministre chargé de la sécurité a indiqué qu'il avait « développé une concertation avec la hiérarchie et les organisations syndicales de police tout au plan national que local avant de prendre la décision de cette réforme », qui sera conduite par M. François Bonnelle, préfet délégué pour la police des Bouches-de-Rhône. « Nous sommes décidés à nous battre lentement », a, de son côté, déclaré le ministre de l'Intérieur.

La réforme de la police marseillaise est dans l'air depuis plusieurs mois, les rapports et mission d'étude se succédant pour tenter d'ébaucher une solution qui, tout en cherchant à rendre plus efficaces les services locaux, n'aggrave pas, dans l'immédiat, les vives tensions qui les traversent et les opposent.

La rivalité entre la Sûreté urbaine de Marseille et le service régional de police judiciaire (SRPJ) est ancienne ; la mauvaise coordination des services est patente ; l'échec des policiers, malgré d'importants renforts venus de Paris, lors du hold-up de la Caisse d'épargne, le 9 février dernier, n'a rien arrangé ; les polémiques entre hiérarchies policières marseillaises se sont, depuis, étalées sur la place publique ; enfin, l'inculpation, dans une affaire de proxénétisme, de deux commissaires de la sûreté urbaine a contribué à alourdir le climat.

Quelle est la philosophie de la réforme envisagée ? Essentiellement de renforcer la police judiciaire en transférant au SRPJ certaines des compétences actuelles de la Sûreté urbaine et en invitant la police urbaine à se concentrer sur la prévention et la répression de la petite délinquance. Aussi la réorganisation prévue a-t-elle quatre caractéristiques.

Deux services face à face

D'abord, le transfert au SRPJ d'unités spécialisées faisant actuellement partie de la Sûreté urbaine (brigade criminelle, brigade financière, brigade des stupéfiants). Ensuite, la création de trois nouvelles brigades territoriales de PJ (à Aix-en-Provence, Martignes et Arles) qui, avec les trois existant déjà à Marseille, rejoindront, elles aussi, le SRPJ. Puis, la réorganisation des districts de police urbaine, celui de Marseille étant élargi aux circonscriptions d'Aubagne et de La Ciotat et un nouveau district étant créé à Aix-en-Provence. Enfin, le renforcement des unités de police judiciaire et administrative (UPJA) dans les commissariats d'arrondissement qui traitent toutes les affaires de petite délinquance et enregistreront les plaintes pour les autres affaires afin de les transmettre au SRPJ.

Cette organisation nouvelle tend, selon le ministre de l'Intérieur à « une meilleure spécialisation des services sans pour autant remettre en cause le principe selon lequel toutes les plaintes peuvent être enregistrées par les services de police urbaine directs au contact direct du public ». Cette réforme a été définie par un rapport du 23 mars des contrôleurs généraux Georges Gréco et Pierre Magaldi, qui faisait suite à un rapport de M. Bonnelle du 25 février et à une étude plus ancienne de M. Marcel Leclerc,

chef de l'inspection générale de la police nationale, du 15 septembre 1986.

Dans leurs conclusions, MM. Gréco et Magaldi, après avoir mentionné les « échanges d'idées parfois brouillons et subjectifs de certains policiers », résument ainsi la situation policière marseillaise : « Deux puissants services face à face et non côte à côte ; une insupportable dispersion des hommes et des moyens, des structures inadéquates et parcellaires, le tout générateur de stérile concurrence et non d'émulation créative. »

Ces deux hauts fonctionnaires policiers ont quelque peu pris le contre-pied du rapport de M. Leclerc, plutôt mal accueilli à Marseille, qui souhaitait « expérimenter un système qui se rapproche, autant que faire se peut, du modèle en vigueur dans la préfecture de police de Paris ». Ce « parisianisme » semble avoir été jugé maladroite, MM. Gréco et Magaldi notant qu'il ne pouvait « s'imposer à des commissaires d'une mentalité très différente, d'autant qu'à Marseille on admet très difficilement qu'il n'est bon que de Paris ».

Le choix final consiste donc à « mettre le paquet » sur la police judiciaire, ce qui, au passage, ne peut que faciliter le contrôle des autorités judiciaires sur l'activité policière. MM. Gréco et Magaldi ont donc plaidé, comme M. Bonnelle, pour « une unification de la police judiciaire », en lieu et place de sa dispersion actuelle entre SRPJ et Sûreté urbaine. Cependant, sur les conseils du directeur central de la sécurité publique, M. Robert Broussard, ils ont insisté pour que la police urbaine reste maître d'œuvre dans le traitement de la petite délinquance. Un dessaisissement total de la Sûreté urbaine en matière de PJ aurait non seulement été fort impopulaire chez les personnels concernés, mais aurait aussi amoindri l'efficacité de services en contact permanent avec le public. Bref, il s'agit « de reconstruire les forces de police judiciaire sans pour autant démolir les polices urbaines ».

Evidemment, cette réorganisation ne plaira pas à tout le monde. Les commissaires de police de Sûreté urbaine risquent de se sentir dévalorisés, même s'ils sont invités à rejoindre, pour certains, le SRPJ. Le pouvoir, avec parfois ses dérapages, que leur donnait l'ancienne répartition des rôles risque d'être regretté. Les deux polices — SRPJ et Sûreté urbaine — joueront-elles le jeu de la collaboration, la seconde étant censée, avec cette réforme, alimenter la première en enregistrant des plaintes qu'elle n'exploiterait pas efficacement dans la lutte contre la criminalité et la délinquance, mais qui, dans le climat électoral marseillais, est aussi politique : l'exploitation, par un Front national local puissant, de l'insécurité est l'arrière-plan de cette réforme.

EDWY PLENEL.

Communication

Les cent ans de l'« International Herald Tribune »

Le premier quotidien « mondial »

La « question orientale » à nouveau au centre des discussions entre le prince Bismarck et le sultan Abdulaziz ; réconciliation en vue entre le Vatican et le Quirinal ; baisse des valeurs à Wall Street ; un entretien sur la maladie des oignons dans la Nouvelle-Angleterre, tiré avec humour : « mais les haricots sont abondants ». Voilà quelques-unes des informations publiées à Paris le 4 octobre 1887 en première page de l'édition européenne du New York Herald, devenu aujourd'hui l'« International Herald Tribune » (IHT).

Tiré modestement sur quatre pages pour ce premier numéro, il y a cent ans, le journal a connu un essor étonnant puisqu'il est vendu actuellement dans cent soixante-quatre pays, imprimé simultanément dans huit centres à travers le monde, avec un tirage de 170 000 exemplaires. C'est le premier quotidien « mondial » à paraître au même moment — grâce au fac-similé transmis par satellite à Paris, Londres, Zurich, Hong Kong, Singapour, La Haye, Marseille, Miami, et bientôt (fin mai) à Rome.

Aussi, pour fêter cet anniversaire, la direction a prévu l'organisation d'une série de manifestations festives : la création à Paris d'un monument (une copie de la torche de la statue de la Liberté) pour symboliser l'union franco-américaine ; deux réunions d'hommes politiques, d'industriels et d'intellectuels (la première s'est tenue à Paris le 13 avril, la deuxième aura lieu à Singapour en novembre) ; un rallye de voitures anciennes en République fédérale d'Allemagne, en mai ; un match de polo à dos d'équidé, à Londres en juillet, en présence du prince Charles et de Lady Diana ; une exposition photographique, à New-York en septembre, consacrée à Carter-Bresson et sponsorisée par Taittinger.

Le « Semaine du gala », autour du 4 octobre, date du pre-

mier numéro du journal, sera marquée par un dîner au château de Versailles, l'inauguration du monument de la Liberté, l'expedition d'une plaque commémorative sur la place du premier Paris Herald, avenue de l'Opéra, et la création d'une bourse d'études à l'INSEAD, institut européen prestigieux, pour les études commerciales.

Le journal lancé à Paris il y a un siècle par James Gordon Bennett, un millionnaire écossais, à partir du slogan « Names, names, names, News, news, news » (des noms, des nouvelles), et basé sur les points mondiaux des expatriés américains et anglais, a parcouru un long chemin. Le premier quotidien à être distribué par voiture et à utiliser la radio pour transmettre l'information a profité de sa fusion avec le New York Tribune en 1924, puis de son alliance avec le Washington Post et le New York Times en 1967 (dont il publie les meilleurs articles) pour devenir un des organes de presse internationaux les plus respectés.

Selon un récent sondage, le lecteur type du IHT est un homme d'affaires de quarante-cinq ans, diplômé d'université, avec un salaire annuel de 83 000 dollars, qui voyage fréquemment à travers le monde. Aujourd'hui, les lecteurs non américains du journal sont plus nombreux que les Américains, grâce au système de mise en page et de composition informatisée le plus moderne du monde, qui permet d'atteindre simultanément un public sur tous les continents.

Ce qui n'empêche pas le journal de garder son « goût américain », dont témoigne avec talent le journaliste Art Buchwald (trente-huit ans de maison), qui écrivait en 1967, lors du choix du titre actuel : « Le temps de la prononcer et vous avez déjà loupé votre avion ! »

ALAIN WOODROW.

Le syndicat de la critique de cinéma exige le « respect » des films diffusés à la TV

Réagissant à son tour à la transformation du paysage audiovisuel français, le Syndicat français de la critique de cinéma exprime, dans un communiqué, son attachement aux principes défendus par les professionnels de l'image : le respect de l'intégralité des films de cinéma lors de leur passage à l'antenne et l'interdiction de programmer ces films sur le petit écran les jours où ils pourraient nuire à la fréquentation des salles.

Rappelant son opposition à la coupe des émissions par des messages publicitaires, le syndicat expose sa conception de la notion de « respect » d'une œuvre diffusée à la télévision.

1) La projection de l'intégralité du film tel qu'il a été vu en salle sans modification de durée ni censure d'aucune sorte (« alors qu'il a le choix entre six chaînes et bénéficie d'avantage, aucun spectateur n'est tenu de voir les images qui le choquent »).

2) La suppression du logo de la chaîne superposé à l'image du film (« l'image cinématographique est déjà assez malmenée sur l'écran cathodique pour ne pas ajouter à la confusion »).

3) La reproduction la plus conforme possible, lors de l'envoi à l'antenne, du cadrage original voulu par le metteur en scène.

501 1000 1000 1000

Les députés réclament une meilleure information sur les incidents nucléaires

Le directeur de la centrale nucléaire de Creys-Malville, où une fuite de sodium a été détectée fin mars, a indiqué, mardi 14 avril, à l'Assemblée nationale, que les réparations coûteraient « au maximum 400 millions de francs », soit « 2 % de l'investissement global » dégrèvé à 10 % par le plan de la loi. Dans la mesure où la panne n'a pas encore été corrigée, on ne connaît toutefois pas le montant exact des réparations qui seront nécessaires, a précisé M. Gilbert Labat, qui venait d'être reçu par les membres de la commission de la production et des échanges du Palais-Bourbon.

Le président de cette dernière, M. Jacques Dommati (PR), a indiqué, pour sa part, que tous les députés de la commission souhaitent « un système d'information qui puisse avoir un label d'objectivité ». La commission va donc étudier, au cours des prochaines semaines, l'éventuelle mise en place d'un système d'information « ultra-rapide ».

D'autre part, M. Jean Teillac, haut-commissaire à l'énergie atomique, a déclaré mardi, sur Antenne 2, qu'il « n'est pas ques-

tion d'arrêter Superphénix », et assuré que la technique du surréacteur est « parfaitement maîtrisée ». Interrogé le même jour sur RTL, le ministre de l'environnement, M. Alain Carignon, a estimé qu'il n'est pas « exclu d'arrêter provisoirement » le surréacteur, ajoutant toutefois que « la recherche de la fuite comme la sécurité ne s'arrêtent pas aujourd'hui ».

M. Carignon devait se rendre, mercredi après-midi, à Creys-Malville, peu après le passage sur le site, dans la matinée, du ministre de l'industrie, M. Alain Madelin.

Selon un sondage « Que choisir ? »

Un Français sur trois ne supporterait pas le voisinage d'une centrale

Si l'on installait un site nucléaire (centrale, usine de retraitement ou de stockage de déchets radioactifs) à dix kilomètres de leur domicile, un tiers des Français (33 %) déclaraient qu'ils ne le supporteraient pas. C'est ce que révèle un sondage IPSOS-Que choisir ? qui publiera la revue de l'Union fédérale des consommateurs dans son numéro du 23 avril. Cette enquête a été effectuée du 9 au 10 mars auprès d'un échantillon de neuf cents personnes, représentatif par la méthode des quotas de la population française âgée de quinze ans et plus. Elle a donc été réalisée avant que ne soient rendus publics les incidents sur le surréacteur Superphénix, à Creys-Malville, et à l'usine de la Comurhex, à Pierrelatte.

Trois personnes interrogées sur dix estiment aussi qu'il serait nécessaire de suivre l'exemple de la Suisse qui oblige d'adopter un abri anti-atmosphérique à toute maison en construction, alors que 62 % se déclarent défavorables à cette idée. Les Français sont nombreux (64 %) à déclarer que, au cas où surviendrait près de chez eux un accident aussi grave que celui de Tchernobyl, il faudrait envoyer sur place du personnel réquisitionné (23 %) ou suggérer de faire appel à des volontaires. Mais certains font cependant preuve de courage, puisque 35 % (contre 33 %) disent qu'ils se porteraient eux-mêmes volontaires.

Les Français pensent-ils être suffisamment informés sur les problèmes relatifs au nucléaire ? La question ne leur a pas été posée. Mais lorsqu'on leur demande si l'ouverture d'un grand débat sur l'opportunité de poursuivre, ralentir ou stopper le programme nucléaire modifierait leur vote, ils ne sont que 29 % à répondre positivement (contre 57 % de non). A cette dernière question, les Parisiens sont les seuls à répondre majoritairement oui (44 % contre 38 %) alors qu'en province le non l'emporte avec 66 %. Le clivage politique est aussi sensible entre la gan-

che (36 % de oui) et la droite (23 % de oui).

Enfin, ce sondage révèle que les Français sont sensibles aux opinions exprimées par leurs voisins européens. A la question « Allemands et Luxembourgeois protestent contre l'installation d'une centrale nucléaire à Cattenom, à proximité de leur frontière ; selon vous, le gouvernement français devrait-il ou non en tenir compte et renoncer à l'installation de la centrale ? » ils sont nombreux (52 %) à répondre oui (contre 32 % de non).

Commentant les résultats de cette enquête, la revue *Que choisir ?* indique qu'« en France sur trois nous avons peur du nucléaire », et souligne que « l'effet Tchernobyl a donc été violent et il est resté durable ». Durable certes, mais la crainte du nucléaire semble toutefois bien moins forte qu'au lendemain de l'explosion du réacteur soviétique. Un sondage réalisé un mois après cet incident par Louis Harris pour la *Nouvelle République* du Centre-Ouest et RTL (1) indiquait en effet que 29 % des Français étaient « très inquiets » et 32 % « assez inquiets » à l'idée qu'une centrale nucléaire soit construite à proximité de chez eux, alors que 20 % d'entre eux étaient « peu inquiets » et que 18 % ne l'étaient pas du tout.

Il semble toutefois évident que les Français, qui depuis dix ans étaient majoritairement favorables au nucléaire, ont été fortement marqués par Tchernobyl. Beaucoup plus en tout cas qu'ils ne l'avaient été par l'accident - aux effets moins graves et sans conséquence directe pour leur pays - survenu, en mars 1979, à la centrale américaine de Three-Mile-Island.

(1) Sondage national effectué du 26 au 28 mai 1986 auprès d'un échantillon de 1 000 personnes représentatif par la méthode des quotas de la population française âgée de dix-huit ans et plus.

L'URSS dément toute responsabilité dans une hausse de radioactivité

Les autorités soviétiques ont démenti, mardi 14 avril, qu'un incident dans une centrale nucléaire en URSS ait pu être à l'origine de la légère hausse de radioactivité observée à la mi-mars dans divers pays européens. Ayant appris que la radioactivité avait quadruplé, entre le 10 et le 14 mars, en Allemagne fédérale et dans des pays voisins, les autorités de Bonn avaient en effet émis l'hypothèse qu'un accident aurait pu se produire dans un réacteur de Russie centrale, et avaient demandé des explications aux Soviétiques (le Monde du 15 avril). Ces derniers sont formels : selon le ministre de l'énergie atomique, M. Nicolai Loukine, et le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Guennadi Guersakov, les stations soviétiques de surveillance n'ont « enregistré aucun

rejet dans l'atmosphère » de substances radioactives.

En France, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) avait, lui aussi, signalé, dès le 15 mars dernier, une légère hausse de la radioactivité au-dessus du pays. Le SCPRI souligne toutefois qu'il s'agit d'un phénomène saisonnier qui débute généralement à la fin de l'hiver. Il provient du fait que « des masses d'air de la stratosphère, comportant encore une activité significative des essais nucléaires atmosphériques des années 60, descendent à cette époque vers la troposphère, notamment sous nos latitudes. La radioactivité atmosphérique est redevenue normale en France dès le 23 mars et n'a subi aucune modification depuis. Il en est de même en Allemagne fédérale », précise le SCPRI.

Arrêt partiel de la centrale belge de Doel

BRUXELLES
de notre correspondant

« En raison d'une baisse dans la consommation d'électricité liée aux vacances de Pâques, deux des quatre réacteurs nucléaires de Doel sont mis à l'arrêt pour deux semaines. » Telle est l'explication fournie par la société Electrabel du bassin de l'Escaut (EBES) pour justifier une décision qui, la veille encore, paraissait fort improbable (le Monde du 14 avril).

« Prétente idiot », ironisent les syndicats qui mènent depuis près d'un mois une grève touchant 80 % du personnel de la centrale. En fait, l'arrêt provient de Doel 1 et 2, appareils comme la solution suggérée par le gouvernement belge aux producteurs d'électricité pour répondre aux inquiétudes exprimées par le

ministre néerlandais de l'environnement. Ce dernier estimait que la sécurité des centrales était mise en péril puisque leur fonctionnement n'était plus assuré que par le personnel d'encadrement, soit 20 % des effectifs. (Interim.)

Un mort dans une usine chimique américaine. — Une fuite de trichloréthylène survenue le 14 avril dans une usine de la banlieue de Salt-Lake-City (Utah) a provoqué la mort par asphyxie d'un des responsables de l'usine et intoxiqué six employés qui ont dû recevoir des soins à l'hôpital. Quatre mille personnes travaillant dans la zone industrielle ont été évacuées pendant que des équipes de secours s'efforçaient de contrôler la fuite et de récupérer les 5 500 litres de produits libérés dans les égouts de l'usine (AFP).

Dachau et Auschwitz

Méditation à trois voix sur l'horreur

Un « Apostrophes » exceptionnel, le 16 avril, à l'occasion du vendredi saint : sous le titre « Bourreaux et victimes », l'émission de Bernard Pivot (A 2, 21 h 30), réunira le Père Jacques Sommet, jésuite, et M. Joseph

Rovan, tous deux anciens déportés, ainsi que M. André Frossard, qui a bien failli l'être, auteur d'un livre sur le Père Kolbe, mort à Auschwitz. « Apostrophes » a invité aussi Mgr Tchikobava, ancien archevêque de

Comakry, qui a vécu près de neuf ans dans les prisons de Sekon Touré en Guinée (Nouvelles d'un évêque, chez Fayard) et Hua Li-shan, un ancien garde rouge chinois (Les Années rouges, au Seuil).

Tout d'abord, admirer. Certes, les trois livres n'ont pas le même sujet. Celui de Rovan est entièrement consacré à son expérience concentrationnaire qu'il raconte en préambule, fait, après avoir publié tant d'autres ouvrages. C'est toute la vie, toute la pensée d'un jésuite de qualité exceptionnelle qui se trouvent présentées dans le livre-entretien de Jacques Sommet ; mais le vécu de Dachau en constitue la pierre angulaire.

Le sacrifice du père Kolbe prenant la place d'un autre déporté condamné à mourir de faim, ne constitue que l'ultime épisode d'une vie d'homme d'exceptionnelle qualité, comme en témoignent son apostolat missionnaire au Japon, en même temps que toute l'œuvre de la passion de la Vierge : une vie que l'abbé Frossard raconte avec émotion, et aussi avec quelques envolées et coups de patte superflus, liés notamment à la contestation de la canonisation comme « martyr » du Père Kolbe en 1922.

Mais qui, croyant ou incroyant, refuserait son admiration à ce sacrifice ? Quel lecteur pourrait résister à l'être touché par la valeur morale et spirituelle qui sous-tend l'évocation de Dachau chez Joseph Rovan et Jacques Sommet ? Une valeur qui frappe d'autant plus que le ton est celui de la simplicité, de la pudeur, avec, chez Rovan, des touches d'amour fraternel, chez Sommet, la présence constante d'interrogations fondamentales.

L'une de celles-ci est à peine esquissée, tant la réponse est évidente pour les deux compagnons de captivité. Contrairement à tant d'auteurs évoquant l'horreur, soit pour faire crisser les nerfs, soit pour

manifester, soit enfin pour interdire l'espoir et la joie par la contemplation constante de la cendre, ils montrent comment leurs souffrances, comment la vue du sadisme et du mépris de l'homme ont inspiré leur action créatrice ultérieure.

L'ua - Jacques Sommet - a combattu d'autres mépris un peu partout dans le monde. L'autre - Joseph Rovan - s'est surtout considéré comme responsable d'un être allemand libéré de ce mépris. Pourquoi un homme de réflexion comme Vladimir Jankélévitch n'a-t-il jamais voulu prendre connaissance d'une évidence que Sommet et Rovan rappellent ? « Avant d'avoir une histoire internationale Dachau a une histoire allemande comme camp des déportés de l'intérieur. » « Dachau avait été conçu par des Allemands pour des Allemands. »

Epreuve

Et lorsque, en 1987, le président d'Israël déclare à Bergen-Belsen qu'il faut se refuser à l'oubli et qu'on ne peut pardonner puisque le pardon appartiendrait seulement aux morts, il va en sens inverse de Kolbe, de Rovan et de Sommet : que signifie le pardon refusé à des hommes, des femmes, des enfants qui n'étaient même pas nés à l'époque du crime, sinon le recours stérile à la notion de culpabilité collective héréditaire ? Et quand Rovan dédie son livre à ses fils, « afin qu'ils sachent », ce n'est pas pour qu'ils maudissent, mais pour que, à partir du respect pour les victimes, ils donnent à leur vie un sens créateur.

Donner un sens à sa vie : tout lecteur peut être sensible à cet appel implicite. Mais le désaccord est légitime quant au sens que les trois

livres veulent donner à la souffrance et à la mort.

Dans le cas du Père Kolbe, le bloc de la conviction a été tel que le dialogue avec ses écrits est impossible. Jacques Sommet, lui, ne voit sa foi menacée qu'après une méditation sérieuse. Mais lorsque Frossard commence le chapitre sur Auschwitz par « J'en viens à l'insupportable et à l'insupportable », la souffrance des livres « l'insupportable » - si toutefois l'auteur croit en un Dieu infiniment bon et infiniment puissant ?

Devant les charniers, Sommet écrit : « La seule voie possible (...) c'est précisément la relation à Dieu, à un Dieu incompréhensible. L'abandon à l'incompréhensible de Dieu reste souverainement possible (...) la fidélité au Dieu incompréhensible et fraternel. » Devant la vision des enfants massacrés, le mot « épreuve » utilisé par les chrétiens n'est-il pas choquant ? Les enfants de Job ont péri pour « éprouver » leur père : que son épreuve ait en une fin n'annule pas leur mort. N'est-ce pas une tâche bien étrange que de prêcher un Dieu au mieux incompréhensible, au pis soit méchant, soit impuissant, à des hommes qui trouvent en l'homme seul la source de leur force face au massacre des innocents ?

Et face à leur propre sacrifice ? Il y a chez Maximilien Kolbe un appétit trop fort d'un salut éternel, pour que son geste admirable ait la même valeur, pour l'incroyant, que celui des médecins incroyants de Dachau allant rejoindre les malades du typhus mis à l'écart : en risquant la mort, ils risquaient tout, eux.

On comprend que, avec sa vision religieuse, Kolbe ait vu dans chaque prochain une âme à convertir. On

peut préférer le respect plus profond de l'autre dont témoignent Rovan et Sommet. Et on peut espérer que l'Eglise offre au monde comme image de la sainteté pas seulement un Maximilien Kolbe, mais aussi un Edmond Michelet, peut-être le plus admirable des détenus de Dachau dont Rovan et Sommet évoquent la mémoire, avec une fraternité et respectueuse ferveur. Michelet qui n'a jamais trahi ensuite l'inspiration première, même après être entré en politique.

ALFRED GROSSER.

★ Contes de Dachau, de Joseph Rovan, Julliard, 247 pages, 90 F.
★ Histoire de la liberté, de Jacques Sommet, « Entretemps » avec Charles Ehlinger, La Centurion, 299 pages, 120 F.

N'oubliez pas l'ouvrage d'André Frossard, « La Passion de Maximilien Kolbe », Laffont, 263 pages, 80 F.

SCIENCES

Le prix Fyssen à David P. Beam. — Le septième prix de la Fondation Fyssen a été remis à l'anthropologue britannique David P. Beam, professeur à l'université américaine de Harvard. Selon la volonté de M. et de Mme H. Fyssen qui ont créé leur fondation en 1980, le prix, d'un montant de 150 000 francs, est destiné à honorer un scientifique du plus haut niveau travaillant sur « l'analyse scientifique des mécanismes logiques du comportement animal et humain (...) et l'étude des processus cognitifs chez les animaux et chez l'homme, ainsi que (...) les fondements biologiques et culturels de ces processus ». Le premier titulaire du prix Fyssen avait été le professeur André Leroi-Gourhan.

La lutte contre le SIDA

Des chercheurs français ont « séquencé » le second virus

Une équipe de l'Institut Pasteur de Paris vient de réussir l'analyse moléculaire (le « séquençage ») du patrimoine génétique du second virus du SIDA. Les résultats de ce travail seront publiés dans le prochain numéro de l'hébdomadaire scientifique britannique *Nature* (1).

L'application systématique des techniques de manipulation génétique à la virologie permet aujourd'hui aux spécialistes de reconstruire à une vitesse prodigieuse le puzzle moléculaire du SIDA. Le premier virus responsable de cette maladie (HIV 1) avait été isolé en 1983. L'année suivante, il était cloné, puis en 1984, son patrimoine génétique était « séquencé ». Le second virus du SIDA (HIV 2) était isolé en 1986 grâce à une collaboration franco-portugaise. La même année, il était cloné. Le voilà aujourd'hui à son tour « séquencé ».

Tous les patrimoines génétiques des organismes vivants sont composés de maillons moléculaires dont l'enchaînement constitue un acide nucléique. C'est l'organisation de ces maillons qui détermine le fonctionnement spécifique des virus, des bactéries ou des cellules composant les organismes vivants très complexes (plantes et animaux).

L'analyse moléculaire de la composition de l'acide nucléique d'un virus permet d'obtenir de précieux renseignements sur les mécanismes par lesquels il se reproduit et déclenche une maladie. Le séquençage du HIV 2 permet, après celui du HIV 1, la comparaison moléculaire de ces deux virus.

« Bine qu'ayant la même structure de base, explique le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), ils présentent des différences importantes. Ainsi, au niveau du gène qui dirige la synthèse de l'enveloppe du virus, on ne retrouve que 40 % de structures similaires. Tout se passe comme si la

nature avait trouvé deux solutions à la même équation. L'analyse des structures communes aux deux virus, HIV 1 et HIV 2, ouvre la voie à la mise au point rationnelle d'une structure vaccinale contre le SIDA. Les deux virus sont susceptibles, en effet, de déclencher chez l'homme une pathologie similaire. On peut donc penser que leurs structures communes (celles notamment qui leur permettent d'« attaquer » les cellules du système immunitaire humain) sont directement impliquées dans les mécanismes qui sont à l'origine de la maladie. Ce résultat pourra apporter confirmation aux scénarios de l'évolution de ces virus dans le temps.

« On peut raisonnablement supposer que le HIV 1 et le HIV 2 ont un ancêtre commun, estime le professeur Montagnier, et que les virus apparentés à ceux du SIDA et retrouvés chez le singe dérivent en fait du HIV 2.

Les résultats du séquençage des autres virus apparentés à ceux du SIDA, retrouvés chez l'homme ou chez le singe (HTLV 4 et HTLV 3) devraient être prochainement publiés dans la presse scientifique internationale ; ils permettront de cerner une polémique naissante. Certains résultats laissent en effet entrevoir que le virus HTLV 4 découvert chez les prostituées dakaraises par l'équipe du professeur Max Essex de Boston pourrait n'être, en fait, que le résultat d'une contamination de laboratoire avec un virus du singe. Ces résultats permettront surtout de compléter le puzzle moléculaire des virus du SIDA en même temps qu'ils apporteront des données indispensables pour la mise au point d'armes thérapeutiques efficaces contre cette maladie.

JEAN-YVES NAU.

(1) *Nature*, daté 16-22 avril, publication de Mireille Guyader, Michael Eisenberg, Pierre Sautou, François Clavel, Luc Montagnier et Marc Alizon.

L'ordonnance du Front national

Le Front national affine ses propositions en matière de lutte contre le SIDA. Mardi 14 avril, le docteur François Bachelot, député FN de Seine-Saint-Denis, a indiqué qu'il allait demander un débat parlementaire en urgence sur ce sujet. Deux propositions de loi seront déposées, l'une prévoyant la délivrance gratuite de seringues par les médecins ; la deuxième tendant à augmenter « la peine édictée à l'encontre des individus reconnus coupables de viol alors que ceux-ci se savent porteurs du virus du SIDA ».

En outre, M. Bachelot a invité le gouvernement à mettre en œuvre un plan d'urgence pour lutter contre l'épidémie.

Selon le député du Front national, ce plan devrait comporter le dépistage systématique du virus « dans les populations à haut risque : homosexuels, toxicomanes, prostituées, polytransfusés, femmes enceintes, professions de santé, militaires et diplomates, l'isolement des malades atteints du SIDA, qui ne peuvent ou ne veulent pas appliquer les règles élémentaires de prévention susceptibles de limiter la contagion, et un dépistage aux frontières par un examen médical des malades présentant des signes cliniques du SIDA ». Cette mesure devrait s'appliquer aussi bien aux Français qu'aux étrangers en provenance de pays

d'endémie. Si une personne est trouvée porteuse de signes cliniques du SIDA, elle sera soit hospitalisée (si elle est française ou vivant dans un pays ayant signé une convention avec la France), soit expulsée (dans le cas où son pays d'origine n'a pas signé de convention).

Selon le docteur Bachelot, il faudrait, très vite mettre en place en France un dépistage systématique de l'ensemble de la population. Le député du FN demande, d'autre part, la levée la plus rapide possible d'un emprunt obligataire de solidarité de 15 milliards destiné à la construction de sidatons.

Il s'agit, par ailleurs, prononcé pour « un réexamen de la stratégie militaire française en Afrique ». Il faut, a-t-il dit en substance, veiller à protéger les 30 000 militaires français stationnés en Afrique, en pratiquant parmi eux un dépistage systématique et en leur assurant une intendance correcte, « quitte à reculer les bordes militaires de campagne ». Sinon, a-t-il prévenu, « il y aura des anciens combattants morts à Dien-Bien-Phu et des cons morts du SIDA en Afrique ».

En outre, le docteur Bachelot a annoncé qu'il allait proposer un dépistage systématique du SIDA chez tous ses collègues du Palais-Bourbon.

Des brochures dans les pharmacies. — « SIDA, ne restez pas dans le noir », tel est le thème de la campagne nationale « SIDA, le pharmacien informe » lancée dès le 15 avril. Une brochure sera distribuée gratuitement à cette occasion

dans toutes les pharmacies. Conçue par le Centre d'immunologie et de biologie Pierre Fabre, elle répond aux questions que beaucoup se posent au sujet du SIDA : les symptômes, les modes de contamination, la protection...

BB vend ses bijoux pour la défense des animaux

Depuis qu'elle a abandonné le cinéma, il y a quinze ans, Brigitte Bardot consacre son temps et son argent à la défense des animaux. On l'a vue sur la banquette secourir les bébés phoques, elle est intervenue à de multiples reprises contre les chasseurs, et elle fait régulièrement des descentes dans des chenils « mouroirs » ou des zoos douteux.

Après un premier essai infructueux, en 1976, la vedette veut

relancer son idée de fondation pour la défense des animaux. Elle va pour cela vendre ses bijoux et objets personnels lors d'une vente à l'hôtel Drouot, le 17 juin prochain. Dans le lot, qui comprend un diamant évalué à plus d'un million de francs, on trouvera aussi des robes de scène, une trousse de maquillage et des photos de plateau. BB coupe définitivement les ponts avec le cinéma, au nom de ses seuls amis, les animaux.

Le Monde

EDUCATION

Galleries d'enfants à la Bastille

«**N**OUS, on dessine des bananiers, des maisons ; Vincent, il peint des taches ; ça ressemble à un tourbillon avec de grandes gestes courbes, des fleurs, du feu, et même des écritures arabes. » Vincent, c'est Vincent Verdegner, le jeune peintre qui vient d'ouvrir son atelier et son œuvre aux petits élèves d'une école du boulevard de Belleville à Paris. Un artiste face à des enfants dits « défavorisés » d'un cours élémentaire deuxième année : la rencontre a paru presque naturelle à l'un et aux autres. L'artiste, qui conçoit sa peinture « comme un dialogue », souhaitait « sortir de (sa) routine » et décaler l'image du peintre. Il n'a pas été déçu.

Le premier ébahissement fébrile passé, les élèves se sont répandus en questions directes : « Est-ce que c'est un gribouillage ? » — mais aussi plus profondes sur l'inspiration, les aspects économiques et affectifs de l'art. Ils se sont même inquiétés : « Est-ce que ta mère aime ce que tu peins ? »

La richesse de cette rencontre, ses intéressants prolongements pédagogiques, sont dus au travail des animatrices de l'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou, qui ne se contentent pas d'accueillir depuis dix ans « à Beaubourg » vingt-cinq mille enfants par an, individuellement ou par classes, mais essaient dans les écoles de la capitale. Avec les institutrices et les professeurs de dessin et de musique de la Ville, l'Atelier des enfants tente de mettre en pratique sa conception de l'initiation artistique : l'enfant ne naît pas créateur ; l'art est d'abord un jeu pour lui, une source de plaisir et d'émotions, pour peu qu'on ne

lui impose pas le culte de l'œuvre achevée ou de la pièce de musée.

Sur ce dernier point, le risque est minime avec les élèves de Belleville, d'origine immigrée pour 85 % d'entre eux : ils sont totalement étrangers au monde de l'art avec un grand « A » et ne demandent qu'à découvrir. Raison de plus pour avoir fait d'eux le pivot d'un jumelage original avec des artistes. Six classes de Belleville (cours élémentaires et moyens, classe de « perfectionnement ») ont ainsi rencontré six peintres. Découverte de l'art « en chair et en os » qui doit aboutir, en mai, à un jeu de piste à travers les galeries du quartier de la Bastille, le nouveau pôle d'attraction « branché » de la création vivante. Là où précisément exposent les six artistes qui ont accepté de jouer le jeu. Les élèves de Belleville sont censés tirer leurs familles par la manche vers les expositions, leur montrer par exemple « les peintures de Vincent », dont ils ont visité l'atelier. Des galeries ont accepté d'ouvrir leurs portes aux enfants, et des fiches pédagogiques, spécialement rédigées par l'Atelier des enfants, attireront les écoles parisiennes devant les cimaises.

« Moments magiques »

Cette opération, intitulée « L'appel de la Bastille », sera la conclusion la plus visible d'un cheminement pédagogique conçu et mis en œuvre tout au long de cette année dans plusieurs écoles de l'Est parisien par l'Atelier des enfants.

Après la visite de l'atelier de Vincent Verdegner — « un moment magique », assure

l'artiste, — les enfants ont été incités à repérer les grands thèmes de son œuvre. Avec leur institutrice et leur professeur de dessin, ils ont dépassés les premiers « qu'est-ce que c'est ? », inévitables face à une œuvre d'art non figurative. Puis, lors de séances de travail à Beaubourg, ils ont appris à fabriquer des couleurs et des matériaux à partir d'ingrédients qui les ont surpris : œuf, sable, pigments, terre... On leur a demandé ensuite de peindre. Leurs œuvres, — « le Feu », « l'Écriture », « l'Espace », — illuminent, depuis lors, les murs délavés de la classe de CE 2.

Congratulation suprême : le peintre Verdegner s'est déplacé pour admirer sur place, là, sur l'estrade du cours élémentaire, avec à ses côtés M. le directeur, l'institutrice, l'animatrice de Beaubourg et la « maîtresse de dessin ». L'art et l'école : renouveau de deux mondes aux sensibilités souvent contradictoires. Après quelques coups d'œil sceptiques sur les fresques chatoyantes et les graffiti enfantins, le directeur a sauté à la vue d'une faute d'orthographe sur le titre d'une « toile ». Sans un mot, il se leva, rectifia d'un coup de stylo rageur, et prit la porte, laissant les artistes face à leur turpitude.

PHILIPPE BERNARD.

* L'Atelier des enfants du Centre Georges-Pompidou organise des animations pour les enfants à partir de six ans les mercredis, samedis et jours de vacances scolaires (individuels) et pendant les jours scolaires (réservés aux écoles). Des ateliers pédagogiques et des stages de formation sont proposés aux enseignants et éducateurs. Renseignements par téléphone : (1) 42-77-12-33.

A Paris : des artistes

Instrumentistes, danseuses, peintres, sculpteurs... Une cinquantaine d'interprètes et de créateurs interviennent dans les écoles de la Ville de Paris.

Le lecteur de cassette attache les *Dances poloviennes* de Borodine. Campé devant le tableau noir, le chef — Claude Moutier, une blonde percussionniste de trente-cinq ans — lance le groupe de tambourins, à gauche, puis celui des cymbales au centre. D'un geste, elle les arrête pour laisser entendre le tintement des triangles, à droite. Son « orchestre » n'est autre qu'une banale classe de CM2 venue du quatorzième arrondissement. Aux gamins et aux fillettes sagement assis à leurs pupitres, elle a distribué timbales, tambourins, maracas, clochettes et autres xylophones. Et, sous sa direction, la mini-formation « interprète » le célèbre morceau, en doublant les passages où se font entendre des percussions. C'est une sorte de jeu, mais, instruments en main, les enfants écoutent intensément et lorsque au bout de quelques essais ils arrivent, groupe par groupe, à s'insérer dans la musique et à frapper ensemble à la bonne cadence, un frémissement parcourt la classe.

Cet « atelier de percussions » installé dans une école du troisième arrondissement, tout à côté du Centre Pompidou, est l'une des innovations lancées à la rentrée de 1986 par la direction des affaires scolaires de la Ville de Paris. Claude Moutier y reçoit

des classes élémentaires amenées en bus de différents quartiers de Paris. En trois séances d'une heure, elle prend le pari de faire découvrir aux enfants l'abondante panoplie des percussions, de leur « ouvrir les oreilles » et de les faire participer activement au travail d'orchestre.

Les premiers résultats sont encourageants : une demi-douzaine d'écoules ont demandé au Père Noël de déposer dans leurs soutes un instrument de percussion. Mais l'atelier intéresse tout autant les maîtres qui, chaque fois, accompagnent leurs élèves : la directrice de l'école, l'institutrice et le professeur de chant. « Moi j'ai beaucoup appris », explique Claire Grandjacquet, vingt-quatre ans, violoncelliste et professeur de musique de la classe qui vient d'interpréter les *Dances poloviennes*. « Ces trois heures me donnent une foule d'idées pour enrichir mon enseignement. Les enfants eux-mêmes ont changé. Ils ont une écoute différente. »

Il y a déjà un siècle que la Ville de Paris fait seconder les instituteurs de ses écoles par des professeurs de chant et de dessin qu'elle recrute elle-même et paye de ses deniers. Ils sont actuellement 430 et assurent aux 83 000 écoliers parisiens une heure de musique et une heure

d'art plastique par semaine. Cette lourde et traditionnelle machine coûte 70 millions de francs par an.

Mais n'aurait-elle pas un peu vieilli ? M^{me} Danielle Tartanson, directrice des affaires scolaires de la Ville — qui fut sous-directrice de la culture durant plusieurs années — a décidé d'explorer d'autres voies. Celles des ateliers spécialisés, par exemple. Trois ont été ouverts cette année. Outre l'initiation aux percussions, les maîtres de musique peuvent fréquenter avec leurs élèves l'atelier des structures Baschet. Les frères Baschet, musiciens parisiens particulièrement inventifs, ont mis au point une batterie de quatorze instruments simples et solides — métal et plastique — avec lesquels n'importe quel gamin, ignorant tout du solfège, peut « faire de la musique ».

Un « forum des arts »

Ces instruments ont été groupés dans un atelier dirigé par un professeur municipal, M. Pierre-Marie Combe, trente-six ans, chef de chorale. Lui aussi prétend, en trois séances de trois heures, amener les enfants à la découverte d'un monde sonore nouveau, leur apprendre à tirer le meilleur parti d'un instrument simple et leur faire moduler les sons.

Expérience à suivre comme celle que lance M. Thierry Latour, un pianiste, professeur de musique dans une école du vingtième arrondissement.

DONNEZ-LUI

L'ASSURANCE

QUE SA VOCATION

GRANDIRA

AVEC LUI.

Votre enfant grandit avec ses projets. A vous de lui garantir qu'il aura les moyens de les réaliser. Pour vous y aider, les AGF ont mis au point SECURETUD AGF.

SECURETUD AGF, c'est l'assurance que votre enfant bénéficiera de rentes lui permettant de poursuivre ses études s'il vous arrivait, pour quelque motif que ce soit, d'être décédé ou invalidé.

Votre conseiller AGF vous renseignera et vous proposera un contrat qui mesurera selon les projets de votre enfant et son âge.

Appelez votre conseiller AGF ou téléphonez gratuitement au 01 45 46 05 14.

SECURETUD AGF
AGF AVEC VOUS

AGF ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

السنة 1408 هـ

هكذا بين الاصل

is : des artiste

dans les classes...

Cet audacieux a réussi à convaincre l'administration municipale d'acheter deux synthétiseurs, un mini-ordinateur et les éléments d'un studio de mixage. Dans cet atelier, les écoliers et leurs maîtres apprendront à fabriquer des sons grâce à l'électronique.

Emoustillés par ce vent nouveau, les professeurs municipaux se sont souvenus que beaucoup d'entre eux sont instrumentistes. Un orchestre à cordes est en train de se former qui, l'an prochain, pourra témoigner de son savoir-faire dans les écoles qui le demanderont. Ce sera en somme la formule du concert JMF, mais adaptée à chaque établissement et même intégrée au projet pédagogique de telle ou telle classe. Du sur-mesure à la place de la confection.

Tentative intéressante encore, celle qui consiste depuis le début de l'année scolaire à faire appel à des danseuses pour enrichir les cours d'éducation physique dispensés par les professeurs de la Ville. Trente écoles ont accepté de recevoir cette année, durant quelques heures, une élève envoyée par le Centre instrumental de la danse. Chacune, avec son

talent propre, a essayé de montrer aux enfants comment on peut utiliser son corps pour exprimer des sentiments. Enchantées de cet intermède, les classes paraissent s'amuser ferme. Mais l'expérience pédagogique des jeunes danseuses pose tout de même un problème.

Les « intervenants extérieurs », comme on les appelle dans le petit monde des affaires scolaires, sont largement sollicités pour les arts

plastiques. Une cinquantaine de peintres, sculpteurs et plasticiens épaulent les professeurs de dessin de la Ville. Non seulement ils se prêtent aux questions des enfants toujours curieux de savoir ce qu'est réellement un « artiste », mais ils passent aux actes. Avec l'aide du sculpteur Catherine Bourroche, des écoliers du XIX^e ont confectionné eux-mêmes, en travaillant des blocs de polystyrène, le mobilier dont ils rêvent de garnir leur cour de récréation.

Avec le peintre Piko, une école du XIV^e a broché une fresque de 25 mètres carrés sur le mur de l'établissement. Inauguration dans quelques semaines.

« La présence d'un artiste fait parfois des miracles », explique Gérard de Gouberville, professeur de dessin dans une école proche de la place des Fêtes. Un gamin complètement bloqué jusque-là a saisi ses pinceaux et s'est mis à l'œuvre avec un plaisir évident lorsque nous avons fait venir en classe le peintre Frédéric Brandon.

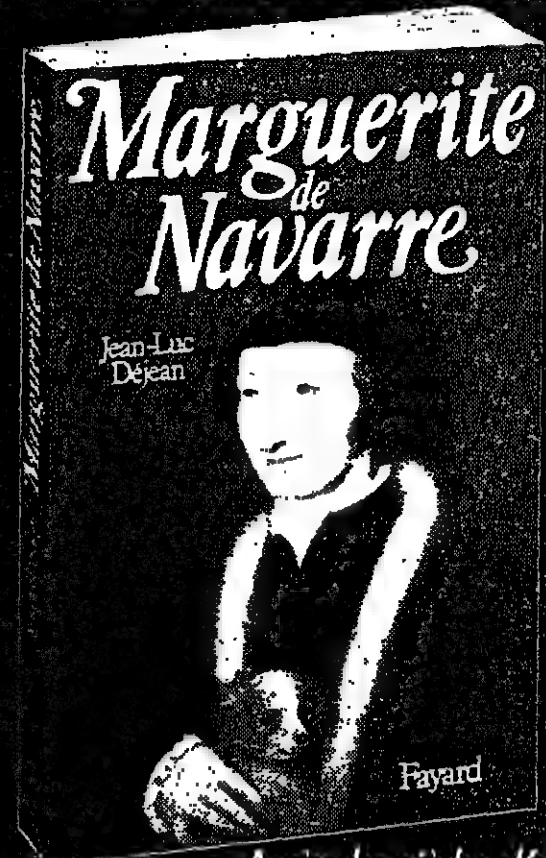
Ces expériences un peu foisonnantes méritent à présent réflexion. En mai, pour la première fois, des galeries d'art du quartier de la Bastille vont pendre à leurs cimaises les œuvres des enfants du quartier (voir notre article). La mairie du XIX^e exposera les maquettes d'architecture exécutées en classes de dessin. Mais surtout dans les caves voûtées du lycée Henri-IV se tiendra un « forum des arts » où professeurs municipaux, instituteurs, directeurs d'école et intervenants extérieurs échangeront leurs expériences. Artistes et pédagogues, le mélange devrait être détonant.

MARC AMBROISE-RENDU.



UN LIVRE FASCINANT

Yvan Audouard - Le Canard Enchaîné



98 F
360 p.

Après des siècles d'oubli, Marguerite de Valois, reine de Navarre, apparaît comme l'une des plus passionnantes figures de femmes du XVI^e siècle et comme l'un des très grands écrivains français.

FAYARD

Voyages dans l'histoire

ON connaissait les « classes de neige » depuis trente ans, les « classes vertes » depuis quinze ans... Voici la dernière née de la famille des « classes transpatrimoine » : les « classes du patrimoine », qui transportent les élèves et leurs professeurs aux abords d'un site ou d'un monument historique pendant une semaine. La formule a été inaugurée en 1982. Des groupes d'élèves armés de stylos et de cahiers ont alors pris possession de la Saline d'Arc-et-Senans, de la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon et de l'abbaye de Fontevraud. Au programme : connaissance des lieux et de leur histoire, dans une perspective pluridisciplinaire.

Les vieilles pierres intéressent évidemment l'histoire et les arts plastiques, mais aussi les mathématiques et la technologie par le biais de l'architecture, sans oublier l'économie, la biologie et la musique, pour peu que la classe se passionne pour l'archéologie, pour l'environnement social, économique et naturel du monument. Car la « classe du patrimoine » est surtout l'occasion de multiples rencontres avec des professionnels du beau : architectes, conservateurs de musées et de monuments, archéologues, ethnologues... Elle est aussi une aventure extra-scolaire, une expérience de vie partagée dans un lieu d'une qualité exceptionnelle, comme l'ont souligné les participants à la « première journée nationale des classes du patrimoine », qui a eu lieu récemment à Paris, en présence de M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication.

Un choc

Enseignants, élus locaux, représentants des ministères de la culture et de l'éducation nationale ont insisté sur l'importance d'une bonne préparation de ces séjours, qui créent parfois un choc pour des enfants non habitués à la visite de monuments, et sur les multiples utilisations pédagogiques possibles, comme la constitution de dossiers, l'organisation d'expo-

sitions et de spectacles à partir de photos ou de films pris par les enfants sur place. « Pendant le séjour, le regard des enfants change », a constaté un responsable de l'accueil à Villeneuve-lès-Avignon. Certains veulent faire découvrir à leurs parents le chantier auquel ils ont participé. Ils entraînent toute leur famille sur les lieux.

La mesure d'une petite commune rurale a souligné l'importance de telles initiatives pour l'animation des villages et la lutte contre l'exode rural.

Les « classes du patrimoine » peuvent être organisées dans les écoles primaires, les collèges et les lycées. Le ministère de l'éducation nationale vient de décider d'y consacrer un crédit symbolique : 250 000 F dans le primaire - et une circulaire de cadrage va être rédigée et publiée conjointement avec le ministère de la culture.

Mais la formule n'a pas trouvé encore son rythme de croisière. De 11 classes en 1982, on est passé à près de 200 cette année, soit 8 000 élèves concernés. L'Etat est prêt à donner un coup de pouce au départ, mais le ministère de la culture prévoit qu'à terme les séjours soient pris en charge par les municipalités et par les parents.

En déclarant que dans l'avenir chaque jeune Français devrait avoir bénéficié au moins une fois d'une « classe du patrimoine » durant sa scolarité, M. François Léotard a pourtant montré la voie. Le développement et la diversification de la formule devraient être inscrits parmi les objectifs du projet de loi sur les enseignements artistiques (Le Monde du 19 mars), que le ministre de la culture et de la communication devrait présenter au Parlement à l'automne prochain.

Ph. B.

Une brochure sur les « classes du patrimoine » est éditée par la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Service éducatif et de la formation. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine 75004 Paris. Les enseignants peuvent aussi s'adresser aux rectorats et aux directions régionales des affaires culturelles.

A l'occasion de la visite du Roi Fahd d'Arabie Saoudite en République Française.

« يريدون ليطفنوا نور الله
بأفواههم والله متم نوره »

صدق الله العظيم



DE PLUS EN PLUS EN ARABIE SAOUDITE

L'Arabie Saoudite doit être considérée, au niveau des investissements, comme une plate-forme significative pour l'accroissement du marché futur, pas seulement à l'intérieur du Royaume, pas seulement non plus à l'intérieur du GCC mais à l'échelle internationale.

Personne ne prétend que ce développement de marché sera facile. De nouveau, nous avons une situation classique où le chemin sera rude.

John Townsend Business International
Geneva, Switzerland Feb 87

Beit Binzagr بيت بن زقر

Commerce-Industrie-Transport-Ingénierie/Electricité/Mécanique/Génie Civil/Services.

COURS DE LANGUE ARABE SEJOURS LINGUISTIQUES EN TUNISIE

Session d'été pour jeunes et adultes
Tous niveaux - Hébergement TUNIS

Brochure détaillée sur demande à l'Institut International de Langue Arabe et de Communication
148, rue du Faubourg-Poissonnière 75010 PARIS.
Tél. : 45-26-02-04.

Justice

Devant la cour d'assises de la Seine-Maritime

Les alibis des frères Baron et des frères Knobelspiess

ROUEN de notre envoyé spécial

Dans la famille Baron, on ne parle pas de ces choses sales. C'est M^{me} Baron qui est venue, mardi 14 avril, l'expliquer à la cour d'assises de la Seine-Maritime, avec son petit mari, avec son petit fils, avec ses jolis mots bien rangés comme un verger normand. Dans un beau compliment d'anniversaire, elle a d'abord rappelé que « Michel, c'est un bon garçon. Il a l'âme charitable. Un jour, il a recueilli un pauvre homme pour qui il avait installé un lit dans son garage ». Et puis à l'avocat général, M^{me} Roger Tacheau, qui la questionnait avec une déférence quasi filiale, elle a répondu doucement : « Monsieur le Procureur, je ne discute pas de ces affaires avec mes enfants ».

« Ces affaires ! » Pourtant, elle en aurait eu à dire, M^{me} Baron. Et M^{me} Baron frères aussi, Roger et André, fabriqués au même moule, même silhouette, même visage, même démarche discrète de travailleur tranquille. Tous trois sont venus faire cadeau à la cour d'assises d'un scoop de taille : toute la famille savait, depuis le soir fatal, que leur frère et fils Michel était innocent de cette fameuse fusillade d'Elbeuf de laquelle il répond aujourd'hui.

Toute la baronnie savait que, à l'instant même où les passagers d'une 4 L appartenant à Michel Baron canardaient deux gendarmes sur un chemin creux, Michel dormait tranquillement dans le lit conjugal. Prévenu par André - riverain des faits - de la fusillade, Roger était accouru pour réveiller Michel et pour le prévenir que trois de ses voitures se trouvaient impliquées dans une vilaine affaire.

Si toute la famille a vu, cinq ans durant, ce témoignage essentiel, ce n'est pas que l'on se désintéressait du sort du frère emprisonné. « Je n'ai jamais eu un retard ni un jour de maladie à mon travail », a expliqué Roger Baron, ajusteur mécanicien. Je ne veux avoir aucun problème professionnel. « Moi, j'ai laissé ça à l'initiative de Michel », a renchérit André, chaudronnier. « Elbeuf est une ville de chômage, monsieur le Président. En perdant des après-midi, on perd son emploi », coupe Michel, apparemment plus soucieux de préserver la

bonne notation professionnelle de ses frères que de faire éclater sa propre innocence.

Plusieurs clients du garagiste Michel Baron sont venus en outre expliquer que les voitures du garage étaient toujours laissées sur le parking voisin, la clé sur le tableau de bord. Le garagiste les prêtait généralement aux clients dans le besoin. Est-il pour autant possible que, dans la nuit du 23 au 24 septembre 1982, trois voitures aient été volées en même temps ? Car il n'y a pas seulement la 4 L de la poursuite, mais aussi une Citroën ID à bord de laquelle, quelques heures plus tard, des policiers assurent reconnaître Michel Baron et Jacques Knobelspiess, avant qu'une seconde fusillade n'oppose les deux groupes ; enfin, pour faire bonne mesure, une Simca retrouvée à proximité des lieux de la première fusillade.

Un cambriolage contesté

Ce soir-là donc, si Michel Baron dormait chez lui, les deux frères Knobelspiess, à les en croire, ont consacré leur soirée à des activités plus animées. Après avoir joué au tarot tout l'après-midi au bar du Relais normand, Jacques assure être parti cambrioler un magasin de prêt-à-porter. Butin : deux pantalons. Manque de chance : le commerçant n'a pas souvenir d'avoir subi un cambriolage ce soir-là. Jacques n'en maintient pas moins son alibi.

Roger, lui, est parti à Paris. « Par le train », assure-t-il d'abord lors d'une interview télévisée. « Par route », rectifie-t-il ensuite. Manque de chance pour la cour, cette fois, la bande-son de l'interview est inexploitable. De Paris, Roger serait ensuite reparti vers Sartrouville, où il a dîné en compagnie d'un couple d'instituteurs. De leur propre aveu, et malgré une garde à vue de quarante-huit heures, les policiers ne sont pas parvenus à « mettre en contradiction » les convives de Knobelspiess.

On ne saurait pourtant soupçonner de faiblesse ou de laxisme les policiers du SRPJ de Rouen et notamment leur chef, le commissaire principal Jean-Pierre Bidet, dans leurs efforts pour « tomber » le clan Knobelspiess-Baron. Le com-

missaire, qui a tenu à rappeler à la cour qu'il était enfant de l'Assistance publique - « Je n'en rougis pas », - a apparemment noué avec « Klop », le gosse du quart-monde, ces relations troubles de reconnaissance mutuelle qui lient certains policiers à leur gros gibier. Même si ce rappel fait aujourd'hui ricaner Roger Knobelspiess - « Pourquoi il n'appellerait pas - ma biche - aussi ? », - les deux hommes se sont à un moment troyés.

Ces relations ambiguës se sont pourtant colorées de haine depuis que Knobelspiess, au cours de son arrestation à Honfleur, a essuyé des coups de feu des policiers, dont l'un lui a éraflé l'arcade sourcilière. « J'attends encore que ces policiers soient inculpés et ils ne le seront jamais », a-t-il crié lors de son seul éclat de cette seconde journée.

Au total, une journée d'alibis ficelés et de rapports de police « bétonnés », une journée qui pèse son poids de non-dits et de lourds secrets familiaux. Et puis un cri, le seul vraiment sincère peut-être, poussé par une femme qui n'est pas issue du quart-monde, n'a pas grandi dans les terrains vagues d'Elbeuf et n'a sans doute jamais vu un œuf de sa vie. « Je n'arrive pas à croire que vous aillez ne l'enlever. Laissez-le moi », a lancé la compagne de Roger, la comédienne Marie Rivière, héroïne du Rayon vert, le dernier film d'Eric Rohmer. Tous deux vivent ensemble depuis le dernier procès de Roger à Evry ; l'a accompagné lors du Festival de Venise et, dit-elle, « on veut avoir un enfant et une maison ».

Comme elle ne trouvait pas d'autres arguments dans cette haute salle privée de la lumière du ciel, face à ces messieurs en robe noire qui ne croient pas que les films finissent toujours bien, elle a seulement répété : « Non, mais laissez-le moi ! ». « Vous n'avez rien à ajouter ? », a demandé le président. « Ben, je peux la... ? », a-t-elle simplement dit en mimant un geste qui appelle l'embrassade, la tendresse, la vie. Un instant, le président feuillette mentalement le code de procédure pénale, avant de répondre : « Ben, c'est-à-dire, c'est pas le lieu ». On l'avait deviné.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

POINT DE VUE

De M^{re} Jean-Paul Mazurier à Jean-Michel Lambert

Signal d'alarme

par M^{re} Bernard Prevost
avocat à la cour de Paris

Au hit-parade des tapageurs succès de librairie, les livres judiciaires occupent, actuellement, une place de choix. Brillant les étapes du parcours promotionnel, ces auteurs chanceux accèdent d'un seul pas à l'Olympe. En moins de temps qu'il n'en faut à l'homme pour sécher, ils reçoivent la suprême onction médiatique : distingués par Bernard Pivot, ils prennent rang parmi les mieux-destinés littéraires. Sur le plateau d'Apostrophes, à l'avocat qui chute succède le magistrat qui fléchit.

Par-delà toute tentation de polémique et nonobstant - diraient les juristes - tout réflexe corporatiste, ce spectaculaire battement en faveur de Jean-Paul Mazurier et de Jean-Michel Lambert peut prôner, au mieux, un équilibre des pouvoirs. Bien des regards, ces nouvelles vedettes de l'actualité sont indissociables.

Quelles que soient les dissensions dans la personnalité et la situation des deux essayistes, leur fulgurante percée ont en commun d'être bâties sur un échec. Echec personnel, bien sûr, de deux jeunes hommes fragiles et, sur ce terrain, il ne nous appartient pas de rechercher si les bienfaits de la confession publique justifient l'indécence de certains aveux.

Echec, surtout, de deux professionnels de la justice qui, à des degrés divers, n'ont pu surmonter - ni même supporter - les contraintes logiques et naturelles de l'institution qu'ils avaient choisie de servir. Car (l'a-t-on suffi-

samment observé ?) il n'y a rien de véritablement exceptionnel dans les événements qui ont déséquilibré nos deux héros. Qu'un avocat ait à endosser les assises parfois contradictoires de sa conscience et de sa mission ne relève pas de l'incident de parcours totalement imprévisible. C'est, après tout, l'inévitable lot de plus d'un défenseur pénaliste. Qu'un juge d'instruction se voie confier un dossier d'assassinat complexe n'est tout de même pas, non plus, l'un de ces coups du destin qui font crier à la divine surprise ! C'est donc la relative banalité des situations qui fait observer avec perplexité l'extraordinaire écho que leur exploitation rencontre dans le public.

Sans doute s'en trouvent-ils pour soutenir qu'il est sain que les hommes de robe apparaissent, enfin, au grand jour avec les faiblesses de tout un chacun. L'heure n'est plus au mythe. Le vent du réalisme doit souffler sur les tribunaux. Soit. Mais le phénomène que l'on évoque dépasse largement la simple entreprise d'authenticité des auditeurs de justice. Ceux qui exploitent avec efficacité les mésaventures de l'avocat et du magistrat ont une redoutable forme de talent. Relais de l'opinion ou faiseurs de modes, ils flattent le sentiment général et savent ne pas taper à côté de la plaque. Sensibles aux courants d'idées et prompts à les accrocher, ils ne laissent rien au hasard. Si, aujourd'hui, ils ont décrié qu'il y avait place pour cette apologie complaisante de la

faillite d'un avocat et d'un magistrat, c'est qu'ils se savent dans le droit du temps.

Plus que tout, c'est cette certitude des spécialistes de la communication qui doit inquiéter. En propulsant sur le devant de la scène un Lambert ou un Mazurier, ces hommes à l'instinct sûr présentent qu'ils ne vont pas choquer. Mieux, ils savent que le public, approbateur et réceptif, est prêt à regarder l'envers du décor de la robe de ses acteurs. Cus, sous couvert de désacralisation, l'heure est venue de tourner la page. A travers cette opération ils nous disent qu'après l'Eglise, la justice, aussi, peut avoir ses honneurs détroqués.

Assurément, c'est le propre des institutions fortes de ne pas masquer systématiquement toutes leurs insuffisances. De ce point de vue, on ne peut se contenter de hausser les épaules avec mépris : il faut donc, lucidement, observer que l'éclosion des Mazurier et Lambert n'est jamais fortuite.

Il y a quelques semaines, sept magistrats de la cour d'assises de Paris ont tout simplement fait leur devoir. Les Français, nous dit-on, en ont été stupéfaits. Comme si les citoyens de ce pays avaient globalement admis ce renversement des valeurs, tenant pour atypique ce qui n'est que logique. Ne le dissimulons pas, ce sentiment s'est banalisé. En cela, Mazurier et Lambert ne sont pas des cas, ce sont des symptômes. L'accueil empreint qui leur est spontanément réservé prend l'allure d'un signal d'alarme.

Le Carnet du Monde

Naissances

- Jean et Josette CHAZAL, Jacques et Béatrice de LOUBENS de VERDALLE, ses grands-parents, Philippe et Inès CHAZAL, ses parents, Lucette, sa sœur,

sont heureux d'annoncer la naissance de

Côme.

- Le Crêt d'Agneau.

Yves, Liliane et Stéphanie JACQUET-PIERROULET

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille et sœur

Élodie

le 14 avril 1987.

La Longeville, 25630 Montbault.

Mariages

- M. et M^{me} Henri CHOSSAT ont l'honneur de faire part du mariage de leur fils

Philippe CHOSSAT

avec

M^{me} Evelyn PAIX

qui a eu lieu à Carpentras le 11 avril 1987.

Centre hospitalier général de Sète, BP 475 34207.

- Richard T. FEINER et

Annette B. STOEVER,

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui sera célébré le jeudi 16 avril 1987, à New-York.

4, Jones Street, apt. 3, New-York, NY 10014.

Décès

- Les familles Agnès, Boreodon, Paulus, Jost, Badi, Allegret font part du décès de

M^{re} Roger AGNÈS,

née Marie-Thérèse Boreodon,

rappelée à Dieu le 13 avril 1987, à Brive, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

18, avenue du Président-Roosevelt, 19100 Brive.

- Paul-Etienne et Jean-Claude Aymard, président et secrétaire des clubs République et démocratie ont la très grande peine de faire part du décès de

M. Daniel GAUBAN,

vice-président des clubs République et démocratie, président des cercles de la libre entreprise.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 16 avril 1987, à 10 h 30, en l'église Saint-Honoré d'Épaul, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

CARNET DU MONDE

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques 88 F
Abonnés (avec justificatif) 60 F
Communications diverses 72 F
Insertion minimum 10 lignes (dont 4 lignes de bandeau. Les lignes et capitales grises sont facturées sur la base de deux lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4464

VERTICALEMENT
I. Engourdissement dû au froid.
II. Fait des plus sans avoir d'autous. Participe. - 3. Heureux passé. Voit son geste récompensé ou ses mérites non reconnus. - 4. Une façon de toujours penser à mal. - 5. Adverbe. Ne tient parfois qu'à un fil. - 6. Papillon des villes. L'un est dans la carrière, l'autre est généralement étudiant. - 7. Classée par le héraison. Ne lit donc pas cas de son orientation. - 8. Un mouton ou un bétail. Conjonction. - 9. Dans l'auxiliaire. Une personne payée pour nettoyer.

HORIZONTALEMENT
I. Craie qu'il est toujours bon d'avoir sur le front. - II. Pensée. - III. Richelieu. - IV. Téléphon. - V. Erato. Toi. - VI. Noise. - VII. Amertumes. - VIII. la. Oasis. - IX. Petit I. - X. Etrus. Eon. - XI. Sues. Issu.

Solution du problème n° 4463

Horizontalement
I. Paraphase. - II. Acacia. DC. - III. Richelieu. - IV. Téléphon. - V. Erato. Toi. - VI. Noise. - VII. Amertumes. - VIII. la. Oasis. - IX. Petit I. - X. Etrus. Eon. - XI. Sues. Issu.

Verticalement

I. Partenaire. - 2. Acier. MO. Tu. - 3. Raciage. Pré. - 4. Achat. Roses. - 5. Piémontais. - 6. Lalo. Oust I. - 7. Intimides. - 8. Ide. Océ. Os. - 9. Ecuries. ONU.

GUY BROUTY.

A Lyon

Des caméras pour le procès Barbie

M. Jean Chouteau, président de la cour d'appel de Lyon, a rendu, mardi 14 avril, une ordonnance favorable à l'enregistrement filmé des audiences du procès de Klaus Barbie, qui doit commencer le 11 mai prochain.

Klaus Barbie, qui avait fait savoir qu'il s'opposait à la présence de caméras de télévision, dispose de huit jours, selon la loi, pour déposer un recours devant la Cour de cassation.

Le président de la cour d'appel de Lyon a estimé que la présence de caméras dans la salle d'audience du procès à des fins d'archivage était conforme à la loi promulguée, M. Robert Badinter étant ministre de la justice, qui prévoit que des procès historiques tels que celui de Klaus Barbie puissent être filmés afin d'être vus aux archives du ministère. Ces films, selon la loi, ne peuvent être diffusés qu'après un délai de vingt ans.

Carrefour du développement

M. Aurillac craignait le départ de M. Chailier

« Le Canard enchaîné » publie dans son numéro de mercredi 15 avril le fac-similé d'une lettre adressée par M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, au ministre de la justice, M. Alain Chailier, le 5 juin 1986 dans le cours de l'affaire du Carrefour du développement. Dans cette lettre, le ministre de la coopération rappelle à M. Chailier qu'il « a été amené à porter plainte contre X... pour détournement de fonds publics » et écrit : « J'attire enfin votre attention sur le risque que tel ou tel auteur de ces infractions puisse éventuellement quitter le territoire français, notamment M. Chailier ».

Le ministre de la coopération ajoute : « Certes, leur disparition n'empêcherait pas l'établissement de la vérité. Mais elle le rendrait plus difficile en raison notamment du vol de pièces comptables, et il serait inadmissible que ces individus puissent se soustraire à la justice. Je souhaiterais donc savoir si vous envisagez de faire prendre les réquisitions nécessaires par le parquet pour entendre et garantir la présence de toute personne dont on ne peut exclure qu'elle cherche à quitter la France ».

M. Michel Aurillac avait déposé plainte contre X... le 26 mai 1986 et un mandat international avait été lancé contre M. Chailier le 9 juillet suivant. Or l'ex-chef de cabinet de l'ancien ministre socialiste de la coopération, M. Christian Nucchi, se trouvait déjà au Brésil qu'il avait rejoint depuis Londres le 4 mai. M. Chailier s'était rendu à la justice française, à Paris, le 16 novembre suivant.

[A la chancellerie, on déclarait, ce mercredi, à propos de la lettre de M. Aurillac qu'« il avait été tenu compte de cette lettre et que les instructions avaient été adressées immédiatement au parquet général de Paris ».]

L'ancien chef de cabinet de M. Nucchi doit rester en prison

Le principal inculpé de l'affaire du Carrefour du développement, M. Yves Chailier, restera détenu quelque temps encore. En l'absence du juge Jean-Pierre Michaux actuellement en congé, son remplaçant, M^{re} Claudine Garnier, a rendu, mardi 14 avril, une ordonnance par laquelle elle rejette la demande de mise en liberté de l'ancien chef de cabinet de M. Christian Nucchi, demande présentée le 10 avril par ses défenseurs, M^{re} Xavier de Roux et Grégoire Triot.

Écroué depuis le 16 novembre 1986 sous les inculpations de faux en écritures publiques, usage de faux, abus de confiance, soustraction par dépositaire public et vol, M. Yves Chailier a ensuite été inculpé à plusieurs reprises au cours de diverses plaintes déposées lors de l'instruction et pour la détention et l'usage d'un « vrai faux » passeport trouvé en sa possession. Une première demande de mise en liberté avait été rejetée au mois de janvier dernier par une ordonnance de M. Michaux, confirmée le 10 février par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris.

loterie nationale

TRANCHE (N°38) DU

TIRAGE DU MARDI 14 AVRIL 1987

LE NUMÉRO 171157

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 219

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

loterie nationale

TRANCHE (N°38) DU

TIRAGE DU MERCREDI 15 AVRIL 1987

LE NUMÉRO 039499

GAGNE LE LOT DE 1 000 000,00 F

LES BILLETS SE TERMINANT PAR 686

GAGNENT 1 500,00 F

AVEC LE MÊME BILLET, PROCHAIN TIRAGE DEMAIN

150

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

La danse raconte l'homme sans qualité

Le retour de Pina Bausch

Il est désormais de tradition que Pina Bausch vienne chaque année avec sa compagnie, Le Tanztheater de Wuppertal. Elle, qui a si fort influencé les gens de théâtre comme ceux de la danse est à Paris. Les spectateurs non plus ne sauraient s'en passer.

UNE fois encore elle est là au cœur de Paris, et cette fois pour un long mois (1). Elle a toujours ses yeux clairs, son air de madone souffreteuse, toujours ses vêtements sombres, masculins, flottants, et son éternelle cigarette. Et le regard qu'elle pose autour d'elle est apitoyé, plein d'amour. L'an passé, elle était invitée pour la première fois à Montréal. Dans la salle, attentif, curieux, il y avait Merce Cunningham — quoi de plus éloigné de son univers « clean » que le monde torturé de Pina Bausch, avec ses cris hystériques, ses exhibitions de chair, ses étreintes sténographiques, ses gags de cabaret.

Frappé droit dans son austérité pudique, Merce souriait; parfois il a ri franchement: « Evidemment nous n'avons pas le même style. Mais elle aime, comme moi, observer les gens, le monde de la rue. Elle a le sens du geste dans l'espace et de l'humour. Elle est très forte. »

Il a fallu du temps à Pina Bausch pour conquérir le public, car elle se soucie peu de répondre à son attente. Les Allemands au début étaient les plus choqués, parce qu'elle leur offrait une image d'eux-mêmes en contradiction avec ce qu'ils s'efforçaient d'être: un peuple bien dans sa peau, ayant exorcisé les vieux démons, porté par le miracle du redressement économique. Aujourd'hui encore ils remémorent, car Pina ne triche pas. Elle crée à partir du quotidien, et le quotidien, c'est la vie à Wuppertal,



Pina Bausch dans Café Müller

petite ville éteinte au fond d'une faille d'ombre, cernée par les autoroutes, où il tombe une pluie morfondante et grasse. C'est aussi le cinéma désaffecté où la troupe répète. Autour, le complexe industriel et, au bout de quelques kilomètres de banlieue, l'école de danse d'Essen, où la chorégraphe assume la responsabilité.

contient en puissance toute son œuvre à venir. « Avec Café Müller elle aussi a créé son Huit et demi », déclare Federico Fellini.

Depuis dix ans, chaque année Pina Bausch sort de Wuppertal pour venir faire le même constat sur l'incommunicabilité. Chaque fois son périple s'élargit, chaque fois son langage devient plus complexe. Pour réagir à cette dérive le public n'a trouvé qu'une parade, le rire. D'une pièce à l'autre se joue indéfiniment la même danse de la séduction.

Si Pina Bausch parvient à renouveler sans cesse un système clos c'est qu'elle a su éviter le piège du réalisme et qu'elle dérive constamment dans un univers de fantasmes, d'absurdité et d'humour. Kouskoff que l'on va revoir au Théâtre de la Ville est son ballet le plus représentatif, celui qui dose le mieux les différents ingrédients et qu'on voit toujours avec plaisir. Une salle de bal miteuse avec son piano, son rang de chaises. Des filles excitées dans leurs robes ringardes, des garçons quelconques en costumes déguisés, tentent de se faire aimer. Sur un air de tango des années 30 ils expérimentent tous les stéréotypes de la « drague ». Ici tout part du mouvement, tout est conditionné par le rapport à l'espace. Les danseurs tombent, se tordent au sol, se frappent la tête contre les murs.

On a encore dans l'œil la traversée latérale des hommes, chevauchant leurs chaises pour venir forcer les femmes paniquées et consentantes. Il y a les petits gestes banals, la gaine qu'on tire, le mollet qu'on exhibe comme un trésor, la peur des souris, la peur de l'autre, la tendresse qui vise à la cruauté. Mais qu'il se passe rien n'aboutit jamais.

Pina Bausch n'a pas de discours tout préparé sur sa méthode. Elle se soucie peu des opérations médiatiques. Une fois pourtant dans un film réalisé par Chantal Ackerman et surtout dans un entretien avec Leonetta Bentivoglio (2), elle a consenti à donner quelques indications sur sa manière de travailler qui repose sur l'improvisation. Il ne s'agit pas comme chez Nikolaï d'inventer des mouvements à partir d'un thème donné. C'est plutôt une incitation à extérioriser des sentiments, des états refoulés, des souvenirs.

Chacun fouille au fond de lui-même, parfois avec réticence, parfois avec un plaisir narcissique. Pina note, trie, accumule les matériaux. Après intervient la mise en forme, un *work in progress* où chacun joue en quelque sorte son propre personnage mis à nu.

Piégés dans un psychodrame

Cette méthode qui sollicite fortement l'inconscient des danseurs est très éprouvante. Ils ont l'impression d'être piégés dans un psychodrame et quittent parfois Wuppertal le temps de retrouver leur équilibre. Parfois le conflit naît parce que les danseurs estiment qu'ils ne bougent pas assez. C'est d'autant plus dur pour eux qu'ils s'entraînent quotidiennement en classique et en moderne: « Dans toutes mes dernières productions, je me suis efforcée de concilier la danse et ce que je veux exprimer. Ce qui n'est pas toujours possible. Je ne trouve pas toujours la bonne voie. Au cours du travail de répétition avec les danseurs, voilà que leurs propositions me plaisent, et alors j'oublie la danse... Pourquoi devraient-ils danser précisément à cet instant ? Si ce n'est pas nécessaire, si ce n'est pas naturel, pourquoi le faire ? »

Il y a aussi des moments où la danse est présente sans être directement montrée parce que les mouvements en sont tellement

simples qu'on peut penser que ce n'en est pas.

Dans les années 85, la chorégraphie s'est davantage éloignée de la danse au sens restreint du terme, pour instaurer des rituels éclatés à l'image de notre temps.

Sur la montagne on entendit un hurlement, créé en 1984, raconte, montre, la peur de l'an 2000, la terreur d'une apocalypse nucléaire vécue collectivement. Chacun réagit selon son tempérament dans une agitation folle, décadente.

Pina se rapproche de son *Sacre du printemps*, ne serait-ce que par le décor de terre où évoluent les danseurs. Ici règnent la peur et le désespoir. Le danger a pris la forme d'un catcheur qui manie la farce pateline et la brutalité. C'est bien de la mort qu'il s'agit, même si elle est masquée, insidieuse, feutrée.

« Je ne dirai pas qu'aujourd'hui mes travaux sont plus tendres qu'à l'origine, mais ils me semblent dans un certain sens beaucoup plus tristes. Parfois je pense que le pape peut-être pourrait comprendre ce que je veux dire, du moins je l'espère... Comprendre avec quelle force dans mon travail je cherche à parler du respect de l'existence humaine et de la nature. Parler ainsi, je ne voudrais pas paraître prétentieuse. Ce que je veux dire c'est que j'ai l'impression de sentir beaucoup plus fort maintenant combien nous sommes petits en regard de ce qui se passe autour de nous. Pour moi, parfois, un spectacle est aussi comme une prière. »

MARCELLE MICHEL

(1) Gebirge et Kontakhof, au Théâtre de la Ville de Paris, du 14 avril au 9 mai.
(2) Leonetta Bentivoglio: entretien publié dans Pina Bausch, Editions Solin.

Mode d'emploi

Notes de répétitions. Sur la montagne on entendit un hurlement.

Une femme tient un vêtement sur le bras, elle le pille en disant qu'elle emporte toujours une robe du soir en voyage et qu'elle espère pouvoir la porter en route. Mais la plupart du temps aucune occasion ne se présente.

Se faire à soi-même un peu de mal: se donner des coups, se gratter, se mordre, se gifler, se piquer la main, l'oreille, le cou, se tirer un poil du nez, s'enlever un piercing, s'arracher un cil, se mordre le bras et le cou; se percer un bouton, se brûler les doigts avec une allumette, se serrer la ceinture, prendre une cigarette allumée par les deux bouts, se pincer le cou, s'étouffer, se tirer la peau, s'asseoir sur des aiguilles, s'éclabousser du jus d'orange dans les yeux, se fermer brutalement la bouche.

Une femme s'avance vers un homme et le regarde: « Are you a man or a mouse ? »

Mot-clé: Enfant Jésus. « Enfant je devais avoir un terrible défaut de prononciation parce que j'ai toujours repu autre chose que ce que j'avais souhaité » (Jean Minarik).

Un homme tombe sur une chaise à bras raccourcis en lui criant « danse ». Un autre s'efforce de faire passer son corps dans un élastique. Une femme coupe la tête de son rouge à lèvres, une autre dessine à la craie l'empreinte de son corps et pénétre le croquis.

« Je voulais encore faire des révérences, toutes sortes de révérences mais pas ramper. »

Lutter: pour un morceau de sucre dans son café, un œillet, un cheveu, une place assise, un morceau de gâteau, quelques minutes de paix, de vieilles photos, une perruche envolée, une paire de chaussures, une

bière, une pierre précieuse, l'emplacement d'un bocal de bonbons, une place près de la rampe pour ne pas être touché.

Pina Bausch sort de l'une de ses poches un livre pour enfants, l'École des livres, et demande: « A quoi ressemblez-vous en livres de l'école des livres ? »

Dans le livre d'images on met entre autres les livres en garde contre le regard: « le regard habite une tentière au fond des bois. C'est un grand voleur. Il a des dents pointues et tranchantes. Gare à vous s'il vous attrape. »

Marchez tous comme des princes — mais il faut marcher aussi bien que Dominique, pas se moquer (Pina Bausch).

Dominique a apporté un vieux disque Parlez-moi d'amour.

Questions, thèmes et mots-clés tirés des répétitions. (Welzel).

Tendre un piège à quelqu'un. Construire des pyramides. / Réfléchir à une phrase toute simple et la dire sans mot. / Qui sait bien faire le poirier ? / Tenir une cigarette. / Lorsque les langoureux sont en danger ils se retiennent avec leurs petites avant à un autre animal et lui ouvrent le ventre avec les pattes arrière. / Album de poésie. / Poses photographiques. / Attitudes de danse formelle et la façon dont on ne doit pas danser. / Représentation de Marie. / Savez-vous comment les Indiens font le phoque ? / Le langage par signes des Indiens. / Raconter une histoire à l'aide de bruits. / Quand on bout de colère. / Attitude humiliée. / Se défendre. / Quand un animal veut mordre. / La façon dont on tue un animal. / Que peut-on faire avec une main ? / Laine de rasoir. / Inventer un nouveau signe de paix. / Des jeux pour chasser le peur.

On conçoit que dans cet environnement neutre elle ait ressenti intensément la grisaille d'existences sans grand destin. A partir de ce microcosme, elle a entrepris de raconter l'homme. Mais pas sous forme d'équation à la Cunningham, de mythologie personnelle comme Béart. Il ne s'agit pas non plus de l'humanité en trompe l'œil de Gaietta ou de la vie rêvée de Carolyn Carlson. Son terrain à elle, c'est l'homme sans qualités et son comportement.

Lorsqu'on l'a découverte en France à travers les Sept Péchés capitaux, et surtout Barbe-Bleue et Café Müller, sa démarche chorégraphique semblait paradoxale. Elle allait à contre-courant de la mode moderne influencée par les post modern américains et leurs débats sur la nature de la danse. Pina Bausch a séjourné à New-York en 1969, mais ce n'est pas vers le courant minimaliste et l'abstraction qu'elle s'est tournée: c'est vers des courants proches de l'expressionnisme allemand: Josef Limon, Sanasardo, obsédés par le destin tragique de l'homme, Paul Taylor, chez qui elle apprend à diversifier le mouvement, et surtout Antony Tudor, dont l'œuvre est axée sur des thèmes psychologiques et sociaux. Elle tient de lui une douceur ineffable qui traverse soudainement sa danse.

Une danse qui déconcerte et divise. Car la chorégraphe, après avoir relancé l'expressionnisme, tombe en déshérence et donne un coup de projecteur sur la Folkwangschule d'Essen, et cela du vivant même de Kurt Jooss — trouve très vite un langage original efficace, lui permettant de dénoncer les tares et tabous de la société, d'abolir les murs que construisent les hommes autour d'eux. Pour cela elle dispose d'une forme typiquement allemande le « théâtre danse », à partir de quoi elle organise son « théâtre du mouvement », mêlant chant, musique, geste et parole, et s'inspirant dans sa mise en scène tantôt de la revue, tantôt du cinéma.

Et comme Pina se refuse à jouer les autologistes ou les voyeurs, elle s'implique elle-même dans ses spectacles.

Dans Café Müller, elle erre en avoigle et vit, par mimétisme, la vie des autres. Attente, désir, amour, solitude. Ce ballet autobiographique bouleversant

Livres

On retrouvera Pina Bausch la blafarde, l'intensité de ses gestes, la fascination de son univers à travers le superbe livre de photographies de Guy Delahaye, publié avec le concours du Théâtre de la Ville et du Centre national des lettres.

Toute l'atmosphère du ballet du Wuppertal est enclose dans une centaine de plans d'ensemble, de portraits qui restituent les grands moments de ses spectacles.

L'ouvrage comporte également une présentation de la compagnie par Raphaël de Guernin, du Nouvel Observateur, et un entretien de Pina Bausch avec Leonetta Bentivoglio, journaliste à la Repubblica de Rome.

La chorégraphe, très en confiance, donne des réponses nettes à des questions directes sur sa démarche artistique, son enfance, sa vocation, son séjour à New-York, ses rapports à la danse et au théâtre, et la création de ses spectacles.

* PINA BAUSCH, Guy Delahaye, éditions Solin 1986.

Comme d'autres Gernant des carnets de croquis, Raymond Hogue a suivi les répétitions de différents spectacles du Tanztheater de Wuppertal.

Ce carnet de bord mêle des notes de reportages sur la préparation des ballets — selon la méthode des questions-réponses — des portraits de danseurs, des réflexions de Pina Bausch. Le livre fait partager l'intimité de la compagnie et son climat un peu secret.

* PINA BAUSCH, Histoires de théâtre dansé, par Raymond Hogue, Photos de Ulf Weis, 1987, éditions de l'Arche.

AUBERVILLIERS

GROUPE TSE

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD

MARIVAUX

Mise en scène: Alfredo ARIAS

Un pur joyau, un diamant inaltérable. LE FIGARO

Un petit bijou raffiné. LE MONDE

Ce Marivaux brille en rigolant de tous ses feux. LE MATIN

Un enchantement pour les yeux et les oreilles. PARISCOPE

« Le Jeu de l'Amour et du Hasard » étincelle dans son écrin magique. LE QUOTIDIEN DE PARIS

Ces singeries sont de petits bijoux d'authenticité. L'EXPRESS

Un pur enchantement. LE NOUVEL OBSERVATEUR

Tout est fin, gai et vif. LE POINT

Une étrangeté portée par une grâce moqueuse. L'HUMANITE

Une joliesse exquise, une drôlerie désarmante. ELLE

THEATRE DE LA COMMUNE

Location: 48.34.67.67 et FNAC

EXPOSITIONS

Cinquantenaire du Musée des arts et traditions populaires

Du folklore à l'ethnographie

Né des travaux des « Sociétés d'antiquaires » du XIX^e siècle, le Musée des arts et traditions populaires fête, aujourd'hui, ses cinquante ans avec une exposition qui se tient au Grand Palais : « Costume, coutume ». A travers son histoire tourmentée, c'est le difficile passage du folklore à l'ethnographie moderne qui se lit en filigrane.

CI-contre, « Costumes pour dames », extrait du catalogue des Grands Mémoires de L'œuvre (automne-hiver 1894-1895). A droite, catalogue de ventes « Belle Jardinière » (Paris, hiver 1933).



Il y a cinquante ans, Joseph Baker inaugurait le tout nouveau Musée de l'homme, en présence de l'un de ses fondateurs, Georges-Henry Rivière. Il occupe toujours la même aile du palais du Trocadéro, qui a remplacé, à cette époque, le vieux bâtiment construit pour l'Exposition universelle de 1878 et dont les ossements d'âne commencent à la colline de Chaillot. C'est là, en 1878, que fut logé le premier Musée d'ethnographie. Au milieu d'un bric-à-brac d'objets divers, témoignage de l'époque et de la diversité de l'Empire français, une vaste salle était consacrée à la métropole. On y présentait des mannequins en costumes régionaux, gilets, coiffes et chapeaux ronds, accompagnés de quelques instruments de travail traditionnels déjà rares : le noyau des collections, aujourd'hui installées au Musée des arts et traditions populaires, à l'orée du bois de Boulogne.

L'Université de la toute jeune III^e République ne s'intéresse guère au « folklore », qu'elle abandonne aux érudits locaux. Patiemment, ces derniers collectent les coutumes et légendes qui commencent à s'effacer de la mémoire collective. Pourtant, l'Europe entière est à la recherche de ses racines. Exhumées, elles alimentent mille nationalismes qui se découvrent avec ravissement une identité originale à travers une culture populaire. Vraie ou fausse. On s'enthousiasme pour les poèmes d'Ossian, barde écossais mythique. On déchiffre des manuscrits apocryphes en vieille langue bohémienne. La jeune ardeur grecque parade en fusillade d'opérette.

A la fin du siècle, les travaux sont plus sérieux. L'œuvre monumentale d'un Eugène Rolland ou d'un Paul Sébillot est toujours lisible avec profit. Retraçant derrière sa chaire de la Sorbonne, Emile Durkheim ne s'en préoccupe guère quand, vers 1890, il jette les bases de la sociologie. D'où une polémique avec Arnold Van Gennep, le père de l'ethnographie française. « Très vite, note Jean Cuisinier, directeur du Musée des arts et traditions populaires, il y a eu un divorce entre la sociologie en voie de formation et les folkloristes. Mais quand on examine les arguments développés par Van Gennep, on s'aperçoit de son étonnante modernité par rapport à Durkheim ».

Mais la vie régionale, terrain sur lequel s'épanouissait l'ethnographie française, est, à la veille

de la première guerre mondiale, en pleine dissolution. Le mot « folklore » prend alors une connotation passiste, rétrograde. Au même moment, sous l'impulsion de Marcel Mauss et de l'anthropologie sociale anglo-saxonne, les investigations ethnographiques vont connaître un développement prodigieux. Les jeunes chercheurs abandonnent l'Auvergnat pour le Dogon.

En 1937, le vieux Musée d'ethnographie éclate. Dans une aile

sée par cette institution, qui paraît bien désuète.

Après la guerre, les interrogations sont nombreuses. S'il n'est plus question de travailler comme les anciens folkloristes, faut-il nécessairement emprunter les méthodes des nouveaux ethnologues alors que, sous nos climats, les archives sont innombrables et les moyens de documentation infinis ?

A la fin des années 50, une grande enquête va remettre en selle l'ethnographie de la France et l'orienter vers des voies nou-

veaux. En 1972, le Musée des arts et traditions populaires sort enfin de ses caisses. Jean Cuisinier, son directeur depuis 1967, prend possession de l'austère bâtiment noir construit par un élève de Le Corbusier. Sa muséographie, d'une sobriété exemplaire, a été dans ses grandes lignes élaborée par Georges-Henry Rivière. Elle permet plusieurs niveaux de « lectures ». La grande galerie, aux naves en arcades soignées, est destinée au public le plus vaste, comme les salles d'expositions temporaires. La galerie d'étude est réservée aux amateurs plus éclairés et aux étudiants. La bibliothèque, l'iconothèque et la photothèque sont ouvertes à tous.

Au même moment, le Musée de l'homme accuse son âge. Il est régulièrement secoué de crises, lointaines séquelles de la décolonisation. L'ethnologie « exotique » domine d'elle-même et se replie sur l'Europe. Ainsi Jean Cuisinier, qui a d'abord travaillé en Tunisie et en Turquie avant de conduire des enquêtes en Roumanie et en URSS. « Les chercheurs de ces pays, traditionnellement, ne s'intéressent qu'à leurs propres sociétés, explique-t-il. Leurs problèmes, comme pour nous, ont été de passer du folklore à l'ethnographie. Mais le résultat a été sensiblement différent : leur environnement intellectuel — le marxisme — et leur cadre étatique — l'existence d'une mosaïque de populations — ne ressemblent pas aux nôtres. Ce qu'ils ont retenu de l'ethnologie, ce qu'ils appellent l'ethnographie, c'est l'étude du processus de formation des différences ethniques. Cette étude est fondamentale en URSS, par exemple, pour la bonne marche des différentes républiques fédérées, où coexistent et parfois s'affrontent tant de populations diverses ».

ERMANUEL DE ROUX.

« Costume, coutume », au Grand Palais

Se vêtir, c'est communiquer

« L' principal vêtement des Lancelotti est, sur un gilet à manches, une espèce de justaucorps en peau de mouton... leurs jupes sont couvertes de grandes guirlandes épaissies en peau ». Abel Hugo, frère du poète, voyageant en 1835 dans le sud-ouest de la France, détaille avec minutie la tenue des bergers qu'il croise. Gustave Flaubert et Mérimée, Du Camp, douze ans plus tard, sur les routes de Bretagne, remplissent leurs carnets d'observations identiques. Comme Théophile Gautier, qui, fait alterner, en Espagne, les descriptions de mantilles et celles, aussi longues, des cathédrales. Ces digressions sacrifient à la rhétorique des récits de voyages.

Entre le fin du dix-huitième et le début du vingtième siècle, pas un voyageur qui n'insiste sur la manière dont sont habillées, chaussées, bottées, coiffées, enchaînées ou harnachées les habitants des villes et des champs rencontrés au cours de ses pérégrinations. A la même époque, cette prise en compte du costume est le principal souci des érudits qui commencent à collecter les coutumes de France et de Navarre. C'est donc pour rendre hommage à cette longue tradition, source de l'ethnographie française, que, pour célébrer son cinquantenaire, le Musée des arts et traditions populaires organise une exposition : « Costume, coutume ».

Les deux mots ont longtemps été synonymes. Leur sens ne s'est diversifié que très tard : le costume, à l'évidence, est le signalé de la coutume.

L'apparence de la personne humaine se livre, d'abord, à travers le vêtement. « Se vêtir, se parer, c'est surtout communiquer », indique Jean Cuisinier, maître d'œuvre de l'exposition. Et, pour commencer, un historique du vêtement, des braves guisettes à la crinoline — on ne va pas, hélas ! jusqu'à Jean, — nous fait comprendre comment le choix du costume est un instrument par lequel on signale son appartenance et sa différence. L'habit à la française porté au dix-huitième siècle par l'aristo-

cratie puis par la bourgeoisie se diffuse finalement dans toutes les classes de la société, puis dans l'Europe entière. Les modes parisiennes gagnent la province. Les Arlésiennes adoptent, sous la monarchie de Juillet, la robe, la soie, la tournure et la crinoline. C'est le costume de la fin de siècle, de Mistinguett. Il sera par conséquent l'un des éléments du système mis en place par le Félibrige pour sauvegarder l'identité provençale ».

Mais ces vêtements sont aussi support de messages. L'infinité variée de la bonneterie alsacienne mériterait un glossaire : bonnet à bec ou jardinière, coiffe de veuve à trois pointes rigides, bonnet-soliel pour les cérémonies ou grand bonnet à nœud, popularisé dans le reste de la France par l'imaginaire nationaliste. Tout est signe. La plastron breton comme la cepe de deuil limousine ; le bonnet d'âne du potache comme le chapeau à ocarde du consort. Et, puisque les messages sont faits pour être décodés, l'exposition se termine par des costumes de théâtre, symboliques (le bœuf, la coquette, le marquis) ou réels (le canotier de Maurice Chevalier, la petite robe noire d'Edith Piaf). Des vêtements « surdéterminés » qui montrent de façon évidente comment fonctionnent ces codes vestimentaires.

Mais qu'on ne se rassure, il n'est pas nécessaire de soutenir une thèse du troisième cycle ou d'avoir lu les œuvres complètes de Lévi-Strauss pour se promener avec plaisir au milieu des six cents pièces qui composent cette belle exposition. Elle est aussi faite pour combler le grand public, l'amateur de folklore saintongeais comme l'ethnologue sensible aux valeurs classées du dix-huitième siècle. L'ingéniosité de la présentation participe sans aucun doute à cette réussite. Un seul reproche, l'opacité des tulle tendus devant certaines vitrines tue la couleur des tissus qui y sont présentés.

E. de R.

* « Costume, coutume », au Grand Palais, jusqu'au 15 juin 1987.

THEATRE DE L'OPERA
DU 21 AU 30 AVRIL
KLAUS MANN
MEPHISTO
PAR LE THEATRE DE L'OPERA
TEL: 46.03.60.44

GALERIE PASCAL GABERT
ROUGEMONT
Exposition jusqu'au
25 AVRIL
80, rue Quincampoix
75003 PARIS
Tel. 48-04-94 84

CENTRE CULTUREL SUÉDOIS
Hôtel de Marie
11, L. Feytaud (21, M^o Saint-Paul)
Tel. 42-71-62-50
LOTTI RINGSTROM
peintures
ERLING JOHANSSON
peintures
du ven. 12h-18h, sam.-dim. 14h-18h
JUSQU'AU 27 MAI, entrée libre

Le Monde
sur minitel
MESSAGES
Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.
3615 TAPÉZ LEMONDE

EXPOSITIONS

La peinture du XVII^e italien à Florence

Pour aborder un siècle difficile

Les expositions ont leur destin, comme les livres. Tantôt le succès immédiat, le coup de vent favorable, suivi bientôt des brumes de l'oubli, les manifestations se succédant si vite ! Tantôt une consommation lente, calculée au volume réduit des entrées, puis, le temps passant, le prestige d'un événement historique. On s'interroge : quand elles étaient moins nombreuses, y avait-il davantage d'expositions mémorables ? Peut-être bien. Nous vivons sous le régime d'un pari « culturel » vague, dont le défaut est de ne savoir évaluer qu'en termes numériques ce qui sépare la bonne exposition de la médiocre. La philosophie de ces grands spectacles reste à faire.

LES présentations récentes de la peinture du dix-septième siècle fournissent un bon terrain de réflexion à ce sujet. Leur succès, si l'on peut dire, fut en France l'exposition des « Peintres de la réalité » due à Charles Sterling en 1934. Un des exemples reconnus de la manifestation qui fait date. Les visiteurs n'ont pas le souvenir qu'il y ait eu grande foule : c'est trente ans plus tard qu'un public immense se précipita vers les tableaux — de Georges de La Tour. Ce n'était pas encore la mode des catalogues volumineux : un répertoire de notices serrées et illustrées suffisait à restituer tout un domaine oublié. On n'est pas sûr d'avoir gagné au change.

Les préjugés du goût commun étant alors — et étant, au fond, toujours — très forts contre l'art dit classique, Paul Jemot et son assistant avaient trouvé un biais efficace pour en renouveler l'approche. La formule fut : l'idée que cet art, que l'on croyait toujours voué au grandiose, avait une prise directe et frémissante sur le quotidien fit son chemin. La redécouverte de Caravage — bonni jusqu'à par presque toute la critique « moderne » — fournit la clé historique du phénomène, et l'on est en 1974, dans le prolongement de la réunion de l'Orangerie, l'importante et parfois bouleversante exposition de « Valentin et les caravagesques français » (réalisée par les pensionnaires historiques de la Villa Médicis). C'était fini : on ne se moquait plus du « ténébrisme » italien — et français — avec ses figures à mi-corps éclairées à la bougie et ses spasmes grimaçants.

La peinture du dix-septième siècle (le Seicento italien) (1) était ainsi lentement ramené à l'attention, grâce à un point de vue privilégié que favorisait, à coup sûr, la familiarité de nos contemporains avec le « close-up » et la « réalité » du cinéma. Mais les choses ne se passent pas si faciles. Dans les panoramas plus larges présentés à Naples en 1983, à Bologne en 1986, la diversité des genres et les conventions de style apparaissent davantage : et l'intérêt qu'on éprouve alors ne se colore pas d'enthousiasme. Finalement, on a converti en janvier



« Judith », de Cristofano Allori (vers 1616. Palais Pitti, Florence).
« Elle tient à bout de bras la tête grise et noire de sa victime. Le bras courbé que c'était là l'autoportrait du peintre, que Judith avait les traits charismatiques de sa maîtresse... »

au Palais Strozzi une *maître du Seicento* florentin, avec plusieurs centaines d'œuvres, jamais réunies, jamais présentées à un large public. Et l'accueil n'a pas du tout été favorable. Ce n'est pas encore cette fois-ci, malgré le savoir raffiné de Piero Bigongiari et l'enthousiasme de Mina Gregori, les noms de Cigoli, de Furini, de Cocco del Bravo, vont entrer dans le souvenir reconnaissant des amateurs. C'est dommage. L'échec mérite réflexion.

On fera la part de la mauvaise disposition du Palais Strozzi, avec son cortège fâcheusement encombré et la monotonie de ses salles. La scénarisation proposée par vagues d'influence qui noie l'œuvre de cha-

que peintre dans des épisodes successifs n'est pas un livre, malgré la forte tendance récente à les confondre. Surtout — c'est là la grande leçon — nous ne pouvons, sans appuis poétiques ou intellectuels, pénétrer dans un mode aussi clos, surchauffé, « introverti », que celui de l'art florentin à l'époque des derniers Médicis. Les points d'accrochage font défaut : mais ils ne manquent pas dans la Florence de Galilée, des ingénieurs, de l'opéra, des poètes. Il régnait toujours dans la ville une veine poétique, tendre, ironique, bizarre, à laquelle les peintres avaient leur part : un lien tout trouvé. L'autoportrait de Lorenzo Lippi, à Trévi

signe, d'un comique incroyable, donne le ton d'un certain humour. Le burlesque accompagne la sophistication, comme toujours. Ce ton gringant, vif et crispé, un Napolitain en a curieusement tiré parti : Salvator Rosa. Il passa dix ans dans la ville, sur invitation officielle. S'il ne parvint pas à vaincre la résistance des Florentins au paysage, le climat intellectuel lui convint si bien qu'il se fit peintre-philosophe, disciple de Diogène le Cynique dans le *Jardin des philosophes*, où il s'approcha de Poussin. Il garda les portraits ostentatoires d'inscriptions vengeresses. Le plus remarquable reste l'*Autoportrait en baret* et avec lunettes, de Londres (National Gallery), et donc absent de l'exposition : on y lit en latin l'inscription : « Fais le silence à moins d'avoir quelque chose à dire qui vaille mieux que toi. » Intéressant propos de peintre, après tout.

Une autre Joconde

Pour beaucoup de ces artistes l'idéal semblait être de déclarer dans une figuration séduisante la vanité de toute chose. Mais pas de la volupté. Elle règne, trouble et comme brillante, dans les toiles pleines de pénombre et d'éclatantes de Furini et de Cocco del Bravo. Pour d'autres, comme G. Martinelli, naturellement grave et robuste, intervient une froideur calculée. Un des tableaux les plus fascinants du début du dix-septième siècle fut à coup sûr la *Judith* de Cristofano Allori. Célèbre dans toute l'Europe, il fut éperdument copié : on compte trente, quarante répétitions qui ne sont évidemment pas du peintre, encore que celui-ci, devant le succès inespéré de son ouvrage, a dû en produire plusieurs versions. G.B. Marino, l'ami de Poussin, écrivait vers 1620 qu'à Paris on se disputait les plus médiocres imitations de ce chef-d'œuvre. Jadis et naguère, les visiteurs allaient rendre hommage à cette toile (au palais Pitti) un peu comme la foule va au Louvre vénérer *Mona Lisa* peinte un siècle plus tôt. Une Florentine à la figure exquise dans un vêtement d'or et de pourpre vous regarde avec une sorte d'insolence ; elle tient à bout de bras la tête grise et noire de sa victime. Le bruit court tout de suite que c'était là l'autoportrait du

peintre, que Judith avait les traits charmants de sa maîtresse et que la vieille servante traditionnelle était tout simplement la mère de celle-ci. Rien du grand discours biblique, mais, comme l'a clairement exposé Marino le poète, l'exaltation de la beauté féminine devant laquelle on succombe. Le tableau d'une idole « gravée dans le souvenir de tous ceux qui l'ont vu » (Balzac).

C'était, avec l'effet rhétorique voulu, une surenchère sur Léonard : la Joconde méduse, cette Judith tue. Toute une exposition pouvait être organisée autour du thème, si conforme à la poésie amoureuse du temps ; le portrait « en décapité » fait naturellement penser au *David* de Caravage, à peu près contemporain du tableau d'Allori. L'érotisme rayonnant de cet âge célébrerait sans scrupule la beauté terrible des femmes en Judith (parfois : Salomé), celle des garçons en David. Le public international d'aujourd'hui qui, après tout, a légitimement besoin d'incitations, n'aurait pas résisté à ces blandices. Et, finalement, ce pourrait être une règle que de faire plein feu sur les prédilections des siècles passés. La bonne exposition est peut-être tout simplement celle qui, grâce à l'art, insinue en nous quelque chose des passions d'autrefois (2).

ANDRÉ CHASTEL

- (1) Il s'agit du Seicento italien (Art à Florence de Ferdinand I^{er} à Cosme III), Palazzo Strozzi (jusqu'au 4 mai).
- (2) Une exposition du dix-septième siècle italien dans les musées de France est prévue au musée du Louvre pour 1988.

DERNIÈRES

Théâtre de la Portelle

UNE ANNEE SANS ETE

CATHERINE ANNE

20 mars / 18 avril

Athènes, printemps de la photographie

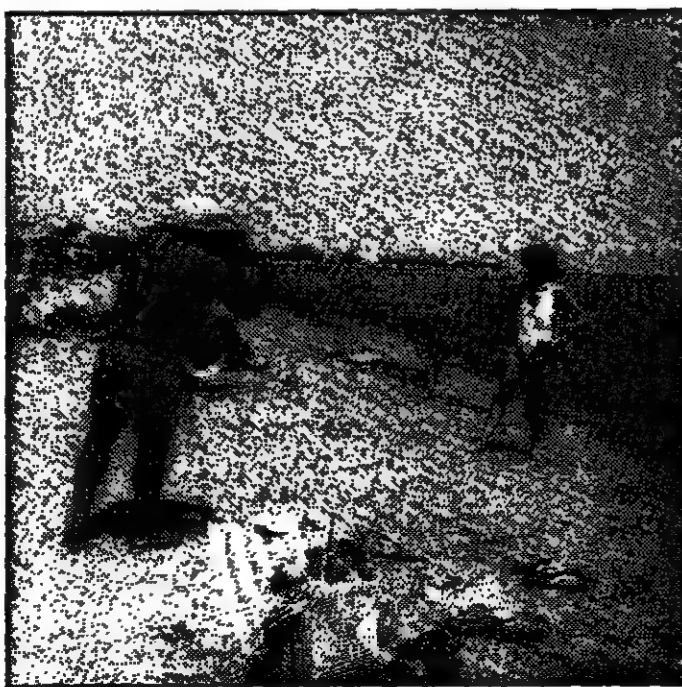
A l'épreuve d'elle-même, la photo grecque révèle sa vitalité. Sous l'Acropole est née la belle idée d'un marché commun de l'image fixe.

INAUGURÉ par Mollina Mercouri, comptant cinquante-trois expositions réparties en vingt-cinq lieux, à l'exemple de Paris, Amsterdam et Barcelone, mais avec un budget nettement moindre (600 000 francs) et sans sponsors, le premier Mois international de la photographie d'Athènes, créé avec deux amis par Stavros Mousakopoulos et conjointement soutenu par l'Etat et la ville, s'est ouvert sous la pluie.

C'est en 1977, avec la parution de *Photografia*, seule revue spécialisée, tirée à 12 000 exemplaires, malgré l'indifférence quasi générale, que la photographie grecque, dont les représentants les plus connus sont Lucas Samaras et Constantin Manos, a réellement pris son essor. L'ambition de cette manifestation biennale est donc double : faire connaître la photographie grecque mais aussi révéler aux Grecs la création photographique contemporaine, en découvrant ses multiples aspects.

Chromos d'amateur et arts appliqués

C'est dans cette optique qu'a été conçu un programme patchwork alléchant, piqué un peu partout et recouvrant nombre d'expositions déjà vues, de Gibson à Bernard-Pierre Wolff (Institut français du Pirée), à « Stars sur la passerelle », Giacomelli, Mirkine et Salgado, mais aussi Ueda et le mode japonaise, de



« Une danseuse qui pose » par Yorgos Depollas (1985).

beaux ensembles américains et hollandais.

Et la photo hellénique ? Sans tradition, en quête d'identité, influençable et surtout active à Thessalonique, elle aborde sans originalité le document social ou le couleur, alterne chromos d'amateur et arts appliqués, réitère le nu, la nature morte et l'image fabriquée. Bref, une photographie qui tâte et admet qu'elle se cherche, comme le prouve une sélection de vingt opérateurs de moins de trente ans, avec toutefois la révélation de Katerina Kaloudis qui, dans sa série sur les enfants, témoigne d'un monde personnel, d'un regard sûr qui fait danser la vie.

D'un tout autre format est le travail de quatre créateurs d'environ quarante ans, tous formés à l'étranger, réunissant deux cents œuvres dans le blanc-sein néoréaliste du Centre des arts. Dans le veinage de Koudelka, John Derron, jouant du contraste et du brouillard, traite des scènes populaires traditionnelles et, par une observation détaillée du paysage en friche, marque visuellement son refus de penser les meurtrissures du passé. Cette approche subjective nourrit aussi la lecture que donne du bord de mer et surtout de la ville Kostas Antoniadis, prix Air France 84. Prenant le ciel comme cycle, les silhouettes isolées perçues à contre-jour se retrouvent

incrustées sur des panneaux d'affiches, écran et miroir, où se mire le visage stylisé d'une civilisation qui s'effrite.

Porté par une même méditation sur l'environnement, c'est d'un œil sévère que Nikos Panayotopoulos agrafe en couleurs les sujets dans leur cadre de vie, des internés en asile au réalisateur Angelopoulos. Cette vision peu flatteuse de la Grèce aujourd'hui trouve son apogée dans la superbe série des baigneurs, tirée sur papier perimé par Yorgos Depollas. Dans d'énormes gris bleus, créent un climat onirique d'où est banni tout folklore, la plage est capotée tel un lieu de menace et d'absolue solitude, nimbée d'une mélancolie que tempèrent la tendresse et l'humour.

Réunir des forces dispersées

Ancré dans le réel, cet ensemble homogène, critique, antiformaliste et visuellement réfléchi, offre par son isolement même un reflet vrai de la situation de la photographie en Grèce. Par ses querelles, il atténue les défauts d'une organisation sympathique mais inexpérimentée et parfois déficiente. Et cela d'autant plus que, sitôt revenu le soleil, c'est à Athènes, lors d'un imposant symposium, qu'a soudain jailli, lumineuse, l'idée de réunir des forces jusqu'ici dispersées. Et d'accomplir en commun, de Paris au pied du Parthénon, le premier pas vers un Mois européen de la photographie.

PATRICK ROEGERS.

* Mois international de la photographie, à Athènes, jusqu'au 15 mai, catalogue en grec uniquement, 234 p., 45 F.

VO : MARIGNAN CONCORDE PATHE - USC MARITZ - FORUM HORIZON - USC DANTON
VF : IREX - PARNAMENTI SPESA - USC MONTFAURASSE - GALANOTI PARNASS
MISTRAL - USC ROBERT - QUAY PATHE - USC DANC DE LYON - HELLIS VILLAGE
Nécessaire : VIREMILLES Oxyne - QUAY Les Villes - SAINT-GERMAIN CEZ
LA DEFENSE 4 Temps - ARGENTEUR Gomme - COLOMBES Club
BELLE-ÉPINE Pathé Thiers - VITRY les 3 Robespierres - MARIE-LE-VALLEE Arrol
GRETEL Arrol - LE BOURGET Arrol - AULNAY Parkwood - VIRY-CHATILLON Calypso
MIL-ADAM Cines - ANNEES Triplex

Les Géants sont de retour...

KIRK DOUGLAS

BURT LANCASTER

COUP DOUBLE

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Sauf mardi, de 12 h à 22 h : sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche (42-77-12-33).

PARLEZ-VOUS FRANÇAIS ? Galerie de la RFI. Jusqu'au 11 mai.

HANS HOLLEIN. Rétrospective d'architecture des années 50 à nos jours. CCI. Jusqu'au 8 juin.

OBSERVATOIRE BANLIEUES N° 2. Sculpture de l'artiste, Copenhague 34, Grand Foyer. Entrée libre. Jusqu'au 27 avril.

STUDIO TOTEM ET MUSÉO-SIGN. CCI. Mezzanin Nord. Jusqu'au 18 mai.

MIES VAN DER ROHE ET SES DISCIPLES 1886-1969. CCI. Entrée libre. Jusqu'au 15 juin.

DESSINS AUTRICHIENS DANS LES COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 7 juin.

PINA BAUSCH. Photos de G. Delvaux. Petit Foyer. Jusqu'au 27 avril.

MAISON EN L'AN 2010. Atelier des Enfants. Jusqu'au 29 juin.

NOUVELLES TENDANCES : les avant-gardes de la fin du XX^e siècle. La mutation des styles. Galerie de CCI. Jusqu'au 8 septembre.

CARTE BLANCHE A YONA FISCHER : Musée d'Art Moderne. Jusqu'au 24 mai.

CARTE BLANCHE A LA SOCIÉTÉ DES AMIS DU MUSÉE NATIONAL D'ART MODERNE : Jean-Charles Blais. Galeries contemporaines (RDC Mezzanine). Jusqu'au 24 mai.

CARTE BLANCHE A L'ASSOCIATION DES AMIS DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU : 16 artistes exposent. Galeries contemporaines (RDC Mezzanine). Jusqu'au 24 mai.

LES COURTIERS DU DÉSIR. (Voir ci-dessus.) Jusqu'au 24 mai.

Musées

MUSEES DU NORD : La peinture scandinave (1885-1905). Musée du Petit Palais, avenue Winston Churchill (42-63-12-73). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 17 mai.

LE TROISIEME CIEL DE JACQUES-HEMERY LARTIGUE. Photographies en relief. Grand Palais, avenue Winston Churchill (42-63-12-73). Sauf mardi et mercredi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 25 mai.

COSTUME-COUTUME. Jusqu'au 15 juin. THERIAK MOTUS. Naples. Troubadour de terre. Entrée place Clemenceau. 18, rue de Paris (42-63-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi : 18 F ; BRESIL ARTS POPULAIRES.

Grand Palais. Entrée : place Clemenceau. Jusqu'au 18 mai.

COMMENT PEINDRE LA JOCONDE. Salons des Indépendants. Grand Palais. Avenue Winston Churchill (42-63-12-73). Tous les jours de 10 h à 19 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 3 mai.

DESSINS FRANÇAIS DU DÉBUT DU XVIII^e SIÈCLE DE WATTEAU A LEMOYNE. Musée du Louvre. Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 1^{er} juin.

SUBLEYRAS (1699-1749). Musée du Louvre. Pavillon de Flore (42-60-39-26). Sauf mardi, de 9 h à 17 h. Jusqu'au 26 avril.

DOMELA. Sculpture-cinq ans d'abstraction. Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (42-72-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; le mercredi jusqu'à 20 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 mai.

LES MACHINES SINGULIÈRES DE PIERRE ANDRÉS. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 26 avril.

DAN GRAHAM, SOL LEWITT, VLADIMIR SKODA. ARC Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 19 avril.

JAN SAUVAGE. Photographies 1963-1966. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 10 mai.

LE MOUVEMENT. Présenté par la CNP. Jusqu'au 16 mai ; HIPPOLYTE BAYARD. Naissance de l'usage photographique. Paul Nadar au Tournaï. Jusqu'au 31 mai. UN SI GRAND AGE. Jusqu'au 4 mai. LE TEMPS D'UN MOUVEMENT. Jusqu'au 8 juin. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (42-72-36-33). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

L'ARCHE DE NOÉ. Jusqu'au 3 mai. DANIEL BURIN. Comme les autres. Jusqu'au 26 avril. ERONANDO COLORETTI. Le conseil des diables. 11 mai. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; dimanche de 11 h à 18 h.

MARREES DE RODON. Collection de Musée. Musée Rodin, 77, rue de Varenne (42-60-31-34). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 45. Entrée : 15 F. Jusqu'au 31 mai.

HOMMAGE A CHRISTIAN DIOR. 1947-1957. Musée des arts de la mode. 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). Sauf lundi et mardi, de 12 h 30 à 18 h ; le dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Tarif réduit : 18 F. Jusqu'au 4 octobre.

LONDRES A LE TICKET. 30 ans d'histoire. Musée de la ville de Paris. 18, rue de Paris (42-63-12-73). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; le mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F ; le samedi : 18 F ; BRESIL ARTS POPULAIRES.

VOYAGEURS. En delire. Sculptures d'Angers. 16, rue de Rivoli ; Peyrol. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-53-31-70). Jusqu'au 17 mai.

GRAFFITI MARINS DU VAL DE SEINE. Musée de la marine, palais de Chaillot (45-53-31-70). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 avril.

"L'ILLUSTRATION". UN SIÈCLE DE VIE PARISIENNE. Jusqu'au 26 avril ; RODOLPHE HAMMAD. De marches en marches. Jusqu'au 17 mai. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40.

REMBRANDT. Les étapes de la création. Bibliothèque nationale, 58, rue de Richelieu (42-63-81-26). Galeries Mazette et Mazarin. Tous les jours, de 10 h à 19 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 3 mai.

FRANÇOISE GIMENEZ. Bibliothèque nationale. Galerie Colbert, 4, rue Vivienne, 6, rue des Petits-Champs (42-63-81-26). Sauf dimanche, de 12 h à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au 18 avril.

L'ART ET LE TIMBRE. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). Sauf dimanche et jours fériés, de 11 h à 17 h. Jusqu'au 9 mai.

PALAMARINO RUCESAC. Galerie expérimentale. Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Carion (40-05-72-72). Mar. jeu., ven., de 10 h à 18 h ; sam., de 12 h à 21 h ; sam. et dim., de 12 h à 20 h. Entrée : 30 F.

ELEPHANTILLAGES. Jardin d'Acclimatation. Bois de Boulogne (47-47-47-66). Tous les jours, de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 octobre.

Centres culturels

MATISSE. Le rythme et la ligne. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais (42-60-34-57). Tous les jours de 10 h à 19 h. Jusqu'au 10 mai.

ISTANBUL. LUMIÈRES SUR LA VILLE. Idéologie à travers l'architecture turque. Ecole nationale supérieure des beaux-arts, Chapelle des Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte (42-60-34-57). Sauf mardi et le 30 avril, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 3 mai.

RAFAEL CANOGAR. Rétrospective 1949-1967. Paris Art Center, 36, rue Fagouier (43-22-39-77). Jusqu'au 30 avril.

WEEGEE. New-York 1935-1960. Espace photographique de Paris, 4, Grande-Gallerie (42-66-57-59). Jusqu'au 16 mai.

PREMIERS TEMPS CHÉTIENS EN GAULE MÉRIDIONALE. III^e-VII^e siècle. Pavillon des arts. Les Halles. Terrasse Rambuteau. Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 28 juin.

TABLEAUX FLAMANDS ET HOLLANDAIS DU MUSÉE DES BEAUX-ARTS DE BRUXELLES. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-45-99). Sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

MIRIAM CAHN. Centre culturel suisse. Salle des arts plastiques, 36, rue des

France-Bourgeois (42-71-44-50). Jusqu'au 26 avril.

PICHA. Centre Wallonie-Bruxelles. 7, rue de Venise (42-71-26-16). Jusqu'au 8 juin.

RÉALITÉ ET FANTASIE DANS LA PEINTURE NAPOLEONNE DU XVIII^e AU XIX^e SIÈCLE. Institut culturel italien, 50, rue de Varenne (42-22-12-78). Sauf dimanche, de 9 h 30 à 13 h et de 15 h 30 à 19 h ; le samedi de 9 h 30 à 13 h. Jusqu'au 30 avril.

COUVERTURE DE PREMIÈRE. Hall du CNAP, 27, avenue de l'Opéra (42-61-36-16). Sauf samedi et dimanche, de 12 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 24 avril.

ABSTRACTIONS AU ROYAUME DES BELGES. Fondation Desper, 50, avenue Victor-Hugo (45-00-01-50). Sauf dimanche, de 11 h à 19 h. Jusqu'au 16 mai.

L'ARTISTE ET SON DESSIN. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-45-99). Tous les jours, sauf lundi, de 13 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

R. E. GILLET. Rétrospective. Centre national des arts plastiques, 11, rue Dervy (43-40-50-55). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 19 avril.

LES JOYAUX DES RUES. Rétrospective des plaques émaillées françaises. Bibliothèque Forney. Hôtel de Sens, 1, rue du Figeac (42-78-14-60). De mardi au samedi, de 13 h 30 à 20 h. Jusqu'au 23 mai.

PICNONS SUR RUES. Salon d'accueil de l'Hôtel de Ville, 29, rue de Rivoli. Sauf dim. et fêtes, de 9 h 30 à 18 h. Entrée gratuite. Jusqu'au 16 mai.

Galeries

GEORGES POMPIDOU. Un homme de culture. Artcurial, 9, avenue Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 9 mai.

PAYSAGES CONTEMPORAINS. Galerie By Brachot, 35, rue Guédon (42-64-21-00). Jusqu'au 2 mai.

CORPS ÉTRANGERS. Bruce Nauman, Gino Padell, Niele Toroni. Galerie Yves Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-32). Jusqu'au 22 avril.

HOMMAGE A MAILLOL. Galerie D. Vierry, 34, rue Jacob (42-60-23-18). Jusqu'à fin mai.

HYUNSOO CHOI ; CLÉMENT BERNSTEN. Galerie Miroslav Lefebvre, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 25 avril.

CLAUDE NORTI ; EDOUARD BOURBON. Galerie Miroslav Lefebvre, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 25 avril.

HERVÉ ET RICHARD DE ROSA. Galerie Miroslav Lefebvre, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 25 avril.

BRUNO SCHMIDT. Dessins et sculptures ; DESHINS (2. Artéfacts). 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 25 avril.

ALEXANDRE CECCARELLI ; LAURENCE VIGAN. Galerie C. Cartwright, 36, rue des Archives (48-04-86-86). Jusqu'au 2 mai.

JOHN BATHO. Galerie Zabratka, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 13 mai.

BAZAINE. Maeght Edition, 36, avenue Matignon (43-62-28-18). Jusqu'au 15 mai.

BERNARD. Galerie Franka Beron, 37, rue de Saint-Sabin (43-55-31-93). Jusqu'au 9 mai.

JEAN-PAUL CHAMBAIS. Espace de la Mémoire. Galerie Krief-Raymond, 30, rue Mazurine (43-29-32-37). Jusqu'au 31 mai.

CIESLEWICZ. Pas de nouvelles, bonnes nouvelles. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Grégoire (43-26-85-31). Jusqu'au 16 mai.

CORDESSE. Galerie Cingras, 46, rue de l'Université (42-96-69-77). Jusqu'au 23 avril.

ENZO CUCCHI. L'ombre verte. Sculpture installée. Galerie Cingras, 46, rue de l'Université (42-96-69-77). Jusqu'au 23 avril.

ERIK DALBIS. Galerie Montmay, 31, rue Mazurine (43-54-85-30). Jusqu'au 26 avril.

MICHEL DELABORDE. voyage pour les nomades du réve. FNAC Ecole, 26, avenue de Wagram. Jusqu'au 25 avril.

HELENE DELPRA. Galerie Adrien Maeght, 42-46, rue de Bea (45-48-43-15). Jusqu'au 8 mai.

BERNADETTE DELRIEU. Galerie aller, 15, rue Keller (47-00-41-47). Jusqu'au 12 mai.

DE FOREST. Galerie Darthez Speyer, 6, rue J.-Calot (43-54-78-41). Jusqu'au 16 mai.

ANNE GRAMAIN. Galerie Boudoin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 16 mai.

JAMES HAVARD. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 28 mai.

JACQUES HEROLD. Galerie Patrice Trignac, 4, rue des Beaux-Arts (46-34-15-01). Jusqu'au 30 avril.

JIMENEZ-BALAGUER. Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 9 mai.

IVAN KAWUN. Œuvres de 1950 à 1962. Galerie Arnaud, 27, rue Guédon (46-33-04-66). Jusqu'au 25 avril.

ALEXIS DE KERMOAL. Galerie Lacourrière-Fridan, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-05-30). Jusqu'au 2 mai.

JURGEN KLAUKE. Galerie Rama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 9 mai.

THOMAS KOVACHEVICH. Galerie Faridh Cadot, 7, rue des Archives (42-78-08-36). Jusqu'au 29 avril.

LEFFREN. Galerie Franka Beron, 11, rue de l'Écluse (43-25-52-73). Jusqu'au 30 mai.

LEURA. Galerie Suisse de Paris, 17, rue Saint-Sulpice (46-33-76-58). Jusqu'au 9 mai.

RICCARDO LICATA. Galerie Carli, 51, rue de Lappe (47-00-79-28). Jusqu'au 2 mai.

PIERRE MARAVAT. Différence. Galerie Beau Lézard, 7, rue Pecqueur (42-77-72-77). Jusqu'au 29 avril.

TAKASHI NARAHARA. Galerie D. Ranc, 196, boulevard Saint-Germain. Jusqu'au 21 avril.

DOMINIQUE NIGAY. Instantané, sens. Galerie Segnier, 10, rue Segnier (43-25-73-23). Jusqu'au 25 avril.

DENIS OFFENHEIM. Galerie Yves Lambert, 4, rue Grenier-Saint-Lazare (42-71-04-03). Jusqu'au 22 avril.

ERIC ORR. Galerie Georges Lavrov, 42, rue Beaumont (42-72-71-19). Jusqu'au 10 mai.

MELIK OUZANI. Peintures et sculptures. Galerie l'Art-et-la-Paix, 35, rue de Clichy (48-74-35-86). Jusqu'au 25 avril.

JEAN-LUC PARANT. Galerie M. Paccard, 3, rue Jacques-Cadot (40-46-03-08). Jusqu'au 2 mai.

EDOUARD PIGNON. Aquarelles, rétrospective. Galerie Beaumont, 21, rue de Beaumont (43-71-20-50). Jusqu'au 28 avril.

GILLES PLAZI. Galerie d'art internationale, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 2 mai.

JACQUES POLE. Galerie du Roi-de-Sicile, 30, rue du Roi-de-Sicile (40-27-07-27). Jusqu'au 25 avril.

JEAN-MARIE QUENEAU. Galerie Jean Peyron, 14, rue de Sévigné (42-77-74-50). Jusqu'au 11 mai.

FRANÇOIS ROUAN. Galerie Daniel Tampion, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Jusqu'au 22 avril.

ROUGE-MONT. Galerie Pascal Gabert, 80, rue Quincampoix (48-04-94-84). Jusqu'au 30 avril.

SAINT CRICQ. Reliefs, assemblages. Galerie Convergences, 39, rue des Archives (42-77-45-87). Jusqu'au 22 avril.

SOULAGES. Essai-forces. Photographies. Artcurial, 9, avenue Matignon. Jusqu'au 25 avril.

HENRI SPATZ. Galerie Nicole Ferry, 37, rue de Grande-Armée (46-33-52-45). De mardi au samedi (48-04-94-84). Jusqu'au 30 avril.

MARTIN SZERELLY. on le commencent d'une œuvre. Galerie Neote, 25, rue de Renard (42-78-91-83). Jusqu'au 3 mai.

FERNAND TEYSSEIER. Galerie l'Œil de Renard, 28, rue Quincampoix (42-78-36-66). Jusqu'au 30 avril.

GHISLAINE VAPPÉREAU. Beaux-arts. Galerie A. Candau, 17, rue Keller (43-38-75-51). Jusqu'au 2 mai.

JEAN-LUC VINCENTE. Galerie Polaris, 25, rue Michel Le Comte (42-72-21-27). Jusqu'au 25 avril.

HAROLD VLUGT. Galerie Niki Dasso Margard, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Jusqu'au 16 mai.

YVONNET. Cœm montable. Galerie Berggren et Cie, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Jusqu'au 9 mai.

En région parisienne

CORBEIL-ESSONNES. Michel Gérard. Centre d'art contemporain Pablo

Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-80-00-72). Jusqu'au 27 avril.

LA DÉFENSE. Musées bretons. Studio 6, 143, passage Henri-Régis. La Défense 6 (jusqu'au 12 mai).

IVRY-SEINE. 6^e Bourne d'Art Monumental. Centre d'art contemporain, 93, avenue G. Gossat (46-70-15-71). Jusqu'au 24 mai.

JOYE-EN-JOSAS. Shirley Jaffe. Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture (39-56-46-46). Jusqu'au 3 mai ; La fête et les jeux en salle de Joye. Musée Oberkampf, château de Montebello. Jusqu'au 2 juillet.

MARLY-LE-ROI. Hommage à Peter Felder. Institut national d'éducation populaire. Val-Flory, rue Paul-Lévy (39-56-49-11). Jusqu'au 22 avril.

MEAUX. Claude Lévêque. Musée de la Ville de Meaux. Salle des Symphonies. Ancien palais épiscopal (64-34-84-25). Jusqu'au 31 mai.

MONTREUIL. Théophile Alexandre Steiner. Rétrospective 1865-1922. Centre des Expositions, esplanade Beaudouin-Frédéric. Jusqu'au 31 mai.

NEUILLY-SUR-MARNE. L'Anarche. Art brut. Atelier de Gargoy. Château de Guisa, 39, avenue du Général-de-Gaulle (43-09-62-73). R.N. 34. Jusqu'au 13 septembre.

PRESELES. Ouverture de huit salles (Sculpture, Vitrail, Ciselure, etc.). Musée d'Art contemporain Prince Murat. Château de Noirmont (34-70-36-48). De 18 avril au 12 octobre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Piccadilly. Centre de la France. Œuvres et des derniers Romains. Musée des Antiquités nationales (34-51-53-45). Jusqu'au 1^{er} juin.

SEVRES. Porcelaines de Sevre au XIX^e siècle. Musée national de céramique, place de la Manufacture (45-34-99-05). Jusqu'au 31 août.

VIGNY. La mosaïque de la préhistoire au Moyen Âge. Musée archéologique départemental du Val-d'Oise. Guiry-Vodin (34-67-45-07). Jusqu'au 2 août.

VILLEJUIF. Culture Saunière. Le temps du regard. B. Cozzari. 15, rue de la République. D. Naudin. Hôtel Paul-Brousse, 14, rue Paul-Vaillant-Couturier (42-66-19-79). Jusqu'au 20 juin.

En province

ANTHÈS. Jean-Michel Miné. Château Grimaldi, musée Fleuret. Jusqu'au 10 mai.

AYGNON. François Gilot. Toiles. École nationale des Beaux-Arts. Salle de Théologie. Jusqu'au 1 mai.

BORDEAUX. Robert Combes. Collection de l'ARC Musée. Châta d'œuvres de quatre artistes. Entrée libre. Rue Foy (56-46-16-35). Jusqu'au 25 avril.

CAEN. L'œuvre de l'artiste de l'œuvre au XVIII^e siècle dans la collection Musée. Musée des beaux-arts, dans l'ancienne du château. Jusqu'au 24 avril.

CALAIS. Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue Richelieu (21-97-99-00). Jusqu'au 5 mai ; Dix Ans d'Art Contemporain, place de l'Ancre-Police, 13, boulevard Gambetta (21-36-27-40).

CHAMBERY. Tapis 1965-1967 : Arte povera. L'art provençal dans les collections publiques provinciales. Musée d'art et d'histoire. Jusqu'au 11 mai.

DIÉPPE. Jacques Desbamps. Châta-Musée, rue des Châta (35-84-19-76).

DIJON. Le vitrail en Bourgogne, miroir du monde. Musée des Beaux-Arts, place des États de Bourgogne, place de la Sainte-Chapelle (80-31-11). Jusqu'au 3 mai.

GRAVEL

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

WOYZECK, Espace Marais (42-71-10-19), 20 h 30 (15).

ANTICONS, Madeleine (42-05-57-09), 21 h (18).

MÉPHISTO, Boulogne, TSB (46-03-60-44), 20 h 30 (21).

PARTAGE DE MIDI, TEP (43-63-20-66), 20 h 30 (21).

CHOUCEURON DANS UN BOUDOIR TURC, Petit Odéon (43-25-70-32), 18 h 30 (21).

HORS PARIS

BESANCON, Les Châlières de la Table ronde, le Grand par Denis Llorca et le Centre dramatique de Franche-Comté (81-88-55-11), du 17 avril au 20 mai.

Les salles subventionnées

(Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

OPÉRA (42-47-57-50), mar. et jeu. à 19 h 30 ; Monteparg, de M. Landowski ; sam. lun. et mar. à 19 h 30 ; Elektra, de R. Strauss.

SALLE FAVART (42-56-06-11),

Couvert : mar. jeu. et ven., à 19 h 30 ;

Spécialité Stravinski.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15),

lun. à 14 h 30, mar. à 20 h 30 ;

Polyeucte ; mer. et dim. à 14 h 30, lun. à

20 h 30 ; Tercet, mer. et dim. à

20 h 30 ; Esther.

CHAILLOT (42-27-81-15), Grand Théâtre,

répétition jusqu'au 24 avril ; Théâtre

Géral : répétition jusqu'au 30 avril.

ODÉON-COMÉDIE-FRANÇAISE (43-25-70-32), (lun.), à 20 h 30 ; dim. à 15 h ;

Théâtre de l'Éclat, d'après Dostoïevski.

PEIT ODÉON (43-25-70-32), mar., à

18 h 30 ; Crucifixion dans un boudoir

tard, de Jean Giraudoux.

TEP (43-64-30-30), mar., à 20 h 30 ;

Partage de midi.

BEAUBOURG (42-77-12-33) (mar.),

Débat-revue ; mar. à 20 h, collo-

que : La mutation des styles (partici-

tion d'Umberto Eco, Pierre Boulez et Bernard Cysner) ; à 18 h 30, sur Clélie, les contemporains, mar. et ven. : rencontre avec les artistes de l'exposition « Les courants du désordre » ; jeu. à 20 h, colloque : La mutation des styles (débat de clôture) ; Clélie-vide : vidéo-informations (mar.), à 13 h : La mort en Californie, de J.-P. Férus, D. Garay ; 16 h : Héros Trialet : la Terre, son visage, de J.-L. Préfont ; 19 h, Les sentiers de la violence, de J. Viscarra, de M. Goussier ; Vidéo-musique (mar.) : à 13 h : Clélie, de L. Bédin ; 16 h : Les hauteurs du Machi-Picchi, de R. Sepulveda ; 19 h, Così fan tutte, de Mozart ; Concerto-spectacles : sam., à 15 h : Atelier musique et micro-informatique.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-83), Drame : Ballet du XX^e siècle/M. Béjart ; mar., jeu. ven., sam., mar. à 20 h 30 ; dim. à 15 h ; Malraux, ou la métamorphose des dieux ; mer. à 18 h 30 ; Jeunes chorégraphes du Ballet du XX^e siècle : programme autour de Debussy.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77),

Drame : Pina Bausch (Tanztheater de Wuppertal) ; mer. ven., sam. à 20 h 30 ;

Coburg ; mer. à 20 h 30 ; Konradlof.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34) (jeu.), 20 h 30 ; lun. à 19 h 30 ;

dim. à 16 h, Britannicus, de Racine.

MAISON DES CULTURES DU MONDE (43-44-72-30), répétition jusqu'au 11 mai.

Les autres salles

AMATEURS DE PARIS (43-66-12-17) (D. L.), 20 h 30 ; Transport de femmes.

ANTOINE (42-08-77-71) (D. soir, L.),

20 h 30, sam. 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 ; Harold et Maude.

ARLEANS (43-36-19-70) (D. soir, L.),

20 h 30, mar. dim. 17 h ; Zé, ou l'homme qui ne peut pas d'aller ?

ARLEQUIN (42-89-43-22) (D. L.),

20 h 45 ; Voyages de Marco Polo.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h ; Adorables

jeunes.

ATELIER (46-06-49-24) (D. soir, L.),

21 h, dim. 15 h ; Le Malade imaginaire.

ATHÉNÉE (47-43-67-27) (D. L.),

20 h 30, mar. 19 h ; Hérode Gadab : Salla C-Bédier, mar. à 20 h, collo-

que : La mutation des styles (partici-

BASTILLE (43-57-42-14) (D. soir, L.),

21 h, dim. 17 h ; Une année sans 66, dern. le 18.

BOUFFES-PARISIENS (42-96-60-24) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h 30 et

21 h 30, dim. 15 h 30 ; Le Tournevis.

CARTOUCHE, Théâtre de la Tempête (43-28-36-36) (D. soir, L.), 20 h 30,

dim. 16 h ; Alexandre le Grand.

CITHEA (43-57-99-26), le 16 à 20 h 30,

les 17, 18 à 20 h 30 et 22 h 30 ; Les

Blancs.

COMÉDIE-CALMARTIN (47-42-43-41) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 ;

Reviens dormir à l'école.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-08-24) (D. soir, L.), 20 h 30,

dim. 17 h 30 ; Paris de caetera.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11) (D. soir, L.), 21 h, sam. 17 h, dim. 15 h 30 ;

Beau Rêve.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 ;

Oriente Occident.

DÉCHARGEUR (42-26-47-77) (D. soir, L.),

18 h 30, dim. 15 h ; Sédulo ; (D. L.),

19 h ; Verdun-Péage ; jeu. ven., sam. dim. 20 h, dim. 17 h, mar., mer.

20 h ; Nos hommes nous Emily.

DIX HEURES (42-64-35-90) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 16 h ; Maman, donne-moi

un Engis, j'ai fait une machine ; 22 h 15 ;

Le Complexe de la carotte.

18-THÉÂTRE (42-26-47-77) (D. soir, L.),

Mar., 20 h 30, dim. 16 h ; The show

must go on.

EDOUARD-VII (47-42-57-49) (D. soir, L.),

20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ; Les Cléments.

ESCALIER D'OR (voir Th. subvention-

nées).

ESPACE ACTUEL (42-33-50-00) (D. L.,

Mar.), 21 h ; Les trains sans gare.

ESPACE KIRON (43-73-50-25) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 17 h ; Juliette on la

Méliebelle.

ESSAÏON (43-74-46-42) (D. soir, L.),

19 h, dim. 15 h ; Le Festival du cannibale ;

21 h ; le Sourire est sous la pluie, II. (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 17 h ; L'Amour

est un blason bionique.

FONTAINE (48-74-74-40) (D. soir, L.),

20 h 30, sam. 17 h, dim. 15 h 30 ; Un

beau salaud.

GALLERIE 55 (43-26-63-51) (D. L.),

19 h ; Sir Gawain and the Green Knight ;

21 h ; Master Harold and the Boys.

GRAND EDGAR (43-20-50-09) (D. L.),

20 h 30, sam. 18 h 30 ; 22 h ;

Poésie de crabe.

GRAND HALL MONTROUGE (42-96-04-06) (D. soir, L.), 20 h 45, dim.

18 h 30 ; Des orchidées au clair de lune.

GUICHET-MONTMARTRE (43-27-63-03) (D. L.), 19 h ; Paul Léonard, ou

le vieil homme et le pacha ; (D. L.), 21 h ; Fleurs

de papier.

GYMNASE (42-46-36-37), 20 h 30 ; Cycles

Mollère.

HUCHETTE (43-26-38-89) (D. L.), 19 h ; la

Châlière des dieux ; 20 h ; le Léop ;

21 h 30 ; Sports et divertissements.

LUCERNAIRE (43-44-57-34) (L.),

1 : (mar. le 19), 19 h 30 ; Bandolero ;

21 h 15 ; Mol, Mol et Mol, II ; 20 h ; la

Petit Prince.

MADRIENNE (42-04-67-09) (D. soir, L.),

21 h, dim. 15 h 30 ; Antigone. A partir

du 18 : Dieux et Dieux.

MARAS (42-78-03-53) (D. L.), 20 h 30 ; la

Comédie sans titre.

MARIE-STUART (43-08-17-80) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 15 h 30 ; Vie d'A-

Colin ; (D. L.), 22 h ; Un escargot.

MARIGNY (42-56-04-41) (D. soir, L.),

20 h, dim. 16 h 30 ; Kora. Petite salle

(42-25-20-74) (D. L.), 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h ;

Caligula ; (D. L.), 22 h ; L'Idiot.

MATHURINS (42-65-90-00) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 15 h 30 ; l'Idiot.

MICHEL (42-65-35-02) (D. soir, L.),

21 h 15, sam. 18 h 45 et 21 h 40, dim. 15 h 30 ;

Pyrénées pour sûr.

MICROPHONES (47-43-95-32) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 15 h, sam. 18 h 30 et 21 h ;

Douglas MacArthur.

MOGADOR (42-85-28-80) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 14 h 30 ; Cabaret.

NOUVEAUTES (47-70-52-76) (D. soir, L.),

20 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ;

Mais qui est qui ?

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (43-31-11-99) (D. soir, L.), 20 h 45 + le 15 à

14 h 30, dim. 15 h 30 ; Don Juan (dern. le 18).

ŒUVRE (42-74-42-32) (D. soir, L.),

20 h 45, dim. 15 h ; Léopold le Bleu-Ainé.

PALAIS-ROYAL (42-97-59-81) (D. soir, L.),

20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 ;

L'Amour-général.

POCHE (45-48-92-97) (D. soir, L.), 21 h,

dim. 17 h 15 ; la Belle Famille.

POTINIERE (42-61-44-16) (D. soir, L.),

20 h 30 ; Journal d'un curé de campagne.

RENAISSANCE (42-08-18-50) (D. soir, L.),

21 h, dim. 15 h 30 ; le Nouveau Tes-

talement.

ROSAULT-THÉÂTRE (42-71-30-20) (D. L.),

21 h ; Rose (dern. le 18).

SAINT-GEORGES (48-78-63-47) (D. soir, L.),

20 h 45, sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h ;

les Soins de Lolo.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-35-10) (D. soir, L.), 19 h 30, dim.

14 h ; Voyage au bout de la nuit ; (D. soir, L.),

21 h, dim. 15 h 30 ; le Pool en

café.

TAC STUDIO (43-73-74-47) (D. L.,

Mar.), 20 h ; la Double Inconstance.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), lun.,

mar., sam. 20 h 30, dim. 15 h ; Antigone ;

lun. ven., 20 h 30, sam. 22 h, dim. 17 h ;

l'Écume des jours ; sam. lun., mar. 20 h 30,

dim. 17 h ; Huis clos ; mer. 20 h 30 ;

Malraux et Valéry.

TH. D'EDGAR (43-22-11-02) (D. L.),

20 h 15 ; les Babes dantes ; 22 h + sam. 23 h 30 ;

Nous on fait ça on nous dit de

faire.

TH. GÉVIN (42-46-84-47) (D. L.),

20 h 30 ; l'Œuvre.

TH. DE L'ÉLITE-ST-LOUIS (46-33-44-65),

mer. jeu. 20 h 30 ; le Scorpion.

THÉÂTRE 13 (45-88-16-30) (D. soir, L.),

20 h 30, dim. 15 h ; la Piste.

TH. FOUR CEUX QUI N'Y VONT PLUS (43-54-78-36), ven. 20 h 30,

sam. 15 h, dim. 15 h ; Paroles sans ou

simon à Paris en deux actes.

TH. PARES-VILLETTTE (42-03-02-68) (D. soir, L.),

21 h, dim. 16 h 30 ; Conver-

sation après un enterrement.

TH. DE LA PLAINE (42-80-15-65) (D. soir, L.),

20 h 30 ; le Rêve et le Réveil ; 17 h ;

la Ville blanche, le Rêve et le Réveil ;

17 h ; R. de Gloucester, les 15, 16, 17 et

18 h 30 ; Je m'entendais toujours à

l'épisode de la vache.

TOURTOUR (48-87-82-48) (D. L.),

20 h 30 ; Les préjugés vains ; 22 h 30 ;

Assez de la vache.

TRISTAN-BERNARD (43-22-06-40) (D. L.),

20 h 30 ; l'Amnésique.

VARIÉTÉS (42-33-09-92) (D. soir, L.),

Un petit voyage à deux ça peut changer la vie d'un couple.



PROFFS
Etabli. Plateau plaqué,
bouleau non traité 120 x 60.
Piètement en acier laqué
rouge vif.

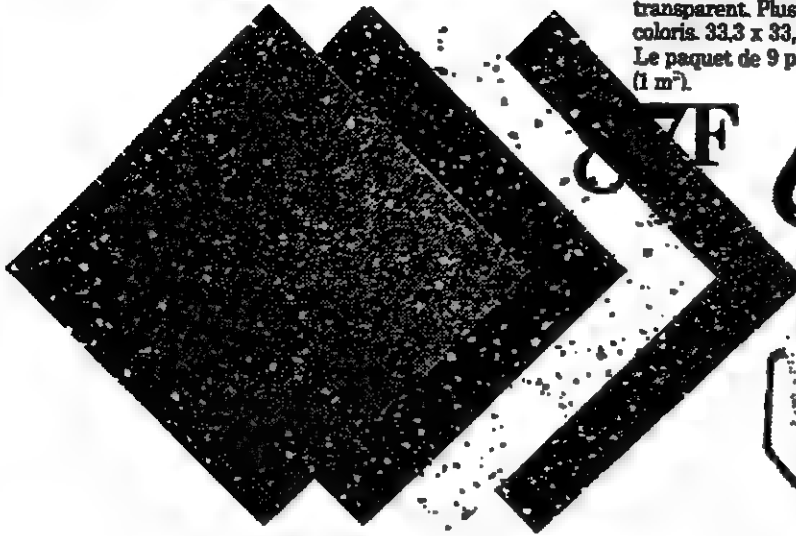
LINA
Dalles de sol. Plastique
autocollant revêtu PVC
transparent. Plusieurs
coloris. 33,3 x 33,3 cm.
Le paquet de 9 pièces (1 m²).

BESSEN
Couteau à moquette.

590F

NIVÁ
Dalles de sol. Plastique
autocollant revêtu PVC
transparent. Plusieurs
coloris. 33,3 x 33,3 cm.
Le paquet de 9 pièces (1 m²).

78F



ILERO
Dalles de sol. Liège revêtu
PVC transparent.
Le paquet de 11 dalles (1 m²).



158F

LUC
Escabeau 2 marches,
laqué noir.

125F

BRA
Plateau, panneau
de fibre sur cadre en
aggloméré. Non traité.
Epaisseur 40 mm.
194 x 82 cm.

310F



URBAN
Tréteau en bois massif non
traité. Largeur 70 cm,
hauteur 68 cm.
35F la pièce.



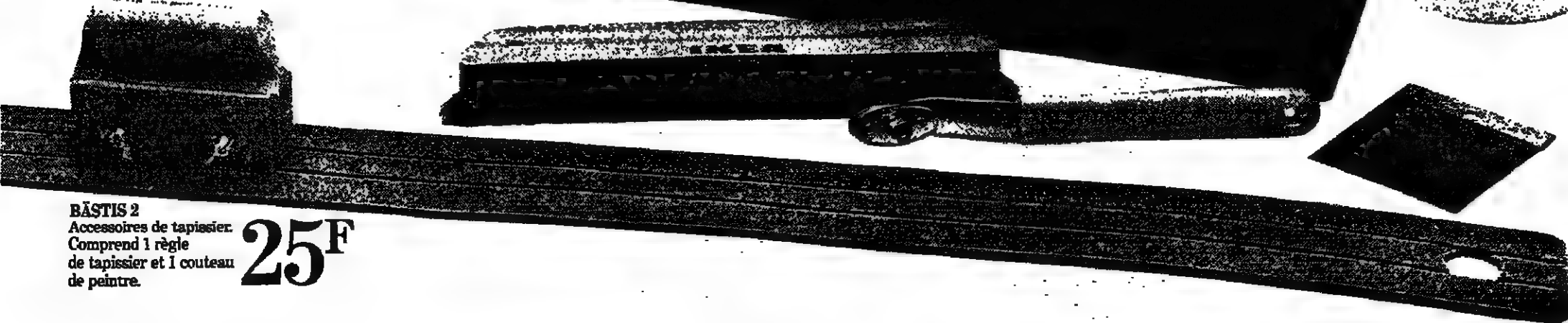
STEN
Elément étagère
175 x 89 x 81 cm.
Sapin massif.

225F

28F

BASTIS 1
Accessoires de tapisier.
Comprend 1 bac à eau,
1 couteau de tapisier,
1 brosse à tapisier,
1 spatule
et 5 lames de couteau.

54F



BASTIS 2
Accessoires de tapisier.
Comprend 1 règle
de tapisier et 1 couteau
de peintre.

25F

صندوق الأدوات

deux
in coup

90F

78F

28

5F



B. ETTAN
Dalles de sol. Plastique
autocollant renforcé, fibre de
verre armée et revêtu PVC
transparent. Gris et noir.
33,3 x 33,3 cm.
Le paquet de 9 pièces (1 m²).

64F

MORETEM
6 boutons de porte.

18F

EMIL
Papier peint. Émargé et
préencollé. Plusieurs coloris.
Largeur 53 cm.
Le rouleau de 10 m.

48F

MARK
130F

BUSTER Sol dur à joints. Aggloméré spécial teinté.
Dimension des planches 27 x 120 cm.
1,87 m² par paquet.

78F

BARRIT
Dalles de sol. Plastique
autocollant revêtu PVC
transparent. Blanc avec
diagonale en couleur.
33,3 x 33,3 cm.
Le paquet de
9 pièces (1 m²).

PEINTURE BOIS/SOL
12 coloris. Le pot de 0,6 l.
(N'est pas vendu
chez IKEA Lyon).



Le berlingot
8,50F

**BERLINGOT
DE COULEUR**
Se mélange à la peinture
blanche pour obtenir la couleur
que l'on veut. Une centaine
de teintes possibles.
(N'est pas vendu
chez IKEA Lyon).

**PEINTURE
PLAFOND/
SOUS-SOL**
(N'est pas vendu
chez IKEA Lyon)
95F



PINCEAU
35/50 mm. Poils
synthétiques. Le jeu de 2.

21F

PINCEAU
35/70 mm. Poils
synthétiques.
Le jeu de 2.

24F

PINCEAU
50/100 mm. Poils
synthétiques. Le jeu de 2.

28F



Il était une fois une chouette princesse et un classieux
mec charmant qui s'aimaient doucement dans l'appart
des parents... Et puis chance, l'annonce miraculée,
un 2 pièces dans l'ancien, un peu dévasté d'accord mais
vaste au mètre carré... Un château on vous dit.
On vous raconte pas les projets de déco : rien n'était
trop beau. Jusqu'au premier devis... Le temps de refaire
les économies, les sentiments s'étaient rendormis... On peut
pas toujours se calmer sur la moquette... Surtout quand
il n'y a pas de moquette... Le délabré, ça ruine l'initiative.
Où on va là, vous interrogez-vous ?... Chez IKEA, par exemple.
Où voulez-vous trouver ailleurs tout ce qu'il faut pour
s'installer, du sol au plafond, à des prix qui vous laissent de
quoi vivre d'autre chose que d'amour et d'eau fraîche ?

Evidemment, à ces prix-là, il faut s'aider un peu soi-même
sans trop compter sur le ciel pour la finition. Mais vous
verrez, on attrape vite le tour de main. Surtout quand tout
est prévu, préparé, prémaché, préencollé, préposé.
Avec IKEA, les peintures sont faciles à peindre, les papiers
grimpe tout seuls aux murs, les sols se posent
joyeusement par terre, les tissus habillent tout ce qu'on
veut et on a tous les petits outils et accessoires -
à des prix tout petits, on s'en doute, pour finir le travail.
Tout ça dans une gamme de dessins, de matières, de
coloris tous plus beaux et plus déco les uns que les autres.
Et après ? Après vous avez encore tout le mobilier de la
cuisine au canapé, à monter et à des prix qui permettent
de meubler un 2 pièces au prix d'un meuble ailleurs.

On vous l'a assez répété que monter un meuble ça descend
son prix... La moralité de tout ça c'est que, avec IKEA,
tous les mecs et les princesses fauchés peuvent créer leur
conte de fée.

(1) Deux meubles, faut pas égarer...



Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II: ZAC PARIS NORD II - AUTOROUTE DU NORD SORTIE ZI PARIS NORD II. TEL. (1) 48.63.20.25 - LUN. MAR. : 11-20 H. - MER. JEU. VEN. : 11-22 H. - SAM. ET DIM. : 10-20 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA EVERY LISSES: ZI LE CLOS-AUX-POIS AUTOROUTE DU SUD SORTIE EVERY LISSES MENECY. TEL. (1) 64.97.65.65 - LUN. MAR. MER. VEN. : 11-20 H. - JEU. 11-22 H. - SAM. 10-20 H. DIM. 10-20 H. RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.
IKEA LYON: CTRS CIAL DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN. TEL. 78.79.23.26 - **IKEA VITROLLES**: RN 13 QUARTIER DU GRIFFON - VITROLLES. TEL. 42.89.96.16 RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS.

Le Monde

EMPLOI

ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

- Les postes peu qualifiés sont tenus par des femmes
- Les recrutements sont orientés vers les diplômés

DANS le secteur de l'électronique professionnelle (1), mieux vaut être un homme. De 1975 à 1982, les gains d'effectifs ont été masculins. Le nombre des salariés s'est accru de dix-sept mille hommes, tandis que celui des salariées baissait de huit mille. Pour une activité en croissance et créatrice d'emplois, cela signifie que la structure interne des emplois se modifie, elle-même résultant d'une restructuration, variable selon les branches du secteur.

Une deuxième caractéristique confirme l'évolution en cours. Déjà élevé par rapport aux autres secteurs industriels, le niveau de qualification et de formation du personnel ne cesse de progresser. En 1982, 30 % des effectifs avaient au moins le baccalauréat, soit deux fois plus que dans l'ensemble de l'industrie. A l'inverse, le nombre de détenteurs du CAP ou du BEP y était plus faible, preuve que les ouvriers qualifiés y sont plus professionnalisés.

Tirées d'une étude qu'achève actuellement le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications), en association avec le Centre d'études de l'emploi (CEE) et le Sessi, service d'études du ministère de l'Industrie, ces indications révèlent une situation contrastée pour un secteur dont l'image, globalement, est associée à la technologie avancée. Elles tempèrent les appréciations et, au-delà de la diversité, laissent entrevoir l'effet de mutations. Alors que certaines branches se portent très bien, d'autres — la téléphonie, les composants — peuvent être considérées comme stas-

tes. Si l'emploi est relativement qualifié, il existe également des poches de sous-qualification. « Il y avait là un secteur segmenté, utilisant des diplômés relativement stables, en croissance d'effectifs, sans formation supportant l'essentiel des réorganisations productives », écrivent deux des auteurs de l'étude, MM. Jean-Marie Grando et Jean-François Lohet. « Et, pour l'essentiel, ces catégories seraient des femmes. »

Cela n'empêche pas le bilan général d'être assez positif, au regard de ce qui se passe dans d'autres secteurs. L'électronique professionnelle a subi un choc moins rude que le reste de l'industrie. Entre 1975 et 1982, elle a créé 9 000 emplois supplémentaires alors que l'industrie en perdait 591 000.

Les femmes à la production

Mais le rythme se ralentit (le taux de recrutement est passé de + 2,7 % entre 1975 et 1976, à + 0,8 % entre 1975 et 1984). Les composants actifs ont certes augmenté leurs effectifs de 70 % en sept ans, ou le matériel informatique et les appareils médicaux de 25 %, mais la téléphonie a perdu, dans le même temps, 9 000 de ses emplois (- 11,7 %). Le matériel de bureau n'est pas en bonne posture. Avec 276 000 emplois en 1982, l'électronique professionnelle tire son épingle du jeu mais ne réalise plus d'exploits.

Plusieurs explications peuvent être avancées que M. Eric Verdier

à lui-même étudie. L'ensemble du secteur est « fragile sur le plan international », en raison de sa composition et de l'influence, dans ses résultats, des entreprises étrangères. Le déficit commercial atteignait 8 milliards de francs en 1983 et le fonctionnement du marché rend les entreprises vulnérables. Entre le rôle des « majors » dans l'informatique (86 % du marché intérieur) et la croissance modeste du marché national comparé à l'essor mondial, ajouté au poids de l'Etat-client (à 74 %), l'électronique professionnelle n'est pas forcément dans une position bien assise. Placée à un endroit stratégique, dont dépend le sort d'autres technologies, elle est soumise à deux facteurs préoccupants : la sous-traitance et la présence du taylorisme dans une partie de sa production.

De ce point de vue, l'observation de la population active prend tout son sens, car on peut y voir les conséquences d'une adaptation. Dans ces entreprises, l'ancienneté des salariés apparaît plus faible que dans l'industrie mais, si les salariés y sont également plus jeunes, ceux-ci ont tendance à vieillir « sur pied » (51 % de moins de trente-cinq ans en 1982 contre 48 % dans l'ensemble de l'industrie). Industrie jeune, l'électronique professionnelle recrute moins ou, si elle le fait, embauche des diplômés, nécessairement plus âgés. Dans le matériel informatique, trois actifs sur cinq sont âgés de plus de trente-cinq ans et c'est dans la téléphonie que l'on trouve les plus jeunes.

La féminisation de l'emploi est encore très forte (38 % des effec-

tifs en 1982, 42 % dans la téléphonie, 56 % dans les composants) et coïncide avec les activités de production qui réclament un personnel peu qualifié. Les auteurs de l'étude notent que les femmes sont employées « en substitution » des travailleurs immigrés, à cause de leur dextérité et de la décentralisation des usines vers le Centre, la Bretagne ou les pays de Loire. « C'est moins le sexe que le fait d'être O.S. qui est déterminant », affirme Jean-Marie Grando pour résumer la situation de « la femme jeune sans diplôme travaillant dans un secteur en réduction d'effectifs — la téléphonie — ou vouée au licenciement ». Les femmes représentent 77 % des O.S., 71 % des employés non qualifiés, 80 % des employés qualifiés mais seulement 4 % des ingénieurs et 10 % des cadres supérieurs.

Moins d'ouvriers

La tendance est maintenant à la diminution des postes ouvriers, et donc d'O.S., avec le maintien d'ouvriers qualifiés. Cela vient renforcer l'autre pôle, constitué par une population active au niveau de formation élevé. Les ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise représentent 43 % des effectifs, contre 31 % dans les industries de biens d'équipement. La part des ingénieurs est trois fois supérieure à celle de l'industrie. Les techniciens et les cadres moyens sont deux fois plus nombreux. Si l'on compte 40 % d'ouvriers (69 % dans l'industrie), un sur deux est ouvrier qualifié.

En s'éloignant des tâches de production, l'électronique professionnelle développe les fonctions de service (28,8 % des emplois) et l'on constate que les postes commerciaux ou administratifs augmentent : ce que confirme « l'accroissement important en nombre absolu des cadres ».

Les recrutements sont orientés vers les diplômés de l'enseignement supérieur, les perspectives de carrière allant aux possesseurs d'un bac + 2 ou d'un bac + 5, les titulaires d'un baccalauréat ou ceux d'un niveau bac + 3 ayant à subir « un déclassement ».

Très marquée par une forte implantation en région parisienne (47 % des emplois contre 27,4 % pour les industries de biens d'équipement), l'électronique professionnelle est aussi influencée par ce que les chercheurs ont appelé « un dualisme interne ». Une partie de l'activité est taylorienne, c'est-à-dire dépendante d'une fabrication à la chaîne. Sa production est alors assurée par des femmes et, le plus souvent, décentralisée. La conception et la recherche sont réalisées par une main-d'œuvre hautement diplômée et masculine. Une autre partie repose sur la fabrication de petites séries, qui exige une main-d'œuvre très qualifiée et diplômée. Deux grandes piles se dégagent : l'informatique avec du personnel hautement qualifié, peu de femmes et des salariés plus âgés, généralement présents en région parisienne ; les composants avec une proportion importante de femmes. Vient ensuite la téléphonie qui connaît une érosion de ses effectifs.

Autrement dit, le constat d'ensemble dissimule les capacités variables du secteur. Si la référence à un bon diplôme ouvre des perspectives, dans tous les cas le choix de la branche d'activité sera encore plus déterminant.

ALAIN LEBLANC

(1) Le secteur électronique professionnelle comprend le matériel électronique (78 000 emplois), la téléphonie (67 000 emplois), le matériel de traitement informatique (48 000 emplois), la fabrication d'appareils de contrôle et de mesure (31 000 emplois), l'industrie des composants passifs (25 000 emplois), l'industrie des composants actifs, tubes électroniques et semi-conducteurs (17 000 emplois). Deux petits sous-secteurs qui représentent 4 % de l'emploi y sont également associés : la construction de machines de bureau, les appareils de radiologie et l'électronique médicale.

Coordination : Annie KAHN

Les performants, les efficaces, les dominés et les autres...

LES caractéristiques de l'électronique professionnelle varient selon les branches et les entreprises, au nombre de six cents.

Dans les composants actifs — la branche la plus dynamique, avec une progression des effectifs de 7,9 % par an — et dans les composants passifs, 80 % du personnel travaille à la production. Le poids des ouvriers et des O.S. y est élevé (près d'un sur deux), tout comme celui des non-diplômés. On y compte 20 % de titulaires d'un CAP ou d'un BEP.

Dans l'informatique, qui a vu ses effectifs augmenter de dix mille en sept ans, on trouve 13,6 % d'ouvriers. La moitié du personnel est employée dans les services avec une attraction vers la publicité et le commercial. Il y a 8,7 % d'ingénieurs spécialistes, 13,7 % de cadres supérieurs de l'administration et 8,8 % de cadres techniques de l'informatique. En conséquence, on y trouve peu de non-diplômés (21,7 %). La moitié des salariés ont au moins le bac et un sur trois possède un diplôme supérieur ou égal à une fin de premier cycle universitaire.

Dans les autres secteurs, les effectifs de production représentent de 85 % à 75 % des salariés, avec une prépondérance des ouvriers qualifiés sur les O.S. La part des CAP et BEP est équivalente à celle existante dans le reste de l'industrie. Les salariés non-diplômés représentent de 29 % à 38 % des effectifs. Les titulaires d'un baccalauréat, au moins, sont de 25 % à 32 %.

La sous-traitance de qualité

Les six cents entreprises se partagent entre celles qui, employant des O.S., dégagent un taux de marge faible et celles qui, ayant recours à un personnel qualifié, obtiennent un taux de marge élevé. Dans ce cas, elles affichent une forte productivité et interviennent à l'exportation. De même, les entreprises se divisent entre les sous-traitants et celles qui assurent la conception puis la commercialisation des produits. Ces dernières bénéficient aussi des marchés publics et peuvent s'appuyer sur la recherche et le développement. Un dernier découpage ferait la distinction entre la spécialité, l'électronique d'un côté, l'électronique de l'autre.

Dans leur étude, les auteurs ont réalisé une typologie en six groupes dont les deux extrêmes sont les « concepteurs » et les « sous-traitants dominés ».

Dans le groupe des « concepteurs », sont rassemblés les donneurs d'ordres très spécialisés,

les bureaux d'études captifs, ceux qui agissent à la commande ou qui sont intégrés. Cela va de la multinationale aux petites sociétés qui, pour la moitié d'entre elles, emploient moins de cent personnes. Ce sont alors des PME de pointe, des entreprises à l'ascension fulgurante. Elles occupent un créneau, une « niche ». Au début, elles fonctionnent avec des ingénieurs et font de la recherche. Elles ont vite des problèmes de recrutement et doivent se repositionner sur le commercial. Les concepteurs à la commande sont souvent des entreprises plus anciennes. Ces sociétés dépendent d'un « père fondateur », ne cherchent pas à croître ou, si elles le font, préfèrent l'essor par leurs anciens cadres. Elles maîtrisent leur dynamisme, sont stabilisées mais risquent de grosses difficultés de transmission ou de renouvellement.

Dans le groupe des « sous-traitants dominés », les entreprises supportent toutes les contraintes, les délais de livraison, les prix et les contrats non écrits. Elles ne peuvent développer un produit qui leur soit propre et n'ont pas le moyen de faire de la formation pour leur personnel. On y trouve les fournisseurs de composants. Ces entreprises et leur emploi sont « variables ».

Dans les autres groupes, celui des « sous-traitants efficaces » apparaît comme le maillon indispensable pour le devenir de toute la filière. Il faut de la sous-traitance de qualité pour que le secteur demeure compétitif. Son absence entraînerait un déplacement vers l'étranger. Ces entreprises obtiennent des contrats, parfois pluriannuels. Elles font partie d'un réseau, et leurs commanditaires, qui les soumettent à des procédures de certification sévères, les incitent également à trouver d'autres marchés pour ne pas être déséquilibrées.

Les « performants » viennent de tous les secteurs et annoncent des taux de marge assez élevés. Ils peuvent être des filiales de grands groupes.

Les « extravertis » travaillent pour d'autres secteurs d'activité. Avec leur fabrication, ils sont les fournisseurs du reste de l'industrie.

Les « constructeurs-installateurs » se recrutent surtout dans la téléphonie. Ils installent pour le compte des grands groupes et tiennent des marchés liés aux fabricants. Au contact de l'utilisateur final, ils fournissent une prestation de services. Leur personnel assure l'entretien, la maintenance et compte beaucoup de commerciaux.

A. L.

L'« Outplacement »

Un marché en expansion

EN France, la profession n'a pas encore de nom, mais elle fait fureur et, parfois, fascine ceux qui la découvrent. Sa croissance est exponentielle depuis peu d'années. Le nombre de cabinets se multiplie et, consécration suprême, une association s'est créée pour regrouper « les meilleurs » sous le sigle de l'ASCO-REP (1). Comme toujours en pareil cas, leur première décision a consisté en la mise au point d'un « code d'éthique » de ce qu'ils jugent les conseils en réinsertion professionnelle.

Représentant de ce nouveau métier, M. François Descheemaeckere vient de publier un livre pour expliquer, pour la première fois, ce qu'il en était. Son titre ? L'« Outplacement », selon la dénomination américaine de cette activité, à bas florissante depuis deux décennies. Manifestement, le vocabulaire inventé par le CNPF, « le déclassement », ne s'est pas davantage imposé que l'image journalistique du « sergent déclassement ».

L'« outplacement », donc, intervient quand une entreprise veut se débarrasser, en douceur, d'un cadre que, au temps de la prospérité, elle confinait dans un placard. Décidée à bien faire les choses, elle contacte un spécialiste qui, moyennant rémunération, va prendre en main la séparation. Dans la plupart des cas, sa « mission » s'achève avec l'embauche du cadre dans une autre société, souvent avec succès. Il n'est pas rare, en effet, que l'« outplacement » améliore ses revenus à cette occasion.

Sans qu'il ait connu le chômage, le cadre commence une seconde carrière, moins de six mois après avoir été écarté de son emploi précédent, soit, s'exprimant en termes de cabinets, deux fois plus vite que les cadres licenciés.

Tout à la fois présentation d'une profession, qui a réalisé 70 millions de chiffre d'affaires avec douze cabinets en 1986, et plaidoyer pour une méthode qui a encore besoin d'être codifiée, le livre de M. Descheemaeckere peut également s'utiliser comme un recueil de recettes. On y apprendra, comme ailleurs, à rédiger un curriculum vitae, mais aussi comment participer à des entretiens d'embauche. On y découvrira enfin ce qui fait la force ou la faiblesse d'un cadre au moment où il doit négocier un changement de carrière. Les conseils ne manquent pas et le passé professionnel explique beaucoup de choses à ceux qui veulent en tenir compte. N'a-t-on pas remarqué que ces cadres se caractérisaient par leur manque de sens pratique, leur grande confiance en soi, leur naïveté, leur peu d'anxiété, leur grande conscience professionnelle ou une vue trop rigide de la politique d'entreprise ?

A. L.

* Outplacement marketing de recherche d'emploi, par François Descheemaeckere et Rosemary Landouar. Editions d'Organisation. 182 p. 220 F.

(1) ASCOREP (Association syndicale des conseils en réinsertion professionnelle) est présidée par M. Raymond Leroy, 8, rue d'Albion, 75009 Paris. Tél. (1) 45-26-65-69.

Le Monde sur minitel

BOURSE

CONFIEZ-NOUS VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Et tous les jours nous vous indiquons l'évolution de chaque valeur et nous calculons pour vous le montant global de votre portefeuille. C'est la corbeille en direct. Dès la clôture de la Bourse, vous connaissez les cours du jour. Vous êtes informé sur-le-champ.

POUR RÉAGIR PLUS VITE

Vous pouvez tout nous demander. A tout moment, tout au long de la journée. Nous suivons l'intégralité des cotations à la Bourse de Paris : même le hors-cote, les obligations et les SICAV. En tout 4500 valeurs. A vous de dénicher les bonnes affaires.

ET PAS DE RISQUES D'INDISCRETIONS

Nous vous attribuons un code personnel et secret qui vous donne accès à la sélection de valeurs que vous avez vous-même établie. Le Monde sur minitel gère déjà 35000 portefeuilles. Normal. Le système est simple et il rend service.

Il paraît d'ailleurs que certains utilisateurs ne possèdent pas un vrai portefeuille mais en profitent pour mettre à l'épreuve leurs talents d'opérateur.

UNE SAGE PRÉCAUTION !

D'autres se sont constitués plusieurs portefeuilles : un avec leurs véritables avoirs et d'autres — fictifs — pour mieux suivre certaines valeurs. Et acheter au bon moment.

INGÉNIEUX ET EFFICACE, NON ?

36.15 TAPEZ LEMONDE

150 000 000

Le Monde CADRES

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

offre à des INGÉNIEURS OU MAÎTRES ÈS SCIENCES

Des formations conduisant au D.E.A. ou DOCTORAT dans les domaines suivants :

- Informatique : langage orienté objets, intelligence artificielle, synthèse d'images, messagerie électronique et reconnaissance des formes.
- Modélisation des systèmes de production.
- Système expert en gestion de l'eau (assainissement, irrigation, eau potable).
- Matériaux : modélisation des relations entre structure et propriétés (endommagement, déformation, texture, joints de grain, joints interfacés).
- Effets des traitements de surface sur le comportement à l'usure des matériaux de problèmes.
- Mécanique des composites.
- Conversion des bio-masses et processus industriels.

Bourses annuelles : à partir de 78.000 F.
Envoyer C.V. en précisant le domaine visé à :
E.N.S.M.S.E.
156, cours Fauriel, 42021 SAINT-ÉTIENNE CEDEX.

Groupe pharmaceutique

recherche

ASSISTANT SERVICES FINANCIERS

PROFIL DE BASE :
Un ou une collaborateur(trice) ayant une première expérience (2-3 ans) en comptabilité, contrôle de gestion, audit, finances (ces qualités pouvant être présentes en tout ou partie). Atouts complémentaires le cas échéant :

- maîtrise convenable de la langue anglaise ;
- bonnes connaissances juridiques et fiscales.

MISSION :
Assister les directions générale et financière pour la mise en œuvre de leurs projets d'organisation ou le suivi d'exécution de leurs décisions.
Les facteurs de réussite sont :

- un esprit ouvert ;
- une bonne capacité de réaction face à un afflux momentané de travail ;
- aptitude aux relations humaines et excellentes présentations.

NIVEAU REQUIS :
Formation supérieure : Ecole de Commerce, Sciences Po, (Eco/Fin) ou universitaire (maîtrise de gestion par exemple).

Veuillez adresser votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et références) sous n° 8.506 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

L'EST RÉPUBLICAIN

recherche
JOURNALISTE
de moins de 25 ans pour poste de rédacteur local et sportif dans la ville de Meurthe-et-Moselle. Ecrire à "Est Républicain", 54180 HOUEMONT.

Pour mail-in
Paris plus vite
ch. de l'Europe 1^{er} ordre, habitude travaux littéraires. Ver, logée ville indépendante, pde piscine, cond. à céder.
Entre. M. GRUBER, 11, rue Antoine-Bourdelle, 75015 PARIS. (16) 94-74-20-81.
Association F.J.T. 78, rech.

**EDUCATEUR
SPÉCIALISÉ**
sans internet (D.E.S.S. + exp. enfants). Travail en équipe pour anim. globale. 38-11-14-87.

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC
CULTUREL**
marché

**SECRÉTAIRE
STENO-DACTYLO
EXPERIMENTÉE**
(Traitement de textes, micro-informatique). Formation secrétariat, lettres. Excellente orthographe.

Env. C.V. dactylographié avec lettre d'envoi manuscrite sous n° 8225 M.

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, Paris-7.

Cabinet Conseil (Paris) en communication et formation

recherche

UN CONSULTANT POUR INTÉGRER SON ÉQUIPE

SA MISSION :

Evaluation des besoins de formation des personnels.

Assistance et aide à la conception de plans et d'actions de formation.

Il devra maîtriser les méthodes d'investigation, les traitements statistiques, l'analyse quantitative et qualitative des données.

Il aura en charge la rédaction des rapports d'étude et le conseil à la mise en place de politiques de formation.

Les candidats devront posséder un diplôme de 3^e cycle ou équivalence, ainsi qu'une expérience professionnelle dans le domaine de la Formation.

Adresser C.V., lettre manuscrite et références sous n° 8485

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

INTERNATIONAL

Notre commission a une importante société internationale, basée en Allemagne et ayant de nombreux sièges en Europe, opérant à haut niveau dans le secteur bancaire, désire renforcer son implantation localisée à Paris. Pour ce faire, nous recherchons un

Area Sales Manager

(m/f - réf. 212 LM)
A ce poste, nous voyons un vrai professionnel à la personnalité affirmée, enthousiaste, possédant d'excellentes qualités "Marketing" et de diplomatie.

Son profil sera :

- Universitaire en Sciences Economiques, MBA, ou équivalent.
- Professionnel de la négociation ayant une aptitude pour la technique en automatisation et en "data communication".
- Il peut se prévaloir d'une expérience commerciale de 3 à 5 ans, de préférence auprès d'organismes financiers.
- Forte personnalité, désireux d'assumer ses responsabilités à l'échelle européenne (tel que France, Belgique, Luxembourg, Italie, Espagne...), ce qui implique de courts mais fréquents déplacements.
- Il possède d'excellentes aptitudes à la communication et est capable d'effectuer des présentations auprès d'un large public en français et en anglais (la connaissance d'autres langues est un atout supplémentaire).

Vous êtes intéressé par une situation pleine d'opportunités et de défis, par des rémunérations motivantes et des perspectives d'avenir ?

Faites-nous parvenir votre C.V. manuscrit en anglais ou en français ainsi qu'une photo à notre conseil Jerry RUBIN Consultant s.a. chaussée de La Hulpe 185 B - 1170 Bruxelles.

Réponse et discrétion assurées.



L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt
BEAUBOURG Pied-à-terre
stud. imm. XVIII^e s. très beau
stud. carrel. bois, gd phare.
480.000 F. 48-48-88-07.

BEAUBOURG
57 m² - 632.000 F
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

5^e arrdt
GOBELINS stud. ch. poss.
gde. 205.000 F. 43-25-97-16.
M^{re} JUSSEU
Gd liv. avec poutres, 1 chbr.,
cuis., b. salle, chaudière
central individuel. Par. de ch.
2 bis, RUE DES ECOLES
jeudi, vendredi, 13 h-16 h.

12^e arrdt
MICHEL BIZOT (prés. bois)
cave, 2 chbr., 2 salles, 2
p. + b. + terrasse, ch. ch.
720.000 F. 43-44-83-87.

13^e arrdt
M^{re} NATIONAL studio et
conf. balcon. 380.000 F
DUPLUX, 2 p., ch. 5 p., 120 m²
+ 45 m² de terrain, 2 ch. ch.
2.100.000 F. 42-52-01-82.

16^e arrdt
M^{re} POMPE
Beau studio et conf.
TERRASSE PLEIN Ciel 12 m².
500.000 F. 48-28-88-88.

18^e arrdt
MARCADET studio 120.000 F
MARCONI 21 m², ch. 120.000 F
LAMARCK 41 m², ch. 370.000 F
LAVINIS 12 p., ch. 420.000 F
Immo Marcadet, 42-52-01-82.

78-Yvelines
VERSAILLES 3 m. gara. ligne
Montparnasse, agréable duplex.
sél. 2 ch., bureau, bains,
cave, gar. clim. motorisé.
(1) 38-53-78-27 (médic).

92 Hauts-de-Seine
Appartement 3 pièces, balcon
ensoleillé, immeuble 1980,
dép. 100 m², 150 m² de terrain.
Tél. 778.000 F. Tél. notaire :
42-58-47-08.

95-Val-d'Oise
MONTMORENCY, 93 gd et
rép., p.d.t., de parc, gd m.
2 hls, s.b., 2 w.c., 2 ch. ch.
électr., bibl., gd balc., cuis.
électr., nls rangs, gar. dble,
part. 18 m². Tél. : 70-58-83-02.

Province
CALVI SOI. Calvair ud studios à
partir de 170.000 F. à 200 m
plage dans paradis.
Tél. : (1) 95-55-05-17 h.b.
(16) 95-55-00-22 h.r.

**appartements
achats**
Part. de prof. à part. achète apt
8 p. + 4 chbr. serv. (Paris)
(séd. 18^e, 19^e et 20^e arrdt).
Tél. h.b. : 49-26-55-58.

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS
recherche à l'achat ou en location
APPT'S DE GDE CLASSE
pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE
corps diplomatique et cadres
de très multinationales.
TEL. : 45-52-15-40.

Recherche 1 à 3 P. PARIS.
préfère 5 p. 7 p. 12 p. 14 p.
15 p. 16 p. avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
48-73-20-07, même le soir.

Achète comptant
APARTEMENTS très surf.
même à rénover, Paris.
42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris
Collaborateur journal cherche 2
ou 3 p. + conf. de la jour.
Tél. : 48-00-75-81 de la jour.

**locations
meublées
offres**

Paris
APARTEMENTS MODERNES
Court ou long terme. Pas
d'agence. Tél. : 43-28-28-08.

**locations
meublées
demandes**

Paris
INTERNATIONAL SERVICE
rech. pour BANQUES, STES
MULTINATIONALES et
DIPLOMATES. Studios 2, 3,
4, 5 pièces et plus.
Tél. : 18.1. 42-58-13-05.

**maisons
individuelles**
Pavillon 3-4 p., jardin 100 m²,
18 m. char. m. a. d. b. w. c.,
45 m. de Paris, pêche et
chasse, isolat. complète. Px
420.000 F.
Tél. h.r. : (16) 92-66-25-38.

propriétés
A vendre Gers, 4 km Eauze,
prop. 8 ha autour de mas.
réd. 3 ch., cuis., s.d.b., w.c.,
salon, s. à m., cham., colomb.,
gar., hangar neuf, vue panor.
10.000 m² à 3 km de Solan-
sur-Cher. Tél. après 20 h :
69-48-12-38.

terrains
LIBERON Gordes, dorm. val-
lée superbe, terr. à bâtir :
12.400 m² + p. 270.000 F.
et 4.200 m² ch. 210.000 F.
Véhic. super vue, il. village.
Tél. : 90-78-82-82.

viagers
15^e M^{re} COMMERCE, 3-4 p., t.
ch. 720.000 F. Loué 104 48
me 80 a. Tél. : 42-66-18-00.

**immobilier
information**

Logement : tout sur

**LOCATION
ACCESSION**

prêts
avantages fiscaux
sur minitel

3615 code URBA

Ministère de l'Équipement

bureaux bureaux

14^e ALÉSIA
Déménagement de
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Assistance administrative
à la carte.
Conseil en gestion.
Bureau, téléphone.
KADRA 43-27-80-70.

DOMICIL COALE 9^e
TELEX/SECRET. TEL. BUREAU
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS
Location Bureaux et Ateliers.
Permanence téléphonique.
Tél. : 43-28-28-08.

COMPLEXE DE LOISIRS
Vide murs et lots rest. bancquets,
chbr., club-rooms, discothèque,
étag. 3 appart. poss. étendu.
sol. n. m. 5 km. 48-25-64-01

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + Bureaux neufs
Démarches R.C. et R.M.
BOCCO SERVICES
DIPLOMATES 47-23-55-47
Nation 43-41-81-81

VENTES
HOTEL-RESTAURANT-BAR
Proche 78 en its propriété,
8 chbrs, 50 couverts plus
1 apt 3 p. et 2 studios, scou-
lement fermé à cause santé.
Affaire à remonter. Grosses
possibilités. Vise au court
pour débutant ou reconversion.
Prix 1.680.000 F.
Gros crédit vendeur.
Le soir tél. : (1) 43-57-07-88.

**fonds
de commerce**

VENTES

L'AGENDA

**Séjours
linguistiques**

**POURQUOI ACCEPTER LES CONTRAINTES
IMPOSÉES PAR UNE FAMILLE ANGLAISE ?**

Vous pouvez dépenser MOINS pour suivre des cours
et loger en pension complète dans notre HOTEL
de réputation internationale

**PENSION COMPLÈTE
ET LEÇONS À PARTIR DE 20 £ / JOUR**
Entre à REGENCY SCHOOL OF ENGLISH, Ramsgate-on-Sea,
Kent, England. Tel: 843 59121 Telex: 86454
Ou: Mme Bouillon, 4 Rue de la Perseverance, 95 Laubonne
Tél: 38 59 26 33 le soir.

ou: FRENCH IN FRANCE
The Regency, Palais de la Scala, Monaco
The Regency Languages, 1 rue Ferdinand Duval,
Paris 4^e me.

Moquettes
A SAISIR
**MOQUETTE 100 %
PURE LAINE**
PRIX POSÉE : 89 F/m².
Tél. : 48-58-81-12.

Bijoux
ACHATS BIJOUX
Brillants, pierres précieuses
PERRON, bd des Italiens,
OPÉRA, Chaussée d'André,
ÉTOILE, 37, av. Victor-Hugo.
Ventes, occasions, échanges.

Stages
Un groupe de prof. math., fr.,
angl., organise d'un cadre
exceptionnel de vacances en
Bretagne (Is-Lunel, près de
Dinard) en juillet et août des
stages de 3 semaines de révi-
sion et perfectionnement sco-
laire pour des enfants de la 7^e
à la seconde. Demander doc. à
Vacances Éducatives, 320, rue
Saint-Henri, 75001 Paris.
43-40-52-37 - 43-40-70-13.

JUAN-LES-PINS (06160)
Hôtel Beachotel ***
Av. Alexandre, 100 m de la
plage, chauff., tout confort,
restaurant, bar. Prix réduits.
93-81-81-85, Tél. 481.564.

Part. tous jan, juillet
10 km MONTPELLIER
VILLA avec piscine sur
10.000 m², 8.000 F. gazez.
Tél. : 67-70-34-36.

Bureau d'études économiques

recherche ÉCONOMISTE PLANIFICATEUR

Poste permanent deux ans Afrique lusophone.
Formation supérieure.
Expérience 7 à 10 ans minimum.

Envoyer C.V. et références sous n° 8488
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, PARIS-7.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classifica-
tion permet aux
sociétés nationales
ou internationales
de faire publier
pour leur siège ou
leurs établisse-
ments situés hors
de France leurs
appels d'offres
d'emplois.

automobiles

véhicules utilitaires

Vende Range-Rover, août 86,
28.000 km, 2 portes, options :
direction, barres anti-roule,
alarme, phares L.P., jantes alu.
volant bois, etc. 160.000 F.
Tél. ap. 18 h : 43-62-80-73.

Enquête

Ainsi va le chômage

(Suite de la première page.)

Dans la rue de l'Horloge, il croise un copain, celui qui a pleuré lorsqu'il a été licencié après dix-huit ans de maison. « Tu as retrouvé ? » Comme s'ils y croyaient encore. Cet ancien magasinier se doute bien qu'il s'en sortira : sa femme travaille à la préfecture, elle a réussi à y faire entrer leur fille, le beau-père est retraité de banque. Mais il sait surtout qu'il se dirige, sauf miracle, vers la sortie de secours. « Vous croyez qu'il y aura une révolution ? » Mais non, même pas une mutinerie. C'est trop tôt ou trop tard. En six ans, l'agglomération a perdu 1 500 emplois industriels.

Au début, lorsque les entreprises-phares comme les grès Potain ou Ernaut-Somua (construction mécanique) ont commencé à licencier, les ouvriers sont descendus dans la rue et les commerçants ont fermé boutique par solidarité, et par prudence. Cet automne, la manifestation contre les suppressions d'emplois chez Thomson n'a même pas rassemblé les deux cents licenciés : moins que la croisade contre les nouveaux horodateurs que le député et maire Hector Rolland (RPR) a voulu planter sur les cours, entre les tilleuls, au grand dam des fonctionnaires qui ne veulent tout de même pas payer (le parking) pour travailler. « Le plan d'accompagnement social permet, pour l'instant, de reculer les effets du chômage, mais il n'est pas sûr que d'ici huit ou dix mois la ville ne subira pas des conséquences importantes », dit M. Roland Desseaux, président du comité d'expansion économique de l'Allier. Silence, on ne consolerait pas.

L'heure doit être grave malgré tout puisque la Sécurité sociale est allée jusqu'à organiser une collecte de vêtements pour le personnel. Enfin pas suffisamment tout de même pour que, dans ce pays des clubs de Bourbons où l'on adore les clubs et où l'on fonde une comité contre la nouvelle présentation des pages jaunes de l'annuaire téléphonique, les chômeurs aient leur association. Entre la mobilisation et l'indifférence, on n'en finit pas d'hésiter.

M. Hector Rolland a écrit un jour à Bernard Tapie pour lui pro-

poser de reprendre un énorme hangar de la zone industrielle qui n'avait jamais été occupé. L'affaire n'a pas abouti et le maire s'est remis à écrire, mais des alexandrins sur la cohabitation. « En 1935, quand j'ai monté ma première affaire, ni l'Etat ni les banques ne donnaient le moindre sou », dit-il. A Yzeure (14 000 habitants), l'indissociable ville rivale, le maire socialiste, M. Jean-Paul Desgranges, se remet mal, lui, de voir mourir lentement la filiale hi-fi de Thomson, Selimo, pour laquelle il avait arraché un suris en 1984, alors qu'il était député (voir encadré). Faute de mieux, il a accepté l'implantation d'une prison de haute sécurité qui fait vivre mille personnes, favorisé celle d'une autuelle (80 emplois) et lancé une nouvelle zone industrielle, comme pour faire oublier la récession sur l'autre.

« Il paraît qu'on embauche en Savoie »

Après un an et demi de chômage, Simone n'a « même pas envie de faire du crochet ». Du fond de leur deux-pièces qui donne sur le hangar désigné par Bernard Tapie, la bouteille de Ricard sur la table, la jeune femme et son mari, un ancien bûcheron, parlent bien de partir ailleurs. « Il paraît qu'on embauche en Savoie ». Mais lui n'aime pas la neige, il préférerait le Midi, et chercher devient difficile puisque l'ANPE ne rembourse plus le train. Pour partir, surtout, il faudrait se résoudre à se séparer des parents, de leur potager et de leur congélateur, de la forêt, du bois que l'on essaie de vendre au noir, bref, de tout ce qui rend le chômage bien plus supportable ici que dans les banlieues tristes. Et pour l'instant, le couple arrive encore à maintenir un petit niveau de vie grâce aux allocations chômage de Simone (2 700 F par mois) et à l'allocation logement qui couvre le loyer (760 F) et permet même, mais c'est une erreur de la bureaucratie, un petit bénéfice réinvesti dans le roi lebedomadaire. La deuxième voiture n'est plus assurée, mais l'autre roule encore bien.

Simone et son mari ont écrit comme il se doit à toutes les entre-



L'Agence nationale pour l'emploi de Moulins.

prises de la région : les serrures JPM — la seule firme qui ait fortuitement accru ses effectifs — dont le PDG est M. Paul Chauvat, adjoint au maire (700 candidatures en attente), l'usine d'appareillage automobile DBA, les laboratoires Martin, les agences d'intérim (10 à 15 demandes par jour)... Une ancienne collègue de Simone a réussi à entrer au dépôt Leclerc, mais son beau-frère était déjà dans la place.

Y a-t-il un capitaine dans cette embarcation ? L'ANPE gère les demandes d'emploi par ordinateur, mais pas les offres ; à défaut de placer les chômeurs, comptons les au moins scientifiquement. Un Moulinois et six Moulinoises âgés de plus de soixante ans sont inscrits depuis plus de deux ans, 667 jeunes n'ont aucun diplôme... On les classe en fonction de leur « adaptabilité » au marché du travail comme on mettrait de côté ceux qui ne savent pas nager avant la distribution des gilets de sauvetage : les « primo-demandeurs » (jeunes à la recherche d'un premier emploi), les

chômeurs « longue durée », les femmes isolées. Dans les locaux neufs, les employés de l'ASSEDIC (1) gèrent les dossiers à vue en s'efforçant de suivre les modifications dans la réglementation. La directrice de la caisse ne connaît pas le nombre de bénéficiaires des différentes allocations qu'elle distribue. Les chiffres sont englobés par l'ordonnateur, dirigés vers Clermont-Ferrand, au siège régional, et totalisés seulement dans un centre de calcul d'Orléans, d'où ils ne ressortent que sous forme de statistiques départementales. Nul ne sait donc à Moulins quel est l'état précis des ressources des demandeurs d'emploi, autrement dit nul ne connaît le nombre des plus démunis.

Quelle importance, de toute façon, puisqu'on paie, au terme d'un dilemme vite résolu : payer ou se saborder ? La durée du chômage s'allonge ? Les allocations s'étiennent en conséquence. « Compte tenu de la situation de l'emploi dans la bassin », la com-

mission régionale ASSEDIC accorde presque systématiquement les prolongations d'allocations. D'une indemnisation pendant douze mois, on passe sans se l'avouer à dix-huit mois, suivis, pour ceux qui ont passé les délais, par l'allocation de solidarité de l'Etat (2 000 F). Du coup, les bureaux d'aide sociale ne sont pas, ici, submergés : sur 109 bénéficiaires de bons alimentaires l'an dernier à Yzeure, 40 « seulement » étaient inscrits à l'ANPE. Le nombre des chômeurs les plus défavorisés peut être évalué à environ 10 % (2), alors qu'ils sont 40 % à être privés d'emploi depuis au moins un an.

Un « vétéran »

Mais on s'enfoncé : le nombre de bénéficiaires de l'allocation de solidarité pour le département a augmenté de 50 % en un an. Cet hiver, les premiers licenciés de chez Potain ont commencé à arriver aux Restaurants du cœur. Si le pire n'est jamais sûr, il risque, à ce rythme, de devenir probable, d'autant que, sur le plan national,

l'UNEDIC (3), bénéficiaire en 1986, prévoit un déficit de trésorerie pour les années qui viennent.

Un catalogue de vente par correspondance ouvert devant lui à la page des armes (pour la chasse), la télévision allumée, Christian entame l'après-midi ordinaire d'un « vétéran ». Il s'est inscrit en 1983 à l'ANPE, à vingt-sept ans, et n'en a plus bougé. Avec l'allocation de solidarité, l'aide à l'enfance, l'aide sociale de la municipalité et l'aide au logement, il touche 4 100 F par mois, loyer payé, pour quatre personnes. Il fut monteur de chauffage central mais aurait voulu être conducteur de car. Le 18 août dernier, la date est restée gravée, l'ANPE l'a envoyé en stage de chauffeur routier. Sur place, lorsqu'un s'est tout de même aperçu qu'il ne possédait pas le permis de conduire. Cela fait déjà plus de six mois. « Il faudrait que je me renseigne pour passer le permis ». Sur le buffet, une lettre de l'assistante sociale l'informe de la mise en place des PIL (programmes d'insertion locaux) pour les chômeurs longue durée. Et à côté, un prospectus fait le détail des soldes chez Mammouth.

Le « chômeur professionnel » s'est noyé dans la masse. Il y a bien des requérants qui partent avec le livre de famille pour justifier de trois enfants à charge ou des couples qui vivent grâce à l'allocation de parent isolé. Parfois, les assistantes sociales ferment les yeux. L'une en vient à conseiller le travail au noir, « puisque ceux qui trichent sont considérés comme débrouillards ». Les contrôles, de toute façon, deviennent impossibles, les chômeurs sont trop nombreux. Ils ne pointent plus à l'ANPE, sont invités à ne pas encombrer les locaux inutilisés, et leurs efforts pour retrouver du travail ne sont évalués qu'en bout d'un an.

(1) ASSEDIC : Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce.

(2) A partir des statistiques départementales, on estime à 640 le nombre de demandeurs d'emploi bénéficiaires de l'allocation de solidarité de l'Etat, fin janvier.

(3) UNEDIC : Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans l'industrie et le commerce. Elle regroupe 53 ASSEDIC.

RENAULT 9 BROADWAY UN PROGRAMME EXTRAORDINAIRE.

- ENJOLIVEURS DE ROUES AÉRODYNAMIQUES.
- VITRES ET PARE-BRISE TEINTÉS.
- FEUX DE RECUL. FEU ARRIÈRE DE BROUILLARD.
- BANDES LATÉRALES D'IDENTIFICATION BROADWAY.
- LUNETTE ARRIÈRE CHAUFFANTE.

- BOÎTE 5 VITESSES.
- APPUIS-TÊTE RÉGLABLES EN HAUTEUR.
- RÉTROVISEUR EXTERIEUR RÉGLABLE DEL'INTÉRIEUR.

● AUTORADIO PO/ GO/ FM.

● ANTENNE RADIO DE TYPE «ÉPI» AVEC ANTI-PARASITAGE MOTEUR.

CETTE SÉRIE SPÉCIALE EXISTE EN 3 MOTORISATIONS. ESSENCE OU DIESEL. MODÈLE PRÉSENTÉ: RENAULT 9 BROADWAY TC. PRIX CLÉS EN MAIN AU 30/03/87: 60 800 F. MILLÉSIMÉ 87. GARANTIE ANTI-CORROSION RENAULT 5 ANS. DIAC VOTRE FINANCEMENT. RENAULT 9 F

SÉRIE SPÉCIALE 60 800 F

A PARTIR DE

RENAULT DES VOITURES À VIVRE

Moulins...

Le rêve évanou

سلافة العالمان

Enquête

à Moulins...

Mais que nul ne se permette de dire qu'ils ne cherchent pas d'emploi. Jamais autant de candidatures spontanées n'ont été envoyées de la seule grande poste de Moulins, aux mêmes destinations, bien sûr, mais peu importe. Personne n'y croit, mais chacun écrit, avec le sentiment du devoir accompli. Il faut bien, il est vrai, justifier des démarches effectuées pour obtenir une prolongation d'allocations.

La mairie d'Yzeure a reçu six cents demandes l'an dernier. Lorsque le journal local a annoncé la création de quinze emplois dans une petite unité de la région, le directeur de l'usine a été assailli de coups de téléphone. Dans ce département, où les fermes ont toujours accueilli des enfants de l'Assistance, les candidatures sont aujourd'hui en surabondance. Les offres d'aide ménagère dépassent largement les besoins des personnes âgées. Des chômeurs se proposent déjà à la mairie de Moulins pour travailler à la construction de la nouvelle poste, alors que le début des travaux n'est pas encore fixé.

« Ma cent neuvième lettre de candidature »

Pour Jean-Pierre Peronnet, la course contre la montre dure depuis deux ans. Délégué syndical CFDT, il n'a pas été réembauché lorsque son entreprise, Eriault-Somua, a été reprise, grâce à l'apport notamment des indemnités de licenciement de 130 ouvriers. Après un stage, il a obtenu le brevet de technicien en bâtiment. « Depuis mon retour, le 14 octobre 1986, j'en suis à ma cent neuvième lettre de candidature », il a écrit aux architectes, aux entreprises de travaux publics, passé un concours pour entrer aux HLM de Moulins, répondu à une convocation en Alsace, proposé ses services aux sociétés françaises représentées au Gabon, en Côte d'Ivoire, sollicité l'intervention des ambassades de France dans ces pays. « Dire qu'avant je me disais que parmi les chômeurs il y avait sûrement des feignasses », la femme de Jean-Pierre travaille à la Sécurité sociale, lui est en fin de droits et déprime à force de ramer. « Ni la gauche ni la droite ne parlent plus de partage du travail. Je ne vois pourtant pas d'autre solution. » Membre du PS, Jean-Pierre se a été l'un des responsables départementaux : « J'ai eu des états d'âme, mais on s'est expliqué ». Le CFDT lui a proposé de figurer parmi ses candidats aux élections prud'homales, ce qui ne risque pas de l'aider. Il se dit qu'il devrait apprendre l'anglais ou l'italien pour se rendre plus intéressant. « Je ne vais peut-être plus vivre que de stages ».

Encore faut-il être admis. Les organismes de formation sont submergés de demandes, et les listes d'attente s'allongent. Si le GRETA (4), qui dépend du ministère de l'éducation nationale est représenté, aucun stage AFPA (Association pour la formation

professionnelle des adultes) n'est organisé à Moulins, alors que 30 % des demandeurs d'emploi sont manœuvres ou OS. Les machines n'ont pas été envoyées jusqu'à la préfecture de l'Allier. Certaines entreprises, comme Eriault-Somua, n'avaient, avant même la crise, jamais envoyé de salariés en formation. En mars, lorsqu'un vingtaine d'employés de Selimo sont venues s'inscrire à l'ANPE, les responsables leur ont conseillé de postuler immédiatement si elles souhaitaient partir en stage dans l'année. Pour des formations en maintenance ou en électricité, il faut patienter un an, voire deux. L'allongement de la durée du chômage est devenu un fait acquis, et la première année une sorte d'année sabbatique.

En attendant, les chômeurs s'emploient à essayer de survivre. A défaut de partager le travail, les familles partagent les ressources et les voitures pour se rendre au Restaurant du cœur, quand l'assistance sociale ne rapporte pas elle-même les papiers confondus dans les HLM. « Si l'on vient en voiture, on les serve pas », avait recommandé M. Hector Rolland. Les animateurs ont passé outre : eux aussi repartent le

soir, leur sac plastique de pâtes et de sardines à la main.

Aucune importante création d'emploi n'est annoncée. Les entreprises qui s'étaient implantées au début des années 60 repartent, voilà tout ; Moulins n'y fut, n'y est pour rien. Aux petits soins pour le bœuf charolais, la « Belle Endormie » — car tel est son surnom — n'a jamais apprécié que modérément le monde des usines. Au dix-huitième siècle, la ville avait déjà vu passer le charbon extrait dans la région sans créer d'industrie. Aujourd'hui, c'est l'autoroute Paris-Clermont-Ferrand qui risque de passer sans

locale. Son résultat est bénéficiaire, mais elle « invente très peu », et son matériel est « déjà âgé ». « Elle ne se déplace pas à l'étranger et ne participe à aucun Salon au-delà de nos frontières. » Elle ne mène « jamais d'actions de promotion auprès de ses clients ». Et, « sans le dire », elle tend à délaissier les aspects formation de son personnel. Désolée, la chambre de commerce recommande « une thérapeutique énergétique et appropriée » pour venir à bout de ces « quelques zones d'ombre ».

« Je n'en veux pas à la société »

Ces entrepreneurs n'en finissent pas d'hésiter à se jeter à l'eau. Contaminés par la précarité, ils n'embouchent plus qu'en extrême des introuvables, qu'ils recrutent souvent à la journée, presque à l'heure. Le chiffre d'affaires de l'agence ECCO a grimpé de 50 % en un an. Sans doute ne se sont-ils jamais autant préoccupés de l'insertion des jeunes que depuis que les cotisations sociales sont prises en charge par l'Etat. Dans ce domaine-là, certains font même preuve d'audace, qui recherchent par exemple un maçon « hautement qualifié » pour un stage d'initiation à la vie professionnelle. « Les mesures pour l'emploi des jeunes ont entraîné une nette baisse des autres offres », soupire le directeur de l'ANPE, M. René Sadde. Le 18 mars, le gouvernement a corrigé le tir : l'exonération des charges sociales a été étendue aux chômeurs de longue durée. Encore un effort, et les entreprises d'embaucheraient plus qu'à tarif réduit.

Les jeunes, eux, sont obstinément sous-qualifiés. Au gré des événements, ils seront TUC spécialisés dans la chasse à courre ou le ramassage d'ordures, stagiaires comme plongeur dans une cafétéria. Et ils n'arrivent jamais à être parfaits. Alain, apprenti chez un pâtisseries, s'est fait renvoyer après un mois et demi. « Tu râles tout le temps. Le contrat d'apprentissage n'était pas signé. Il a seize ans, il vit au foyer des jeunes tra-

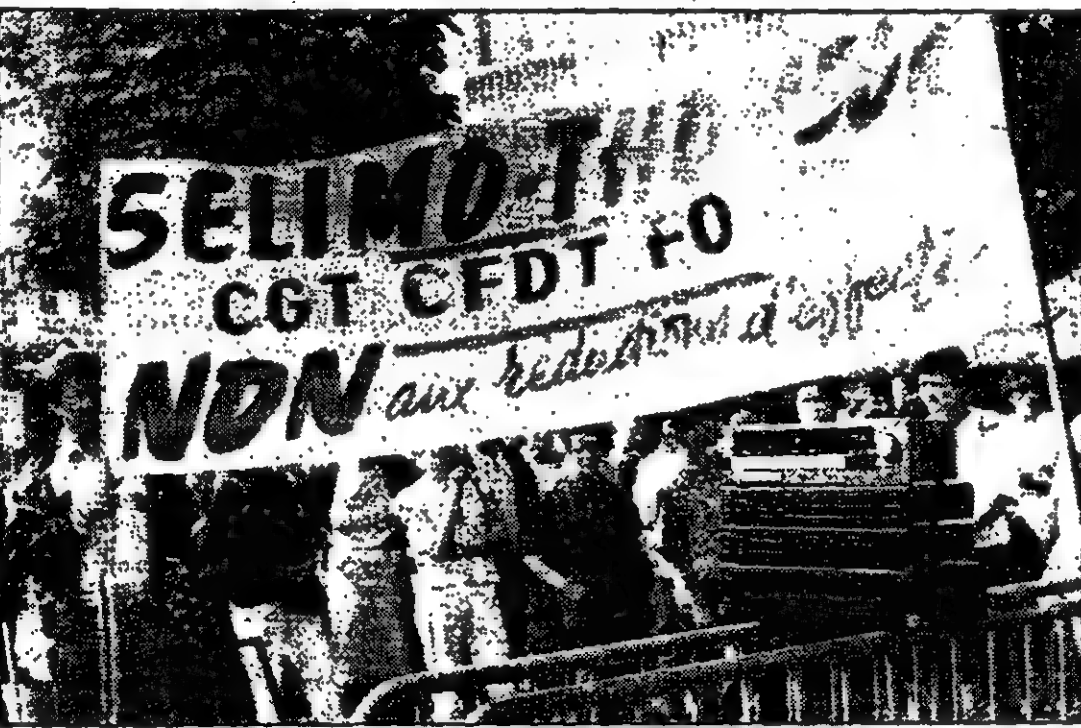
vailleurs avec une pension de 500 F, envoyée par ses parents divorcés.

Enfant de l'Assistance, Gilles était au cours moyen à quatorze ans, et en pré-apprentissage de carrosserie deux ans plus tard. Il a raté le CAP et, de remplacement en intérim, s'est retrouvé à l'ANPE. La première année, il se levait à midi et rêvait de devenir couturier. Si les allocations-chômage n'existaient pas, il se serait mis à chercher un vrai travail plus tôt, c'est vrai. « Mais il faudrait que tout le système économique soit différent », dit-il. Entre la confection de vêtements pour des amis et la recherche d'un stage de mise à niveau, l'année a passé, et l'indemnisation de 1 500 F qu'il percevait n'a pas été prolongée. Depuis trois mois, Gilles vit chez un copain, dont il garde le fils. Il a fait le tour des entreprises de transport pour essayer d'obtenir une promesse d'embauche « bidon » qui lui permettrait de faire financer le permis poids lourd par les organismes sociaux. Il a trouvé un stage d'aide-cuisinier, mais le candidat devait être capable de « découper un bœuf », et lui ne connaissait que le canard à l'orange. Le restaurateur cher-

chait à remplacer un employé parti en service militaire. Convaincu par un garagiste, Gilles a mal évalué le temps de travail nécessaire pour changer l'avant d'une voiture accidentée. Il n'avait pas appris à faire des devis. Gilles n'éprouve de révolte qu'à l'encontre des chefs du personnel qui ne répondent pas aux lettres de candidature. « Je n'en veux pas spécialement à la société, dit-il. Se rebelle-t-on contre une catastrophe naturelle ? »

Ainsi va le chômage à Moulins. D'allocations en stages et bouts de ficelle. Il y a ceux qui sont chômeurs et ceux qui ne le sont pas, tous sur le même bateau.

CORINNE LESNES.



Manifestation contre les suppressions d'emplois chez Selimo, filiale de Thomson.

Une « super-ANPE »

CHEZ Selimo-Thomson, la filiale hi-fi du groupe, cela sent la fin depuis que le directeur du personnel a été nommé à la tête de l'usine. Implantée à Moulins en 1982, la firme comptait mille salariés en 1983. La fermeture semble aujourd'hui inéluctable. « La direction nationale a laissé couler cette filiale sans faire le moindre effort de diversification », accuse le maire d'Yzeure, M. Jean-Paul Desgranges (PS), qui n'avait pas ménagé ses interventions auprès d'Alain Gomez et du gouvernement socialiste pour empêcher la fermeture en 1984.

Le groupe, en tout cas, n'a pas osé se désengager sans essayer de limiter le coût social. Début 1985, sa filiale « reconversion », le GERIS (Groupement d'intérêt économique pour les reconversions et l'expansion d'industries et de services), s'est mise au travail. Une cellule de reclassement s'est installée à Moulins : une sorte de super-ANPE, dont les cadres passent une partie de leur temps à suppléer les chefs d'entreprise de la région d'accepter une prime pour embaucher les salariés dont le groupe est obligé de se séparer.

En juin 1985, sur 250 salariés licenciés de cette usine au personnel à 80 % féminin, une cinquantaine seulement ont accepté le congé-conversion (65 % du salaire pendant quatre mois avec une aide pour retrouver un emploi). Une proportion assez faible semble

avoir survécu dans le même emploi. Des entreprises qui avaient embauché quelques ouvriers en bénéficiant de primes ont licencié par la suite. Cette année, parmi les 218 nouvelles victimes, 36 seulement ont sollicité le congé-conversion. Les autres préfèrent toucher leurs indemnités de licenciement à 100 % : des femmes dont le mari travaille, qui ne croient pas à la reconversion étant donnée la situation de l'emploi, ou qui refusent de quitter l'agglomération.

Thomson ne sait plus comment caser ses chômeurs présents ou à venir. Deux groupes de 14 employés suivent une formation sur le compte de la société. Quinze ouvriers ont été « prêtés » à la filiale de Nevers, où elles sont conduites tous les matins en autocar.

Lorsque le GERIS aura quitté Moulins, il laissera derrière lui 70 emplois créés dans une pâtisserie industrielle, 15 autres dans une unité de véhicules agricoles et 500 000 F de participation à la nouvelle zone industrielle d'Yzeure. Un projet de fabriquer des chaises en hétre, envisagé comme lot de consolation, a finalement été dirigé sur Nevers, chez M. Pierre Bérégovoy, où il ne semble d'ailleurs jamais avoir vu le jour. Les cadres du GERIS s'apprêtent à aller reconvenir ailleurs. « On déplace le chômage », dit un ingénieur.

C. Le.



Célibataires changez vos rencontres

La presse vous dit comment :

«... Multiplier les possibilités de choix, infimes dans la vie courante...»

ELLE

«... On cherche à ce que le coup de foudre se produise sur des bases sérieuses...»

LE FIGARO

«... Cette étude psychologique vise à faire se rencontrer des gens qui soient suffisamment semblables pour se comprendre, mais qui devront être également suffisamment différents pour se compléter...»

LE QUOTIDIEN DU MÉDECIN

«... Donner plus de chances aux générations futures en les aidant à réduire par des moyens scientifiques les risques d'erreurs...»

d'Éducation

Ici : une écoute attentive et chaleureuse...

Rendez-vous avec un spécialiste.

Ion International
Institut de Psychologie fondé en 1950 - PARIS - BRUXELLES - GENEVE

BON GRATUIT —————

Veuillez m'envoyer sans engagement, sous pli neutre et cacheté, le livret d'information en couleurs "Pour un couple nouveau".

N. Mlle Mlle Age

Prénom Adresse

ION FRANCE (M 26) 84, rue Saint-Lazare, 75008 PARIS - Tél. (1) 45.26.70.85

ION MIDI-PYRÉNÉES (M 26) 16, r. Nungesser et Coli - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.52.42.58

ION BELGIQUE (M 26) 1, rue de la Cornette 105, BP 21 - 1000 BRUXELLES - Tél. 511.74.30

ION SUISSE (M 26) 12, rue de la Cornette CP 263-1211 GENEVE 11 Tél. (41.22) 21.75.01

Le rêve évanoui

MOULINS de notre correspondant

BERNARD, trente-huit ans, faisait partie de la première vague de licenciements chez Selimo-Thomson, en juin 1985. Depuis — malgré un stage — l'ancien ouvrier spécialisé n'a pas retrouvé d'emploi et le seul fatidique des deux années de chômage — dans deux mois — a déjà suscité une grave dépression familiale : la pavillon « F 4 » construit en 1978 dans la lotissement de Lusigny (Allier) est venu allonger la liste des propositions de vente des agences immobilières de Moulins...

« Nos retards de remboursement des mensualités de prêts s'accroissent, et vivre à la campagne entraîne beaucoup plus de frais que nous ne l'avions envisagé. » La démission a balayé le vieux rêve de l'installation dans ce petit village de Sologne bourbonnaise, à 12 kilomètres de Moulins.

En 1978, dit Bernard, le maître carré de terrain à construire dans un lotissement viabilisé coûtait 30 F. « Nombreux furent les postulants issus du quartier populaire des Champins-Champmillan-Nomevy, au sud de Moulins. La

tranquillité, le coût du terrain relativement faible : tout semblait réuni pour le grand saut vers la propriété. Hélas ! pour Bernard et pour de nombreuses autres familles de l'agglomération, la perte de l'emploi s'est révélée catastrophique en l'absence d'assurance-chômage accompagnant le prêt ! « Ma femme ne travaille pas, alors, il ne nous reste plus de solution, d'autant que les ressources de l'aide personnalisée au logement se sont réduites très rapidement. »

Les revenus de plus en plus faibles pour faire face aux charges immobilières croissantes ne laissent plus la place au choix, d'autant que les frais de la famille augmentent : les deux enfants, douze et quinze ans, fréquentent un collège de l'agglomération, ce qui entraîne un déplacement ; « En dehors des transports scolaires, il n'existe pas de transports en commun. » Mais la vente du pavillon suffira-t-elle à tout arranger ? « Il aura été difficile pour moi d'obtenir 450 000 F, valeur estimée de la maison », note Bernard, et les agences immobilières de Moulins partagent cet avis...

JEAN-YVES VIF.

60800 F

Economie

SOCIAL

Un consensus pour la « Sécu » ?

(Suite de la première page.)

De même le gouvernement innove en lançant une procédure traditionnelle des négociations parlementaires, ou même des « commissions royales » britanniques, avec leur poids et leur cortège d'ambitions.

Ce faisant, prend-il des risques ? Assurément car il n'est pas question d'édicter des propositions, ni même d'attendre de la complaisance des « sages » dont les convictions sont, pour certains, connues ! Mais ces risques restent limités.

A court terme, en effet, les « sages » ne pourront sans doute que constater la nécessité de mesures d'urgence : on peut difficilement nier la réalité du déficit prévisible pour l'exercice 1987, si l'on peut discuter sur ses dimensions et diverger sur les moyens de le réduire. Ils renforceront donc la conviction exprimée mardi par M. Séguin au nom, nous a-t-il fait savoir, de l'ensemble des organisations qu'il a consultées à la fin de mars. C'est par les indications qu'ils donneront dans leur rapport sur les mesures souhaitables que les experts exerceront une influence sur le choix gouvernemental.

Sur le long terme, l'issue est plus ouverte. Les « sages » disposent d'une grande marge de manœuvre dans l'information présentée, les questions posées, le

choix des organisations et des groupes consultés. Les réactions de ceux-ci sont moins prévisibles — même si l'on connaît les positions et les propositions des grands partenaires sociaux. Le résultat peut s'écarter sensiblement des attentes du gouvernement. Mais celui-ci sera-t-il véritablement contraint par les conclusions ? Les « mesures d'urgence » donneront au ballon d'oxygène aux finances du régime général et un délai au gouvernement. Lorsque le débat sera achevé, vers la fin de l'année, il y a peu de chances qu'une décision soit prise, qu'une réforme importante soit lancée, à quelques mois de l'élection présidentielle.

Dans le meilleur des cas, c'est-à-dire si la consultation aboutit à des conclusions claires, leur pouvoir va s'émousser avec le temps. On sait ce qu'il advient du rapport de la commission Laroque de 1962, qui dessinait la première esquisse d'une politique de la vieillesse : alors qu'elle prônait l'intégration des personnes âgées dans la société, elle aboutit, dans un premier temps, à développer un habitat ségrégué. Seule l'apparition, à travers les « états généraux », d'un mouvement d'opinion fort, appuyant les conclusions des « sages », peut empêcher ce genre de dérive. Est-ce possible ?

GUY HERZLICH

La majorité est inquiète

Les « états généraux » de la Sécurité sociale font pour ses députés de la majorité. M. Philippe Séguin a pu s'en apercevoir en allant expliquer le fruit des réflexions gouvernementales successivement devant le groupe UDF, puis devant le groupe RPR, le mardi 14 avril à l'Assemblée nationale. Pour des élus politiques, le lieu prioritaire du débat doit être le Parlement, d'autant que tous n'ont pas oublié les leçons de l'histoire : des états généraux, on sait comment ça commence ; il est plus difficile de prévoir comment cela se termine.

M. Jean-Claude Gaudin fait partie des plus inquiets. Il est de ceux qui craignent que ces états généraux départementaux ne soient que des occasions à « meetings » ; nombre de ses amis doutent que les préfets soient les plus aptes à maîtriser un tel mécanisme. M. Pierre Messmer, lui-même, n'aime pas beaucoup l'expression ; il préfère parler de « forum » ou de « table ronde ». De toute façon, le président du groupe

RPR craint que « les espoirs du ministre des affaires sociales et du gouvernement ne soient déçus », car ceux qui vont s'exprimer, du moins le redoute-t-il, « voudront changer le moins possible et se contenteront de bricolage », tant son expérience lui a enseigné que « les organisations syndicales, quelles soient ouvrières ou patronales, sont parmi les organisations les plus conservatrices de ce pays ».

Le Parlement va de toute façon avoir son mot à dire. Des explications données par M. Séguin, ses interlocuteurs ont compris qu'ils vont devoir, avant l'été, se prononcer sur des mesures d'urgence. Le grand débat n'aura lieu qu'à l'automne lorsque le gouvernement lui présentera les conclusions des « états généraux » après les avoir soumis au Conseil économique et social. Mais M. Messmer ne cache pas qu'il estime qu'une meilleure maîtrise des dépenses de la sécurité sociale passe par un contrôle réel de celles-ci par les parlementaires. Puisque les contribuables devraient être amenés à participer de plus en plus, en tant que tels, à son financement, le président du groupe RPR pense que leurs représentants doivent intervenir au lieu de laisser les partenaires sociaux être les seuls interlocuteurs du gouvernement.

M. Séguin, en tout cas, en écoutant les députés UDF puis RPR, aura pu mesurer combien ses décisions actuelles pour maîtriser les coûts sont difficilement comprises par les électeurs. Tous ses interlocuteurs lui ont fait part des plaintes dont ils sont submergés pendant leur permanence.

Th. S.

AFFAIRES

La restructuration de la chimie française

Roussel-UCLAF : marchandage entre Hoechst et le gouvernement

Des représentants du gouvernement français et du groupe chimique allemand Hoechst se sont une nouvelle fois réunis en début de semaine pour s'entretenir du partage des responsabilités chez Roussel-UCLAF, filiale de la firme de Francfort (54,5 %), mais également de l'Etat français (40 %, dont 3,75 % par la Compagnie financière de Suez). Aucune décision définitive n'a encore été arrêtée au cours de cette réunion de caractère assez informel. Mais, visiblement, les deux parties sont soucieuses de boucler rapidement ce dossier délicat.

Rebondissement de l'affaire Roussel-UCLAF ? Il s'agit en réalité de l'avant-dernier épisode d'un feuilleton industriel qui avait fait couler beaucoup d'encre, en 1982, quand la firme pharmaceutique du boulevard des Invalides avait échappé à la nationalisation au prix de quelques concessions allemandes. Pour conserver le contrôle de ce laboratoire français, acquis en 1972 après la mort accidentelle de M. Jean-Claude Roussel, Hoechst avait d'abord accepté d'abandonner à l'Etat français son droit majoritaire. Composé de douze membres, six représentant les intérêts français, six autres les intérêts allemands, le conseil de surveillance de Roussel-UCLAF est ainsi présidé depuis juin 1982 par M. Christian d'Amal, ambassadeur de France, personnalité choisie au haut lieu pour occuper ce poste et faire pencher par son vote le pouvoir de décision du côté français en cas de besoin.

Dans l'accord conclu avec le gouvernement Mauroy, le géant allemand de la chimie et de la pharmacie avait aussi consenti d'y voir inclure une clause de rachat, qui, à terme, était censée conduire à la nationalisation. Mais, en fait, Hoechst ne s'est pas privé de le faire remarquer et a opposé un « veto » catégorique à la proposition faite. Car, ajoute-t-on à Francfort, « les résultats de Roussel-UCLAF sont encore plus mauvais pour 1987 ». « L'action Roussel-UCLAF ne vaut pas plus de 1 000 F. »

Manœuvre habile pour obtenir à moindre coût le contrôle renforcé. C'est possible, car le groupe allemand court moins, semble-t-il, de perdre un pouvoir de décision qu'il détiendrait de fait sans l'avoir jamais vraiment perdu, qu'après un besoin pressant de renforcer ses assises dans l'industrie du médicament.

L'année 1986 a été désastreuse pour la pharmacie, une des premières du monde, à cause du dollar, mais aussi d'une concurrence accrue des laboratoires américains redevenus très dangereux. Hoechst ne serait peut-être pas fâché, dans ces conditions, de tirer plus de profits de sa filiale française. Car, si les résultats de Roussel-UCLAF ne sont pas brillants, l'avenir de l'entreprise apparaît, lui, en revanche, très prometteur. Roussel-UCLAF s'apprête, en effet, à lancer en rafale nombre de nouveaux médicaments. Si l'on en croit son président, le docteur Edouard Sakiz, le pipeline est même bien rempli avec un anti-androgène pour soigner le cancer de la prostate (très récemment lancé), de nouveaux antibiotiques — au phénothiazine pour soigner la fameuse maladie du légionnaire (1987) et de nouvelles céphalosporines, l'ase (1988) avec des propriétés immuno-stimulantes, l'entre de quatrième génération (1989-1990) au spectre élargi, — la pilule du lendemain, un anti-hypertenseur. La liste n'est pas exhaustive. Bref, le groupe français apparaît toujours être un excellent parti.

Hoechst, qui s'est vu offrir de racheter tout ou partie des intérêts de l'Etat français, ne s'est pas privé de le faire remarquer et a opposé un « veto » catégorique à la proposition faite. Car, ajoute-t-on à Francfort, « les résultats de Roussel-UCLAF sont encore plus mauvais pour 1987 ». « L'action Roussel-UCLAF ne vaut pas plus de 1 000 F. »

Manœuvre habile pour obtenir à moindre coût le contrôle renforcé. C'est possible, car le groupe allemand court moins, semble-t-il, de perdre un pouvoir de décision qu'il détiendrait de fait sans l'avoir jamais vraiment perdu, qu'après un besoin pressant de renforcer ses assises dans l'industrie du médicament. L'année 1986 a été désastreuse pour la pharmacie, une des premières du monde, à cause du dollar, mais aussi d'une concurrence accrue des laboratoires américains redevenus très dangereux. Hoechst ne serait peut-être pas fâché, dans ces conditions, de tirer plus de profits de sa filiale française. Car, si les résultats de Roussel-UCLAF ne sont pas brillants, l'avenir de l'entreprise apparaît, lui, en revanche, très prometteur. Roussel-UCLAF s'apprête, en effet, à lancer en rafale nombre de nouveaux médicaments. Si l'on en croit son président, le docteur Edouard Sakiz, le pipeline est même bien rempli avec un anti-androgène pour soigner le cancer de la prostate (très récemment lancé), de nouveaux antibiotiques — au phénothiazine pour soigner la fameuse maladie du légionnaire (1987) et de nouvelles céphalosporines, l'ase (1988) avec des propriétés immuno-stimulantes, l'entre de quatrième génération (1989-1990) au spectre élargi, — la pilule du lendemain, un anti-hypertenseur. La liste n'est pas exhaustive. Bref, le groupe français apparaît toujours être un excellent parti.

Hoechst, qui s'est vu offrir de racheter tout ou partie des intérêts de l'Etat français, ne s'est pas privé de le faire remarquer et a opposé un « veto » catégorique à la proposition faite. Car, ajoute-t-on à Francfort, « les résultats de Roussel-UCLAF sont encore plus mauvais pour 1987 ». « L'action Roussel-UCLAF ne vaut pas plus de 1 000 F. »

Moyen de pression

Sauf imprévu, Hoechst devrait obtenir, avant le 25 juin prochain, date de l'assemblée générale de Roussel-UCLAF, le droit de nommer un membre de plus au conseil de surveillance. Et le tour sera joué. Mais le gouvernement français ne semble pas si pressé. Son objectif prioritaire est de trouver un acquiescement pour sa participation que l'on peut estimer à environ 3,8 milliards de francs. L'ennui, et il est de taille : l'action Roussel-UCLAF est jugée beaucoup trop chère. Elle capitalise, en effet, plus de vingt-cinq fois les bénéfices du groupe en chute libre de 26 % en 1986 à 384 millions de francs.

Hoechst, qui s'est vu offrir de racheter tout ou partie des intérêts

CdF-Chimie : deux ans pour rééquilibrer les comptes

Quel plan M. Serge Tchuruk, nouveau président de CdF-Chimie, a-t-il préparé pour redresser son groupe, dernier grand malade de l'industrie chimique française ? Le suspense va encore durer un mois, le temps de mettre les partenaires sociaux au courant. Mais c'est désormais une certitude : CdF-Chimie ne sera pas démantelée, mais reconstruite et redéployée sur ses points forts.

L'Etat actionnaire a approuvé les options prises par M. Tchuruk et, en gage de son approbation, lui a accordé 3,1 milliards de francs (le Monde du 14 avril), une somme très voisine de celle qui avait été demandée. Mais cet accord est considéré comme un solide de tout compte : M. Tchuruk n'obtiendrait pas un sou de plus. Il est désormais condamné à réussir sans s'écarter des engagements pris.

Le nouvel homme fort de CdF-Chimie ne sous-estime pas l'importance de l'effort à produire pour rendre la santé à l'entreprise, véritable nouveau Danaïde avec 12 milliards de francs courants perdus en dix-neuf ans d'existence et qui, de dotations en subventions de créances, a englouti plus de 9 milliards de francs. Pour parvenir à ses fins, il s'est fixé comme objectif de renverser la vapeur en donnant la primauté aux spécialités. Autrement dit la

chimie fine, qui représente actuellement 40 % de l'activité du groupe, devra à moyen terme avoir pris la place occupée actuellement par la chimie lourde (60 %).

Selon M. Tchuruk, « le groupe présente un gisement d'amélioration de toute nature avec un potentiel de progrès important », qui permettra d'atteindre le but recherché. Il est d'autre part confiant dans le personnel, qui « a su passer la veste du boulet » et « a eu le courage de faire les efforts nécessaires ».

Mais le troisième groupe chimique français ne pourra pas s'en sortir sans nouer des alliances à l'échelon européen. M. Tchuruk ne l'a pas caché. En revanche, il refuse de se présenter sur l'autel de l'association en état d'infirmité. « Il faut que CdF-Chimie soit un acteur à part entière dans la restructuration européenne et non une victime expiatoire. »

Faut-il rappeler que M. Tchuruk apparaît convaincu de son fait, fixe le retour à l'équilibre des comptes pour 1989 et se propose de faire appel à des actionnaires privés.

D'ici là, « le site de Carling (Moselle), bien qu'insolent, sera développé et pérennisé » ; tous les efforts tendront à « rendre performante la plate-forme de Dunkerque (Nord) » ; les engrais devront cesser de coûter de l'argent pour être res-

sources sur les exportations et l'accent sera mis sur les bonnes relations déjà entretenues avec les pays producteurs (Qatar, Venezuela). Enfin M. Tchuruk s'est dit plutôt prêt, pour « faire du cash », à « vendre des absorbants pour couches de bébés plutôt que des ustensiles aux animaux ».

Bref, le président de CdF-Chimie prend résolument le parti du redressement. Les structures du groupe beaucoup trop lourdes, seront allégées. Quatre grands secteurs vont être créés, qui seront filiales à 100 % de la holding : un secteur chimie comprenant les divisions « pétrochimie » et « spécialités », un secteur engrais, un secteur peinture et un secteur agro. La holding elle-même, subira une cure d'amalgamation (moins de cent personnes au lieu de mille).

Objectif poursuivi : responsabiliser M. Tchuruk ne propose en effet de créer, en particulier, des centres de profits dont les patrons seront « de véritables chefs d'entreprises ».

Car il a bien compris la nécessité de déléguer ses pouvoirs et que, défiant d'associer chaque personne au redressement de son entreprise, les chances de réussir étaient bien minces.

A. D.

En attendant, les conversations précèdent. Le gouvernement français s'est tourné vers les firmes pharmaceutiques françaises. Après le rachat de l'agrochimie d'Union Carbide, Rhône-Poulenc n'a plus un sou vaillant. Son président, M. Jean-René Fourton, a indiqué, sous forme de bonade, dit-il, qu'il accepterait que l'Etat lui cède gratuitement sa participation dans Roussel-UCLAF, en guise d'apport de capital. Cette solution n'aurait certainement pas l'heur de plaire à Hoechst, qui avait déjà demandé et obtenu de l'Etat socialiste qu'aucun concurrent ne soit candidat au rachat de sa part. Mais elle pourrait servir au gouvernement d'instrument de pression pour inciter Hoechst à négocier avec le même un français de la chimie, soit l'agrochimie de Roussel-UCLAF qui l'intéresse, soit des accords industriels, plus complexes, visant, par exemple, à développer en commun des familles de vaccins.

Le rêve d'une grande association Pasteur-Mérieux-Behring n'est pas peut-être pas si fon. D'après certaines informations, M. Fourton serait à Francfort, ce mercredi 15 avril. Reste que Hoechst est en position de force, puisque le gouvernement chinois ne peut politiquement pas utiliser pleinement les accords de 1982 et brandir une menace de nationalisation de Roussel-UCLAF. Privatiser n'est pas toujours facile.

ANDRÉ DEBOST.

AGRICULTURE

Plan européen d'aides aux agriculteurs : 1,8 milliard d'ECU en dix ans

Le commissaire européen à l'agriculture, M. Frans Andriessen (Pays-Bas), a présenté, mardi 14 avril, les détails du plan d'aides directes aux agriculteurs en difficulté, envisagé par la Commission (le Monde du 9 avril), que le conseil des ministres devra adopter. Ce plan prévoit des aides aux agriculteurs considérés comme potentiellement compétitifs, mais handicapés par un endettement excessif et des aides plus sociales destinées aux petits agriculteurs victimes des rigueurs de l'époque. Les subventions pourront être soit cofinancées par la CEE et les Etats membres, soit purement nationales, pour les plus pauvres, et impérativement plafonnées pour éviter les inégalités entre les pays membres.

Parallèlement, un programme d'incitation financière sera mis en œuvre pour encourager en départ les agriculteurs à cinquante-cinq à soixante-quatre ans.

Ce projet pourrait intéresser plus de 300 000 exploitants entre 1988 et 1992 et toucher 100 000 préretraités. Le coût global dans le budget communautaire de ces deux types de mesures, étalé sur dix ans (1988-1997) est évalué à 2,3 milliards d'ECU (soit 15,8 milliards de francs) ; 1,8 milliard pour les aides et 500 millions pour les incitations à la préretraite.

Prêts à la consommation: de l'argent, tout de suite et pour tout faire.

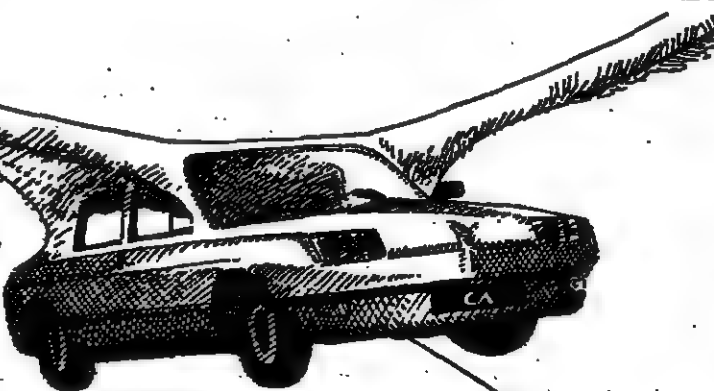
Une occasion en or. L'affaire du siècle. Un projet caressé depuis longtemps. Ou alors, une tuile, un petit coup dur. Bref, il vous faut de l'argent, tout de suite, là maintenant. Nos prêts à la consommation sont là pour ça. Avec leur taux modéré et leur remboursement sur mesure, ils peuvent financer* vos besoins et vos rêves jusqu'à 100%.

Posez-nous la question, la décision sera prise en quelques minutes. C'est cela, le bon sens en action.



Le bon sens en action.

Credit Agricole



سكنى فى الجبل

الخط 150 000

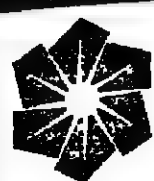
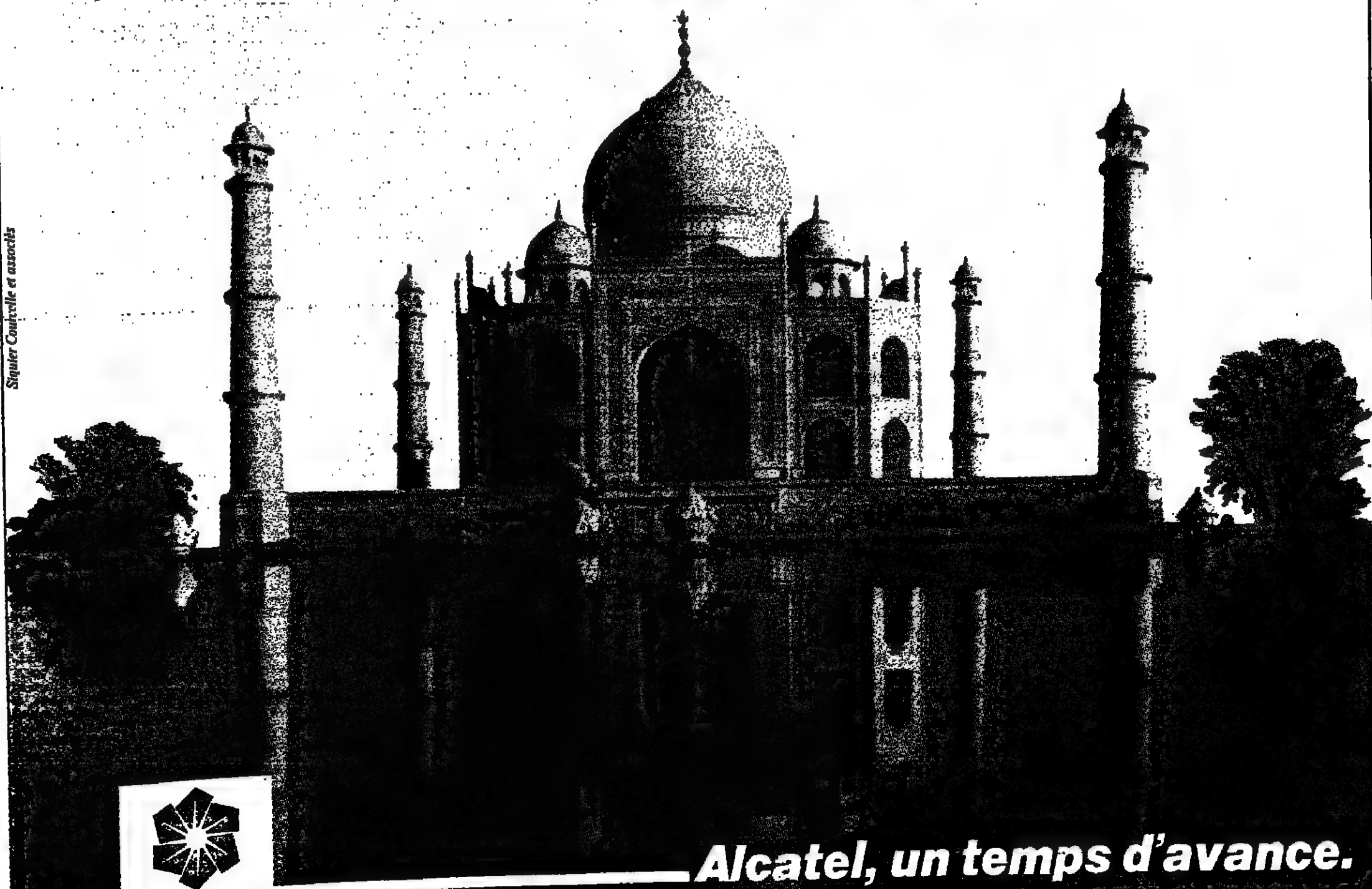
Le Monde • Jeudi 16 avril 1987 27

Alcatel

Alcatel CIT

**Inde. Avril 1987: la 150 000^e ligne
du système Alcatel E10 est produite
par l'usine d'Indian Telephone Industries
Ltd (ITI) de Mankapur.**

**Dans le monde, 57 pays ont déjà choisi
le système de commutation numérique
Alcatel E10 et 15 000 000 d'usagers
sont raccordés à ce système.**



GRUPE
CIGIE

Alcatel, un temps d'avance.

AFFAIRES

Le projet de loi sur le mécénat

Le gouvernement veut stimuler l'initiative privée dans les domaines culturel, scientifique et humanitaire

M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, a présenté au conseil des ministres du 15 avril un projet de loi sur le mécénat. Celui-ci entend « concilier l'intérêt général et l'initiative privée » dans le domaine culturel mais aussi dans les secteurs de la formation, de la recherche, de la vie sportive ou des interventions humanitaires. Outre des incitations fiscales importantes, ce texte réforme pour partie la loi de 1901 sur les associations, ce qui a entraîné les réserves du Conseil d'Etat.

Le général de Gaulle et le soldat inconnu vont peut-être se retourner dans leur tombe. Mais tout laisse à penser que la réfection de l'Arc de triomphe, infiltré d'eau depuis les travaux du RER, sera partiellement financée par American Express. Et M. Léotard, pour achever le projet du Grand Louvre, compte obtenir 200 millions de francs du secteur privé. Dans un autre domaine, ce sont les salariés des chaussures André qui participent à l'opération en faveur des malades de la moelle épinière et d'autres salariés qui consacrent leurs gains de productivité à une cause humanitaire. Quant à la Société générale, elle fait savoir sur son site qu'elle a décidé de « sponsoriser » la finale du championnat de France de rugby.

Politique d'image ou besoin de générosité, le mécénat semble se développer. Même si les chiffres sont encore faibles : les entreprises ne profitent toujours pas pleinement des premières modifications de la fiscalité réalisées, en leur faveur, par M. Lang en 1985. Et le mécénat culturel ne dépasse pas 150 millions de francs, soit l'équivalent pour quelque deux cents entreprises de la seule subvention à l'Opéra de Paris.

Le gouvernement n'en a pas moins pensé qu'il devait aller plus loin. Voilà pourquoi M. Balladur présente, le 15 avril, au conseil des ministres un projet de loi qui doit beaucoup au travail effectué depuis janvier par M. Georges Pebercan, l'ancien président de la CGE.

Le texte, initialement intitulé « Initiative et liberté » (mais il

pour amorcer un redressement du financement privé de la recherche, plus public en France que dans la plupart des grands pays industriels.

Le second trait de ce texte, c'est d'être beaucoup plus incitatif que la loi Lang. Pour les entreprises, les dons à tous les organismes précités sont déductibles fiscalement à hauteur de 2 pour 1 000 de leur chiffre

rapport à M. Léotard pour « enrichir le patrimoine artistique national ».

Les particuliers ne sont pas oubliés. Ainsi bénéficieront-ils de crédits d'impôts équivalant la première année du don à 25 % de celui-ci (dans la limite de 1 200 F contre 600 F auparavant) et, dès la seconde année, ce taux passera à 38 % (soit plus exactement au taux de la dernière tranche de barème de l'impôt sur le revenu).



Protection juridique

La troisième spécificité de ce texte, c'est de modifier la fameuse loi de 1901 sur les associations et de chercher à développer l'activité des fondations, une réforme « par la bande » qui a fait soulever le Conseil d'Etat. Ce dernier a émis des « réserves préalables » auxquelles le gouvernement est passé outre. Ainsi, les dons et legs faits à des organismes d'utilité publique seront exonérés de droit de mutation, mais, surtout, les associations déclarées qui ont pour objet exclusif la recherche scientifique ou médicale pourront dorénavant accepter des libéralités entre vifs ou testamentaires. De plus, la reconnaissance d'utilité publique ne sera plus subordonnée à l'existence d'un délai probatoire, sauf si l'association présente une situation financière précaire. Enfin, le gouvernement a décidé d'améliorer les possibilités de financement de ces organismes en même temps qu'il réservera l'appellation de « fondation » aux seules fondations reconnues d'utilité publique, une protection juridique qui n'existait pas jusqu'à présent.

Les personnalités qui entouraient M. Balladur lors de la présentation de ce projet de loi montraient bien ce que le gouvernement veut entreprendre par ce biais. Le professeur Christian Cabrol a un projet d'institut de cardiologie entièrement autofinancé et le champion olympique Pierre Quinon souhaite par la voie associative réunir les champions de la culture. D'une part, et « donner de l'argent frais supplémentaire », d'autre part.

Un effort particulier a été décidé afin pour attirer en France des investisseurs étrangers et la réglementation fiscale sera de ce point de vue assouplie. Ces investisseurs pourront bénéficier d'une prime de l'Etat de 15 %, ce qui, au demeurant, est peu par rapport aux subventions que proposent l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, mais à ces sommes pourront s'ajouter des aides sollicitées auprès des collectivités locales ou des chambres de commerce.

La décentralisation administrative. Forçant la main à M. Juppé (budget) et Cabana (réformes administratives), notamment MM. Chirac et Méhaignerie ont demandé que l'Etat donne l'exemple et que plusieurs administrations, établissements publics ou grandes

Les quatre piliers de la nouvelle politique d'aménagement du territoire

A côté du plan autoroutier, qui constituait le chapitre le plus important et le plus public, le gouvernement a arrêté, le 13 avril, une série d'orientations qui tendent à redonner quelque crédibilité à la politique d'aménagement du territoire. Ces orientations ont fait l'objet d'un débat au Sénat le 14 avril.

Comme dans tous les comités interministériels d'aménagement du territoire et quel que soit le gouvernement, l'ordre du jour était chargé et MM. Chirac et Méhaignerie ont décidé de ne rendre publiques les mesures que progressivement, selon un calendrier soigneusement dosé, afin d'en tirer le meilleur « effet d'annonce ». C'est ainsi que le premier ministre se réserve d'expliquer les nouveaux cours de la politique en faveur des zones de conversion industrielle, lors de son voyage en Lorraine (une région typique à cet égard) la semaine prochaine. De même, les moyens d'atténuer la spirale du déclin, qui menace plusieurs centaines de cantons ruraux, seront mis au point d'ici aux 24 et 25 juin, dates auxquelles doit se réunir à Besançon la première conférence nationale d'aménagement rural.

Outre les routes, quatre domaines ont été examinés par le gouvernement :

• La politique à l'égard des régions de conversion industrielle.

Le gouvernement de M. Pierre Mauroy avait, il y a trois ans, défini quinze pôles de conversion. MM. Chirac et Méhaignerie ne remettent pas en cause ces priorités mais en ajoutent d'autres, par exemple la zone de La Rochelle, en fonction des difficultés d'emplois qui s'y posent mois après mois. En 1988, les crédits pour les primes (300 millions en 1987), seront destinés à attirer les investisseurs étrangers, seront accrus. Des crédits vont être décaissés en outre en faveur des zones minières et pour la remise en état des friches d'usines abandonnées. Les dotations de l'Etat aux sociétés de conversion, qui sont des filiales de grands groupes comme Charbonnages de France ou Usinor, seront elles aussi relevées.

Un effort particulier a été décidé afin pour attirer en France des investisseurs étrangers et la réglementation fiscale sera de ce point de vue assouplie. Ces investisseurs pourront bénéficier d'une prime de l'Etat de 15 %, ce qui, au demeurant, est peu par rapport aux subventions que proposent l'Allemagne, la Belgique, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, mais à ces sommes pourront s'ajouter des aides sollicitées auprès des collectivités locales ou des chambres de commerce.

La décentralisation administrative. Forçant la main à M. Juppé (budget) et Cabana (réformes administratives), notamment MM. Chirac et Méhaignerie ont demandé que l'Etat donne l'exemple et que plusieurs administrations, établissements publics ou grandes

écoles soient transférées en province. On sait à quel point les résidences se manifestent de la part des syndicats de fonctionnaires. Mais des mesures favorisant la mobilité des personnels vont être prises. M. Méhaignerie souhaite que, d'ici à la fin de 1987, plusieurs services de son ministère programment leur déménagement, qui concernerait quelque huit cents agents.

• Les mesures d'urgence pour enrayer la désertification du monde rural.

Des zones entières de Corse, des Cévennes, du Massif Central, des Pyrénées, des Alpes, du Morvan, de Champagne ou de Bretagne intérieure sont menacées de mort lente par la disparition progressive de la population, des activités économiques et des services publics ou privés. Autant il semble illusoire d'espérer les remettre sur les chemins de l'expansion, autant l'amélioration des routes et le développement systématique du tourisme peuvent leur accorder un répit. Mais, pour y fixer des activités économiques et pour permettre aux communes rurales de réunir au minimum des moyens financiers, sans trop taxer les exploitations agricoles, il faudra à la fois que l'Etat repense différemment les subventions qu'il verse aux collectivités locales (1) et qu'il engage une réforme de la taxe sur le foncier non bâti. La Rue de Rivoli et le ministère de l'Intérieur vont préparer des mesures en ce sens.

Le rôle des sous-préfets

• Les contrats de plan. Créés en 1984 pour la durée du IX^e Plan, c'est-à-dire jusqu'en 1988, ces contrats, qui associent les financements de l'Etat et les crédits des régions, seront renouvelés pour cinq ans à compter de 1989. Les régions et l'Etat vont, dès maintenant, préparer les prochains contrats et déterminer un nombre plus restreint de priorités. Selon M. Méhaignerie, les deux orientations essentielles à respecter seront les infrastructures et la formation.

Le premier ministre a souligné que les modalités de fonctionnement de la DATAR soient réexaminées et que l'efficacité de ses interventions s'améliore. Il est impératif, notamment, que dans les régions et les départements les antennes de la DATAR travaillent en étroite relation avec les préfets, commissaires de la République, qui sont à la fois, en vertu des lois de décentralisation, les représentants locaux de l'ensemble du gouvernement et les interlocuteurs privilégiés des collectivités locales. A ce sujet, M. Chirac a demandé que les sous-préfets, dont beaucoup ont des états d'âme, soient, sur le terrain, les fers de lance de la nouvelle politique d'aménagement du territoire.

FRANÇOIS GROSHARD.

(1) Sous la forme de la dotation globale de fonctionnement (DGF).

REPÈRES

Aéroports

Croissance, sauf à Marseille

Les aéroports français ont attiré, en 1986, 3,2 % de passagers supplémentaires. Ceux de Marseille ont en revanche, en raison de la décision des autorités algériennes de limiter l'allocation de devises de leurs ressortissants, mais tous les autres profitent des effets de la libéralisation du trafic aérien européen qui a permis de multiplier les dessertes inter-régionales.

Le classement des plates-formes aéroportuaires régionales est le suivant : Nice, 4,3 millions de passagers (+ 3,5 %), Marseille, 4,23 (- 4,6 %), Lyon, 2,88 (+ 4,2 %), Toulouse, 2,16 (+ 6,3 %), Bordeaux, 1,79 (+ 10,3 %), Bâle-Mulhouse, 1,1 (+ 8 %). Dans le domaine du fret, la progression est moins nette : Marseille, 29 940 tonnes (- 2,5 %), Toulouse, 14 400 (+ 16,3 %), Nice, 13 700 (+ 11,8 %), Lyon, 11 200 (- 7,3 %), Bordeaux, 7 350 (- 5,2 %).

Production industrielle

Forte hausse en Grande-Bretagne

La production industrielle a enregistré une forte hausse mensuelle de

1,8 % en février, selon des statistiques officielles provisoires. La hausse de janvier, en revanche, a été révisée légèrement en baisse et a atteint 0,3 %. Sur douze mois, l'amélioration ressort à 2,6 % en février et représente 3,8 % pour la production manufacturière (hors énergie). Cette dernière reste toujours inférieure de quelque 4 % à son plafond de 1979, mais une récente enquête de la confédération de l'industrie britannique tend à prouver que les carnets de commandes vont à leur plus haut niveau depuis dix ans.

Léger retrait au Japon

La production industrielle a baissé de 0,2 % en février, après correction des variations saisonnières, annonce le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI). Ce tassement est attribué au ralentissement des industries pharmaceutiques et alimentaires. Dans le secteur pétrolier et charbonnier, la chute atteint 6,2 % en un mois, alors que l'industrie électrique enregistre une progression de 2,6 %. L'ensemble de ces éléments est jugé décevant par le MITI, qui tablait, pour février, sur une progression de 0,3 % de la production industrielle.

En revanche, le nombre des entreprises qui se sont déclarées en faillite avec un passif de 10 millions de yens ou plus (70 600 dollars) a été de 16 896 durant l'année budgétaire terminée le 1^{er} avril 1987, soit 7,8 % de moins que durant l'exercice précédent.

Le Monde sur minitel

CINEMA

LE GUIDE COMPLET PARIS-PROVINCE

Avant de sortir, consultez la critique, choisissez votre salle. Vérifiez les horaires.

Tapez 36.15 LEMONDE

et vous avez accès aux programmes complets de la région parisienne et de vingt-deux grandes villes de province* : les nouveaux films de la semaine, les critiques et les sélections du Monde, le hit-parade des fréquentations. Et la liste de tous les films classés par genre ou par titre.

* Besançon, Bordeaux, Caen, Chambéry, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Nice, Orléans, Reims, Rennes, Rouen, Saint-Etienne, Strasbourg, Toulouse, Tours.



36.15 TAPEZ LEMONDE

Les conséquences des hausses de la chute de la

Les conséquences des hausses de la chute de la... (text is partially obscured and blurry)

Déficit commercial s'est encore creusé

Déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

Le déficit commercial s'est encore creusé... (text is partially obscured and blurry)

150/100

سكاي نيوز

Economie

ÉTRANGER

De fortes interventions des banques centrales stoppent la chute du dollar

Les retombées des résultats décevants du commerce extérieur américain en février ont à nouveau illustré la nervosité des marchés des changes. Pourtant largement anticipée, l'annonce d'un solde négatif de 15,1 milliards de dollars entraînant dans un premier temps une nouvelle chute du billet vert et une vague de ventes à Wall Street. Après avoir pulvérisé un nouveau record de hautes à 140,55 cents à l'ouverture des marchés asiatiques, le dollar regagnait toutefois du terrain et s'inscrivait à 142 cents.

De nouvelles et fortes interventions concertées des banques centrales ont apparemment calmé le jeu et permis à la devise américaine de repasser la barre des 1,81 mark ou des 6 francs français. Dans l'attente d'une conférence de presse du gouverneur de la Banque centrale, M. Satoshi Sumita, qui devait réaffirmer la volonté des États-Unis d'écarter une chute prolongée du dollar, les cambistes ont ainsi joué la prudence.

Les signataires de l'accord du Louvre sur une stabilisation ordonnée du billet vert verront dans cette accalmie une justification de leur décision. Ils peuvent en outre se féliciter de voir les marchés interpréter le durcissement des taux d'intérêt aux États-Unis comme un simple ajustement et non comme le signal d'un renchérissement international du loyer de l'argent. Les sceptiques pour leur part s'inscrivent de la volatilité d'une situation toujours dominée par une hypersensibilité aux indicateurs économiques, même mensuels, comme aux « petites phrases » vite interprétées et amplifiées sur le marché des changes.

Le déficit commercial américain s'est encore creusé

Sans être aussi catastrophique que les 18 milliards de dollars agités par certains, le déficit commercial de 15,1 milliards enregistré en février par les États-Unis constitue une déception pour les tenants du libre-échange, de moins en moins nombreux aux États-Unis. Il faut en effet remonter à novembre pour trouver un solde négatif d'un ampleur comparable, celui de janvier venant d'être révisé en baisse pour représenter 12,3 milliards de dollars.

Pour l'équipe Reagan, politiquement affaiblie et impatiente de disposer de signes d'amélioration face à un congrès tenté par la gauche protectionniste, ce revers est précautionnant. Il est plus encore pour les partenaires de Washington, menacés d'attaques sectorielles au nom d'une « concurrence loyale » dont la définition reste poreuse et unilatéralement américaine.

Les distorsions monétaires dues à l'affaiblissement du dollar (-20 % en un an par rapport au yen et au deutschemark - continuent de gonfler la valeur des importations et de peser sur celle des exportations. L'opinion publique comme les parlementaires ou les cambistes redoutent malgré tout pour février une poussée de 17,1 % des achats de produits étrangers, alors que les ventes ont progressé de 13,4 %. A la veille de l'annonce de mesures de rétorsion contre l'afflux de produits électroniques japonais, prévus pour le 17 avril, l'aggravation du déficit avec l'empire du Soleil-Levant, passé de 4,3 milliards de dollars en janvier à 5,1 milliards un mois plus tard, ne manquera pas de frapper les esprits.

Comment, dans cette situation, éviter de voir les réactions à chaud et les arrière-pensées purement politiques l'emporter sur l'analyse économique ? L'importance même du déficit de février tend à prouver les limites de la solution « dollar de combat » et à renforcer les arguments des partisans d'une meilleure productivité et par là-même d'une modernisation du tissu industriel américain. D'ores et déjà les exportations, en volume, ont repris une sérieuse courbe ascendante et si le redressement du commerce extérieur tarde à se concrétiser la raison tient essentiellement à la persistance d'importations trop élevées pour être rapidement compensées.

Cette longue attente ne satisfait guère les tenants du protectionnisme qui ont vu leurs rangs traditionnels de syndicates, sidérurgie, textile, automobile - grossir au fil des mois et des difficultés de l'agro-alimentaire ou du secteur pétrolier. La traduction de leur exaspération ne devrait pas prendre l'allure d'une guerre commerciale généralisée. Les effets boursiers d'une telle politique sont désormais suffisamment mesurés pour calmer les plus extrémistes. Mais si la législation commerciale dont les démocrates ont fait leur cheval de bataille s'annonce moins ouvertement meurtrière que ne le craignent les partenaires de Washington, sans doute sera-t-elle mieux chiffrée dans les négociations, les textiles, la chaussure ou le matériel électrique, et par pays fauteurs de déficit, Japon, Corée du Sud, Taiwan en tête.

Il est significatif à cet égard que Tokyo, de loin le premier fournisseur des États-Unis, ait importé, en 1986, deux fois moins de produits américains que le CEE ou que Taiwan ait engrangé outre-Atlantique un excédent supérieur à celui de la RFA. De telles comparaisons ne doivent pourtant pas faire illusion. Lorsque le besoin s'en fera sentir, Washington ne ménagera pas l'Europe avec laquelle le déficit a atteint 1,9 milliard de dollars en février. Mais en attendant de connaître la prochaine victime expiatoire du déficit commercial américain, une préoccupation demeure : qui l'emportera dans les semaines à venir ? L'équipe Reagan, prête à apaiser la menace d'une baisse supplémentaire du dollar pour obtenir des concessions commerciales, ou le président du Fed, M. Paul Volcker, soucieux d'amortir les effets inflationnistes de cette même baisse, quitte à relever les taux d'intérêt ? Ce partage des rôles n'est pas nouveau entre le Fed et l'exécutif. Il paraît plus légal aujourd'hui tant les impôts électoraux dominent à Washington et fait peser une incertitude de taille sur les marchés des changes moins de deux mois après l'accord du Louvre sur la stabilisation concertée du billet vert décidée par les principales puissances de la planète.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

L'accord de rééchelonnement avec l'Argentine Une percée pour les surendettés

A l'issue de deux mois de négociations parfois ardues, l'Argentine est parvenue à un accord avec le comité de coordination représentant les banques créancières.

Cet accord, qualifié d'« historique par ses caractéristiques » par le gouverneur de la Banque centrale, M. José Luis Machinea, prévoit le refinancement d'une dette de 30 milliards de dollars en deux volets : l'ancienne dette, de 24 milliards de dollars, sera rééchelonnée sur dix-neuf ans, dont cinq ans de grâce à un taux de 13/16 de point au-dessus du Libor (taux interbancaire de Londres), un taux similaire à celui obtenu par le Mexique et précautionné à l'époque par les banques créancières comme ne devant pas être considéré comme un précédent. Les 6 milliards de « nouvelle dette » seront, eux, émis sur sept ans, dont deux ans de grâce aux mêmes taux de marge.

Cet aspect, déjà très encourageant, de l'accord s'accompagne de la promesse d'argent frais pour un montant de 1,83 milliard de dollars. Légèrement inférieur aux demandes de Buenos-Aires, cet apport sera complété par des lignes de crédits

commerciaux, notamment japonaises. Certains détails techniques n'ont pas encore été arrêtés, mais d'ores et déjà le comité de coordination des banques a admis un principe précieux. Outre la mise en œuvre de « bonds de sorties » pour permettre aux institute de crédits, généralement de petite ou de moyenne taille, de se retirer et d'éviter de bloquer, comme ce fut le cas pour le Mexique, l'application de l'accord général. Près d'un échange d'une part de la dette contre des primes de participation a été retenu sur une base intéressante : pour chaque dollar converti en monnaie locale pour acheter des actions, 1 dollar d'investissement nouveau est promis par les créanciers.

Rappelons que l'Argentine a obtenu, en janvier, du Fonds monétaire international un nouveau crédit stand-by de 1,35 milliard de dollars, ainsi qu'un crédit de 480 millions de dollars de la compensation aux pertes d'exportation et que la Banque mondiale déboursa 2 milliards de dollars de prêts dès que l'accord avec les banques sera entériné à hauteur de 90 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Résultats de l'exercice 1986

Le conseil d'administration d'Inter-technique, réuni le 31 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 22 juin.

Au niveau consolidé :

- Les chiffres d'affaires hors taxes ont été, pour le groupe, de 1 439,5 millions contre 1 248,4 en 1985 ; pour la branche « aérospatial et systèmes », de 727,8 millions contre 599,8 ; pour la branche « informatique », de 711,7 millions contre 648,6 ; pour la branche « autres », de 720,4 millions contre 688,4 ;

- Les montants hors taxes des commandes reçues ont été, pour le groupe,

de 1 481,4 millions contre 1 244,9 ; pour l'aérospatial et systèmes », de 747,8 millions contre 599,8 ; pour l'informatique », de 737,6 millions contre 652,7 ;

- Les résultats nets ont été, pour le groupe, de 73,2 millions (5,1 % du chiffre d'affaires) contre 81,7 ; pour l'aérospatial et systèmes », de 40,5 millions (5,6 %) contre 44 ; pour l'informatique », de 32 millions (4,5 %) contre 37,7 ;

- Les marges brutes d'autofinancement ont été, pour le groupe, de 249,2 millions (17,3 % du chiffre d'affaires) contre 216,5 ; pour l'aérospatial et systèmes », de 121,4 millions (16,8 %) contre 103,2 ; pour l'informatique », de 127,8 millions (17,7 %) contre 111,4 ;

En 1986, le périmètre de consolidation a été élargi à la société Zénith-Aviation. Les chiffres de Zénith-Aviation inclus sont un montant de commandes et de chiffre d'affaires de 92 millions et une perte de 2,1 millions ; ces résultats proviennent en compte, pour 8,1 millions, la totalité des frais de restructuration de la société Zénith-Aviation.

Par ailleurs, rappelés que les modalités fiscales de la liquidation de l'act-

ivité informatique avaient été, quant aux résultats nets de l'exercice 1985, à l'origine d'un accroissement de 10,3 millions pour l'aérospatial et systèmes » et d'une diminution de 9,3 millions pour l'informatique ».

Pour l'exercice 1986, la part d'Inter-technique dans le résultat net du groupe s'est élevée à 62 millions contre 70,3 en 1985. Ramenée à une action d'Inter-technique, cette part est de 81 F, contre 91,90 F en 1985.

Le conseil proposera à l'assemblée le versement d'un dividende de 21 F, soit 31,50 F de revenu global, identique à celui de l'exercice 1985.

Compagnie des Machines Bull

a pris une participation importante dans le capital de

Honeywell Bull Inc.

(anciennement Honeywell Information Systems, Inc.)

une société formée conjointement avec

Honeywell Inc.

et

NEC Corporation

Nous avons agi en qualité de conseiller financier pour le compte de Compagnie des Machines Bull.



Goldman Sachs International Corp.

27 Mars 1987

U.S. \$400 000 000

Honeywell Bull Inc.

Facilité de Crédit Bancaire Multi-Optionnelle

Nous avons agi comme conseiller financier de Honeywell Bull Inc. pour la conception et la mise en œuvre de cette opération de financement.



Goldman Sachs International Corp.

27 Mars 1987

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPAGRI

Réuni le 27 mars 1987, sous la présidence de M. Michel Korp, le conseil d'administration de Sopagri a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui se terminent le 31 décembre 1986, qui seront soumis le 27 mai prochain à l'assemblée générale des actionnaires.

Il sera proposé à l'assemblée générale de mettre en distribution un dividende net de 3 F par action, soit un revenu global, avant fiscal compris, de 4,50 F contre 3,75 F pour l'exercice précédent.

Sera également soumise à la prochaine assemblée la ratification de la nomination comme administrateur de M. Bernard Aubergier.

Le bénéfice net s'élève à 138,2 millions de francs contre 10,4 millions pour l'exercice précédent. Le bénéfice com-

rant avant impôt est resté stable à environ 10 millions de francs. Le résultat exceptionnel provient essentiellement de la cession par Sopagri de sa participation dans Générale Biscuit, qui a permis la réalisation d'une plus-value avant impôt de l'ordre de 150 millions de francs.

La situation nette de Sopagri avant la répartition s'élève à 396 millions de francs au 31 décembre 1986. Ce montant se compose de 396 millions de francs pour les sociétés de portefeuille, les plus-values latentes sur les participations qui, pour les seuls titres cotés, ressortent au 31 décembre 1986 à plus de 100 millions de francs après impôt sur les plus-values.

COMPAGNIE DES IMMEUBLES DE LA PLAINE MONCEAU

Le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1986 qui se soldent par un bénéfice net de 67 907 694,43 F contre 54 379 409,79 F pour l'exercice précédent ; compte tenu d'un report à nouveau de 4 940 662,61 F le solde à répartir s'élève à 72 848 357,04 F.

Il est rappelé que l'assemblée générale ordinaire du 26 mai 1986 a offert aux actionnaires la possibilité de percevoir leur dividende en actions de la société et que, d'autre part, l'assemblée générale extraordinaire du 2 décembre 1986 a décidé l'augmentation du capital par incorporation de réserves et distribution d'actions gratuites dans la proportion une action nouvelle pour une action ancienne, en conséquence le nombre d'actions participant à la répartition

s'élève à 12 899 702 au lieu de 6 375 369, soit plus du double que pour l'exercice précédent.

Le conseil proposera à l'assemblée générale de verser aux 12 899 702 actions composant le capital social : un dividende de 5,30 F assorti d'un avoir fiscal de 2,65 F représentant un revenu global de 7,95 F par action.

Enfin, le conseil proposera à l'assemblée d'accorder la faculté à chaque actionnaire de demander le paiement de la totalité de la distribution hors avoir fiscal lui revenant en actions de la société.

L'assemblée générale ordinaire sera convoquée le jeudi 11 juin 1987 à 11 heures, 78, rue de l'Université, 75007 Paris.

BANQUE FININDUS

UNION PARISIENNE DE GESTION

Le conseil d'administration de la banque Finindus, sous la présidence de M. Hervé Dubois, et ceux des principales filiales, la banque Gallière et l'Union parisienne de gestion se sont réunis les 26 et 28 mars 1987 pour arrêter les comptes de l'exercice 1986.

Le bénéfice consolidé du groupe s'élève à 12,6 MF (quote-part du groupe 9,6 MF), après paiement d'impôts sur les sociétés de 8,7 MF. Ce résultat intègre, outre la banque Finindus :

- la banque Gallière, sa filiale à 99 % ;
- l'Union parisienne de gestion (UPG), établissement financier de l'article 99, coté à 63,7 % ;
- Fininvest, filiale à 92,4 %, gérant des actifs immobiliers des SCPI Fininvest 1 et 2 ;
- Locaparc, société de location d'équipement en association à 50 % avec le Crédit chimique.

Le total des bilans Finindus et Gallière, avant incidence de la consolidation, s'élève à 2 474 MF. Les crédits distribués représentent 912 MF. Les dépôts de la clientèle sont de 1 786 MF. Pour l'ensemble du groupe, incluant l'activité propre de l'UPG, les fonds confiés par la clientèle, tant en gestion de fortune qu'en dépôts, atteignent un niveau total de près de 4 000 MF.

Dans le cadre d'une politique de renforcement des capitaux propres, il a été décidé de porter en réserve ou d'incorporer au capital la majeure partie des résultats de l'exercice 1986. En outre, les fonds propres de la banque Finindus sont passés de 75 000 000 F à 89 200 000 F, le 31 mars 1987 par augmentation de capital souscrite en numéraire. Ils s'élèvent désormais à près de 100 MF, si l'on inclut la quote-part du résultat consolidé de l'exercice 1986. Par ailleurs, le capital d'UPG sera porté le 29 avril 1987 de 3 790 000 F à 8 845 200 F.

L'extension du réseau en province sera poursuivie en 1987, de telle sorte qu'en fin d'année, outre ses trois implantations parisiennes, le groupe sera ainsi présent dans 21 villes de province.

BANQUE GALLIÈRE

UNION PARISIENNE DE GESTION

IN2 GROUPE INTERTECHNIQUE

IN-INFORMATIQUE

Résultats de l'exercice 1986

Le conseil d'administration de la société, réuni le 31 mars, a arrêté les comptes de l'exercice 1986 qui seront soumis à l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 22 juin.

Au niveau consolidé de la société et de ses filiales, le chiffre d'affaires a été de 720,4 millions, contre 688,4 millions ; les commandes reçues de 737,6 millions, contre 652,7 millions ; les commandes en portefeuille de 201 millions, contre 183,8 millions.

Le résultat net après impôt et participation s'est élevé à 32 millions, soit 4,5 % du chiffre d'affaires ; à comparer soit aux 37,7 millions et 5,5 % du résultat comptable de 1985, soit aux 47 millions et 6,9 % qu'avait été le résultat net sans les incidences fiscales de l'opération d'apport de l'activité informatique d'Intertechnique.

Les études propres ont été de 81,5 millions, soit 11,3 % du chiffre d'affaires, contre 63,4 millions et 9,5 %.

La marge brute d'autofinancement a été de 127,8 millions, soit 17,7 % du chiffre d'affaires, contre 120,7 millions et 17,5 % après incidence de l'impôt.

Par action, le bénéfice net consolidé est de 15,64 francs, contre 18,10 francs. Le conseil proposera à l'assemblée le versement d'un dividende de 4 francs, soit 6 francs de revenu global, identique à celui de l'exercice précédent.

L'exercice 1986 a vu, dans le domaine de la commercialisation, la création de deux filiales, l'une en Espagne, qui se substitue à l'ancien distributeur, et l'autre, en Grande-Bretagne, où IN2 n'était pas présente.

Dans le domaine de la recherche avancée sur les bases de données, IN2 :

- a obtenu un contrat de recherche dans le cadre du projet européen Euréca, en association avec la plus grande SSII espagnole : Banal du groupe Telefonica ;
- a formé avec l'INRIA, le CNRS et l'université de Paris-Orsay un groupement d'intérêt public afin de mettre en commun l'ensemble des hommes et des moyens matériels nécessaires au bon déroulement de ce projet.

L'année 1986 a vu l'affirmation de la marque IN2 auprès des clients anciens et nouveaux. Le conseil a proposé à une assemblée générale extraordinaire, qui suivra directement l'assemblée générale ordinaire, de changer la raison sociale de la société d'IN-Informatique en IN2. Ainsi tous les efforts de promotion se concentreront-ils sur cette seule appellation facile à prononcer et à retenir dans toutes les langues.

Économie Marchés financiers

Hausse modérée des prix de détail en mars

La hausse des prix de détail a été modérée en mars. Elle a avoisiné 0,2 % par rapport à février. Après la flambée de janvier (+0,9 %) et le bon indice de février (+0,2 %), ce résultat traduit un retour progressif à la normale, c'est-à-dire à un rythme de hausse annuelle un peu supérieur à 3 %.

Cette décelération s'explique par le ralentissement des hausses de prix des services privés (après +2,1 % en janvier puis +1 % en février) et par la baisse des prix de l'énergie. Ces derniers, s'ils ont recommencé à augmenter au cours du mois dernier, n'en ont pas moins baissé en moyenne par rapport à février (entre 1 et 2 % de diminution). La baisse a été particulièrement sensible pour le fuel domestique (environ 7 %). Elle a été non négligeable pour le gaz (environ 2,5 %) et pour l'essence (un peu plus de 1 %).

En revanche, la remontée des prix pétroliers entamée en mars pèsera sur l'indice d'avril.

Le résultat provisoire de mars devrait être officiellement publié par l'INSEE mercredi 15 ou jeudi 16, le résultat définitif étant connu en fin de mois.

Taxis parisiens : + 3,8 %

Les tarifs des taxis parisiens augmentent de 3,8 % en moyenne. Le prix du kilomètre reste inchangé, soit 2,44 F (tarif A), 3,80 F (tarif B) et 5,10 F (tarif C), de même que les suppléments pour transport de bagages ou d'animaux et la prise en charge dans les gares. En revanche, la prise en charge normale passe de 8,50 F à 9 F et le prix de l'heure d'attente, de 65 F à 71,40 F.

Applicables depuis le 11 avril, ces nouveaux tarifs doivent être affichés sur les vitres des véhicules en attendant que leur compteur soit modifié selon la nouvelle réglementation.

● **Marché des sidérurgistes**
CGT sur Nancy le 24 avril. — La Fédération de la métallurgie CGT a annoncé le mardi 14 avril qu'elle appelle à tous les sidérurgistes lorrains, leurs familles et la population à une « marche sur Nancy le 24 avril », à l'occasion du voyage que M. Jacques Chirac doit effectuer en Lorraine du 23 au 25 avril.

HERVET

Le conseil d'administration, réuni le 10 avril 1987 sous la présidence de M. Jean-Baptiste Ponce, a examiné et arrêté les comptes de la banque et les comptes consolidés du groupe pour l'exercice 1986.

Le bénéfice net de la banque a progressé de 27 % pour s'élever à 56,3 millions de francs contre 44,3 millions de francs en 1985. Pour le groupe, la progression est de 26 %, soit 72,9 millions de francs, contre 57,8 millions de francs. Dans un environnement de taux peu favorable au groupe Hervet les résultats nets, considérés lors plus-moins, sont respectivement pour la banque de 44,3 millions de francs, contre 43,1 millions de francs en 1985, et de 60,6 millions de francs, contre 56,6 millions de francs pour le groupe.

Le total des bilans consolidés s'élève à 9,3 milliards de francs en fin d'année, soit +11,2 %. La collecte des ressources est restée soutenue : les dépôts de la clientèle ont progressé de 6 % en capitaux moyens et de 20 % en dépôts à court terme, pour s'élever à 5,4 milliards de francs au 31 décembre 1986 ; quant aux concours de placements financiers gérés ils s'élèvent à la fin 1986 à 2,6 milliards de francs, en progression de 25 % sur l'exercice précédent. En revanche, si les crédits à la clientèle observés en fin d'année, 4,6 milliards de francs, marquent une progression de 5,9 %, ils demeurent stables en capitaux moyens d'un exercice à l'autre. La part des commissions et produits des services dans la formation du produit net bancaire est de nouveau en 1986 en croissance sensible, puisqu'elle s'élève à 28 %, contre 22 % en 1985.

Le conseil a été informé de l'activité des premiers mois de 1987 qui traduisent une tendance à la croissance dans le domaine des dépôts et dans celui des actifs gérés en placements financiers ; un profondément des crédits à un niveau amélioré est observé pendant cette même période.

Le président a rendu compte au conseil des résultats favorables de l'offre faite par la banque Hervet pour figurer dans l'association stable de la Banque du bâtiment et des travaux publics et fait valoir les effets positifs réciproques que les deux établissements peuvent attendre de cette participation.

Après avoir arrêté les comptes, le conseil a décidé de proposer à l'assemblée générale, qui se réunira le 25 mai 1987, une répartition de bénéfices s'élevant à une distribution de 22,1 millions de francs, soit 15,56 francs par action.

PARIS, 14 avril

Les travaux publics soutenus

De nouveaux ajustements de positions se sont produits mardi rue Vivienne. Cependant, d'une façon générale, le marché a montré une plus grande résistance que la veille. Surtout les travaux publics, soutenus par la perspective d'un plan de développement autoroutier, ont fait quelques progrès (Colas, J. Lafabvre, Bouygues, SREG, Ciments français, Audelco d'entreprises, SGE). Bref, malgré le ralentissement du courant des échanges, la Bourse n'a pas eu une mauvaise nuit et, à la clôture, l'indice Coteaux a baissé de -0,5 % se porte de la journée.

Autour de la corbeille, les professionnels se disent encore relativement confiants. Entré dans les derniers jours des vacances pascales, le marché s'efforce de trouver un point d'équilibre au moment où, à cause des faiblesses du dollar, les taux d'intérêt sont chahutés. Beaucoup ne croient pas à la persistance d'une tension mais reconnaissent que, dans cette hypothèse, les marchés devraient s'adapter en se réglant à des niveaux inférieurs mieux appropriés. Pour l'instant, rue Vivienne, l'on s'attend surtout aux affaires courantes. Trois séances seulement séparent la Bourse de la liquidation d'avril, qui aura lieu mercredi en huit. Sans imprévu, rien de décevant ne devrait se produire d'ici là. A moins que le déficit de la balance commerciale américaine ne se réduise un peu. Mais tout le monde se refuse à y croire.

A cause de la montée des taux d'intérêt un peu partout dans le monde, le marché obligataire et le MATIF ont été particulièrement lourds.

Notons le raffermissement de Sic survenu au lendemain d'une jolte glissade.

Conséquence de la baisse du dollar, l'or a continué de grimper : 440,25 dollars l'once (+4,35 dollars) à Londres.

NEW-YORK, 14 avril

Rechute

L'annonce d'un déficit commercial beaucoup plus lourd que prévu pour le mois de février a provoqué mardi une forte rechute des cours à Wall Street. A un moment, l'indice des industrielles avait perdu 68 points. Cependant, sur des rachats de dernière minute, l'indice s'est stabilisé à 2 252,96 (-34,09 points). Le bilan de la semaine témoigne des dégâts occasionnés à la cote. Sur 2 005 valeurs traitées, 1 648 ont reculé, 155 seulement ont monté et 202 n'ont pas varié.

D'après les professionnels, le marché s'est retrouvé face à sa ancienne démon, qui sont les taux d'intérêt élevés et l'inflation et qu'une nouvelle baisse du dollar pourrait ramener.

Beaucoup redoutent autour de Big Board un reflux massif des investisseurs étrangers devant l'aggravation de la situation. Le Japonais, en particulier, très actif encore ces derniers temps, paraissant vouloir déserter les lieux pour se reporter sur leur propre marché. Serait-ce un signe ? Une activité financière a réagi, et 267,30 millions de titres ont changé de mains, contre 181 millions la veille.

VALEURS	Cours de 12 avril	Cours de 14 avril
Alcoa	44 7/8	44 1/2
AT&T	26 3/4	26 3/8
Boeing	36 3/4	36 3/4
Chemical Bank	24 3/4	24 3/4
Du Pont de Nemours	111 1/2	109 1/2
Eastman Kodak	72 3/4	72 3/4
Exxon	68 1/2	68 1/2
Ford	46 1/8	47 7/8
General Electric	52	52
General Motors	41 1/4	41 1/8
IBM	167 3/4	167 3/4
ITT	57 3/4	57 3/4
Johnson & Johnson	47 1/8	46 1/4
Pfizer	49 3/8	49 3/8
Rockwell	40 1/8	40 1/8
Texas	28 3/8	28 3/8
U.S. Steel	71 1/4	70 3/8
USX	27 3/8	27 3/8
Weyerhaeuser	52 3/4	52 3/4
Yale Corp.	71 3/4	71 1/2

CHANGES

Dollar : 6,04 F

D'abord très faible, le dollar s'est redressé sur tous les marchés financiers pour coter 6,0375 F (contre 6,002 F), 1,5140 DM (contre 1,5036 DM) et même 142,50 (contre 141,35) yens à la clôture à Tokyo. Les opérateurs ont été très impressionnés par les déclarations du gouverneur de la Banque de Tokyo, M. Sumita, sur la volonté du FED de mettre tout en œuvre pour freiner la baisse du dollar.

FRANCFORT 14 avril 15 avril
Dollar (en DM) .. 1,506 1,514
Tokyo 14 avril 15 avril
Dollar (en yen) .. 141,35 142,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (15 avril) ... 85/84-87/86
New-York (14 avril) ... 67/65

INDICES BOURSISERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1985)

Valeur française ... 128,2 128,7

Valeur étrangère ... 113,6 113,6

Cote des agents de change (base 100 = 31 déc. 1981)

Indice général ... 447,4 446,5

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

13 avril 14 avril

Industrielles ... 2267,41 2252,96

LONDRES

(indice Financial Times)

13 avril 14 avril

Industrielles ... 1524,4 1506,7

Mines d'or ... 493,8 485

Fonds d'Etat ... 89,89 89,46

TOKYO

14 avril 15 avril

Nikkei (Dow Jones) ... 23 243,38

Indice général ... 286,92

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 avril

Nombre de contrats : 31 562

COURS	Jan 87	Sept. 87	Déc. 87	Mars 88
-------	--------	----------	---------	---------

Décembre ... 106,65 106,78 106,75 106,70

Précédent ... 107,40 107,45 107,40 107,25

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SAINT-GOBAIN LANCE UNE ÉMISSION SUR L'EUROMARCHÉ.

— Saint-Gobain vient de réaliser, par l'intermédiaire de sa filiale Saint-Gobain Nederland BV, une émission de 75 millions d'ECU sur l'euro-marché. Cette émission, dirigée par Salomon Brothers et la BNP, est assortie de « warrants », conférant à l'investisseur le droit sur trois ans d'acheter une once d'or à 490 dollars. Cette option, a précisé Saint-Gobain, a été entièrement et simultanément couverte. Le

groupe privé s'attendait par cette émission à améliorer la structure des conditions de son endettement.

NOMINATION D'UN NOUVEAU AGENT DE CHANGE.

— M. Patrick Peugeot, quarante-deux ans, a été nommé agent de change le 8 avril. Il rejoint M. Patrick Sellier à Paris et M. Gérard Soubet à Lyon aux commandes de la charge Sellier SA, dans laquelle il était entré en 1985, en provenance d'une grande banque.

les câbles de Lyon



FORTE PROGRESSION DU RÉSULTAT CONSOLIDÉ DU GROUPE

Au cours de l'exercice 1986, le Groupe a connu une conjoncture favorable dans la plupart des pays industrialisés, en particulier en FRANCE, en ALLEMAGNE et aux ÉTATS-UNIS, où il possède d'importantes implantations industrielles. A l'inverse il a été confronté à un fléchissement de la demande des pays en voie de développement en raison de la baisse du prix des matières premières et du dollar. Au total, le chiffre d'affaires avec 11,6 milliards de francs a progressé de 8,7 %.

Le résultat net consolidé a 242 millions de francs enregistre une progression de 19 % grâce en particulier aux gains de productivité provenant de la modernisation de l'outil industriel et à la réduction des frais financiers.

Cette croissance du résultat concerne la quasi-totalité des Sociétés du Groupe. Le résultat net consolidé part Groupe ressort à 231 millions de francs, et se compare à 169,7 millions de francs en 1985, soit une progression de 36 %.

Les comptes consolidés du Groupe CÂBLES DE LYON seront présentés au Conseil d'Administration lors de sa séance du 29 avril 1987.

SAINT-GOBAIN

Saint-Gobain a procédé par l'intermédiaire de sa filiale Saint-Gobain Nederland BV, le 13 avril 1987, à l'émission de 75 millions d'ECU sur l'euro-marché, assortie de warrants conférant à l'investisseur le droit sur trois ans d'acheter une once d'or à 490 dollars (cette option étant entièrement et simultanément couverte).

Cette émission permettra à la Compagnie de Saint-Gobain d'améliorer encore

la structure actuelle des conditions de son endettement dans la mesure où le coût global de ce nouvel emprunt sera inférieur au LIBOR, et où les fonds levés seront destinés à rembourser par anticipation des emprunts à coût plus élevé.

L'opération est dirigée par Salomon Brothers (lead manager) et RNP (co-lead manager).

GACHOT

Le groupe Gachot a pu racheter pour

5,8 millions de francs un ensemble immobilier évalué à

21 millions de francs actuellement, et la plus-value latente ressort à

15 millions de francs.

La réduction des frais généraux qui en découle est de

2 millions de francs environ.

Il s'agit de l'ensemble immobilier de son siège qui jusqu'à présent faisait l'objet d'un contrat de crédit-bail.

Ce rachat porte sur

1 850 m² d'entrepôts,

3 800 m² de bureaux modernes, ainsi que 2 hectares de terrain.

Par ailleurs, le groupe MATKEMI/CHEMAT, que Gachot vient de racheter, a fait un bénéfice consolidé après impôts au niveau de

MATKEMI HOLDING de 4,5 millions de francs.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

REBIRES EN REGION

MICHEL MATHIEU

Un vol. 112 F.

presses universitaires de nancy

USP - 54000 Nancy

150

Cours relevé:
A 17 à 26

n des
aire,
vont
loin.
onsa-
aire
fares
t fait
lésar-
lieu
it de
fense
sager
anées
enne
ce et

M.
nd
nt de
22 e
ura
d'An
s tra
vie

é
r
de
cord
emer
tiqu
s me
Etat
r ba
obtes
sur
t de
l'In
Com
n vi
bliss
s :
aires
à F

is a
— L
no, e
s Ma
CF, s
et a
comin
turne
amier
archa
zhov

7-
77
7-
7-
e
e
e
e

1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 84

ip
...
...
...
...

5-
10
[REDACTED]
D

- o : coupon détaché
- o : offert
- * : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu

| ÉTRANGER | POLITIQUE | SOCIÉTÉ | ARTS ET SPECTACLES | ÉCONOMIE | SERVICES | MINITEL |
|---|--|---|---|--|--|---|
| 3 La préparation du Conseil national polonais.
4 La visite de M. Shultz à Moscou.
6 Tchad : nouvel objectif : « gagner la paix ». | 7 Nouvelle-Calédonie : le projet de référendum adopté par l'Assemblée nationale.
8 Point de vue : « Quelle place pour le Parti républicain ? », par Philippe Vasseur. | 9 Le débat nucléaire.
— La lutte contre le SIDA.
12 La procès de Roger Knobelspieg.
— Point de vue : « Le Signal d'alarme », par M. Bernard Prevost. | 13 Le retour de Pina Bausch.
14 La cinquantenaire du Musée des arts et traditions populaires.
15 La peinture du dix-septième siècle.
— Le Mois de la photographie à Athènes. | 25 La restructuration de la chimie française.
28 Le projet de loi sur le mécénat.
29 De fortes interventions des banques centrales stoppent la chute du dollar.
30-31 Marchés financiers. | Radio-télévision 19
Annonces classées 23
Cartes 12
Météorologie 19
Mots croisés 12
Loterie 12
Spectacles 16 à 18 | • Quelles solutions pour la « Sécu » ?
• Gagner l'année 86 dans le monde.
• Quel film voir ? Tous les programmes de cinéma.
Actualité. Sports. Bourse. Météo. Télémat. Loisirs.
36-15 Tapez LEMONDE |

NATIONS UNIES

Le plaidoyer du Père Joseph

NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

« Il faut refuser la fatalité de la misère », revenant d'un voyage auprès des pauvres du Guatemala et d'Haïti, le Père Joseph Wresinski (fondateur et directeur du mouvement philanthropique français Aïda à tous les degrés du monde) a été reçu, lundi 13 avril, par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar. Le Père Joseph, secrétaire général, avait le voyage de cathédrale à Rome, où il rencontrera Jean-Paul II, un bref rapport sur la situation des plus déshérités de la planète. Plus tard, une étude plus détaillée lui sera soumise.

Le Père Joseph et le secrétaire général ont convenu de collaborer de façon régulière : « M. Pérez de Cuellar est habitué par les problèmes de la misère, il veut que nous soyons ses yeux et ses oreilles dans les régions déshéritées », l'ONU poursuivra elle-même améliorer le sort des plus pauvres, autrement qu'en paroles ? « Oui, répond le père, car elle a les moyens d'organiser une prise de conscience. » et si

M. Pérez de Cuellar réussit à entendre, comme il en a l'intention, une campagne mondiale contre la plus extrême pauvreté, ce sera déjà un pas vers l'annulation du sort de ceux qui, pour le moment, n'ont aucun espoir de quitter la misère avant la fin de leurs jours », estime-t-il.

Le contrôle des naissances serait peut-être un moyen de réduire le nombre des bouches à nourrir, « mais pour ceux qui n'ont rien, c'est-à-dire rien du tout, la vie est le seul moyen d'affirmer sa propre existence ». Pour le Père Joseph, néanmoins, « l'Eglise a raison d'insister sur la paternité responsable : chaque naissance doit être un acte responsable ».

Le Père Wresinski sera reçu par le président François Mitterrand le 28 avril, à l'Élysée, afin de lui présenter son rapport sur la pauvreté, élaboré à l'intention du Conseil économique et social, dont il est membre. « Je suis heureux de savoir que, pour le président de la République, la pauvreté est une violation des droits de l'homme »,

CHARLES LESCAUT.

ISLANDE : les élections législatives du 25 avril

La vengeance du footballeur...

REYKJAVIK de notre correspondant

Bien malin celui qui pourrait prédire l'issue des élections législatives islandaises du 25 avril, tant le paysage politique de l'île semble chaotique et incertain.

Tout semblait pourtant réglé d'avance. Le Parti social-démocrate, qui avait il y a moins d'un mois encore le vent en poupe, s'appuyait sans problèmes de conscience excessifs à gouverner avec les conservateurs après la sanction des urnes. La coalition actuelle, conservateurs et agraires, pouvait, elle, se vanter d'avoir ramené l'inflation de 130 % à 13 %.

Mais M. Albert Gudmundsson, en fondant un nouveau parti, a bouleversé les termes de l'équation politique (Le Monde du 27 mars). Ancien footballeur au RC Paris et à Nice, M. Gudmundsson, à son retour en Islande, s'est brillamment reconstruit dans les affaires et la politique. Contraint de démissionner de son poste de ministre de l'Industrie pour fraude fiscale, il a créé une nouvelle formation que les sondages créditent déjà de 16 % à 20 % des suffrages.

C'est peu dire que, à gauche comme à droite, c'est la contestation. À gauche, seul le parti des femmes, avec 8 % des intentions de vote, semble peu affecté. Dans ce pays de chasseurs de phoques et de baleines, les écologistes ne sont pas en odeur de sainteté. Le manque de pollution leur laisse, par ailleurs,

peu de grain à moudre, mais le parti des femmes exprime en quelque sorte leur sensibilité. Les deux partis socialistes, le social-démocrate et l'autre, anti-OTAN, semblent devoir perdre des voix au profit de M. Gudmundsson.

Un phénomène populiste

La formation de ce dernier s'attaque à la dictature des partis, exalte l'initiative individuelle et n'a pour tout programme qu'un catalogue de mesures ponctuelles et populaires comme le gendarmisme des routes ou l'obligation, pour les soldats américains, de la base de Keflavik, de manger du monton islandais, dont les habitants raffolent. Mais des goûts et des couleurs... C'est un phénomène que l'on qualifierait en France de populisme, et que les partis qui ont pignon sur rue espèrent sans lendemain.

Il suffit cependant à inquiéter le Parti conservateur, qui chute, d'un sondage à l'autre, de 38 % à 26 % des intentions de vote. Les plus « libéraux » de ses électeurs passent avec armes et bagages dans la mouvance de M. Gudmundsson.

Le poison se vend bien, le pays est prospère, mais les fonctionnaires ont été pendant quatre ans les cobayes d'une politique déflationniste. Ils se sentent en grève, secoués par les réformes, les concessions arrachées par la catégorie qui reprend le travail servant de point de départ à celle qui prend le relais. Les enseignants ont cessé la grève, mais les infirmières se croient les bras et les poignets ont récemment distribué leur dernier courrier. 30 % d'augmentation des salaires semblent partout un minimum, et le ministre des finances et président du Parti conservateur, très déprimé, s'apprête à céder sous l'œil gogard de M. Gudmundsson, qui sait, par expérience, qu'on ne gagne pas un match en encaissant tous les buts.

GÉRARD LEMARQUAIS.

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1987 a été tiré à 457 316 exemplaires

La direction du Collège français de Berlin
7/9 Derfflingerstrasse
1000 BERLIN 30
souhaiter entrer en contact avec d'anciens élèves, en préparation de son tricentenaire

(Publié)
fabrique et vend directement
CHESTERFIELD
CUIR et CRIN
Beaux pour la vie
et 100 autres
CAMPAGNE
12, r. de la Chapelle, 75° 18° Paris
(angle bd Montmartre)
Tél. : 42-22-22-08.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.
MACINTOSH SE disque dur
Prix de lancement :
Nous consulter.
INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4° • 42.72.26.26
64, av. du Prado Marseille 6° • 91.37.25.03

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 avril

Le point d'équilibre

Très résistants vingt-quatre heures auparavant, le marché parisien est parvenu, mercredi matin, à réduire la marque et même à égaliser. En glissement de 0,24 % à l'ouverture, l'indice instantané s'établissait, en clôture, à 0,04 % au-dessus de son niveau précédent.

Formés par les travaux publics (Bouygues, J. Lefebvre, Ciments français). Repli de TRT, Cotelan, Signaux, BNY (de 1,5 % à 2 %).

| Valeurs françaises | Cours précédent | Premier cours | Dernier cours |
|--------------------|-----------------|---------------|---------------|
| Accor | 540 | 535 | 540 |
| Agropar | 2229 | 2225 | 2229 |
| Alcatel | 730 | 728 | 730 |
| Banque Paribas | 785 | 780 | 785 |
| Bouygues | 2709 | 2690 | 2710 |
| Bouygues | 1386 | 1400 | 1425 |
| B.S.M. | 3230 | 3240 | 3230 |
| Caisses | 3670 | 3670 | 3665 |
| Chaparral | 1850 | 1852 | 1855 |
| Club Méditerranée | 850 | 850 | 850 |
| Compt. Indus | 1025 | 1025 | 1025 |
| ELF-Aquitaine | 325 | 321 | 322 |
| Elf | 3215 | 3200 | 3210 |
| Elf-Capital | 1845 | 1825 | 1845 |
| Lyons, des Indes | 1840 | 1840 | 1850 |
| Michelin | 3455 | 3475 | 3485 |
| Michelin | 1515 | 1515 | 1515 |
| Multi-Holding | 2440 | 2440 | 2440 |
| Norcia | 1165 | 1157 | 1164 |
| Oréal | 4250 | 4245 | 4245 |
| Parafin-Rhône | 1025 | 1024 | 1025 |
| Poussier S.A. | 1455 | 1455 | 1455 |
| Saint-Gobain | 445 10 | 447 | 448 50 |
| Santel | 850 | 871 | 883 |
| Suez | 752 | 752 | 752 |
| Télécom | 3300 | 3300 | 3310 |
| Thomson-C.S.F. | 1894 | 1895 | 1714 |
| T.M.C.F. | 481 | 481 | 481 |
| T.T.I. | 2240 | 2240 | 2240 |
| Vallo | 580 | 583 | 584 |

• Suppression de 423 emplois à l'ONIC. — Selon le syndicat CGT de l'ONIC (Office national interprofessionnel des céréales), 423 emplois seraient supprimés d'ici 1990 sur les 1 118 que comptait cet organisme au 1^{er} février dernier (1 250 en juin 1986). Sur les 695 salariés restant, 380 seraient répartis dans les services régionaux, 290 seraient affectés au siège central et 15 à Rouen et à La Rochelle.

Un « bateau d'amour » pour le Liban

Chargé de 3 500 tonnes de vivres et de médicaments, un bateau devait quitter Marseille, le mercredi 15 avril, pour arriver à Beyrouth le mardi 21. Cette opération, baptisée « bateau d'amour », coïncide avec le douzième anniversaire du déclenchement des hostilités au Liban. Elle a lieu à l'initiative du Père Joseph Monambs, religieux maronite de l'Université du Saint-Esprit de Kaslik, avec la collaboration d'associations comme Médecins du monde, d'un village pour Wissant (M^{re} Frédérique Dentin) et la Fondation de France. La Communauté économique européenne (CEE) participe pour 2 500 tonnes de vivres à l'opération, à laquelle ont également contribué de nombreuses collectes en France, le ministère de la défense, des firmes agro-alimentaires, l'industrie pharmaceutique, etc. La cargaison de ce bateau sera destinée aussi bien aux communautés chrétiennes et musulmanes qu'aux camps palestiniens.

★ Médecins du monde-Liban (43-57-70-70). Un village pour Wissant (40-49-01-46) et la Fondation de France, 40, avenue Hoche 75008 Paris.

• Mort dans le métro : Information contre X... — Le parquet de Paris a ouvert, lundi 13 avril, une information judiciaire contre X..., afin de tenter d'identifier les responsables de la mort de M^{me} Germaine Fleury, cinquante-huit ans, écrasée par une rame de métro, le 8 avril, à la station République-Sébastopol.

Selon les témoignages, c'est au cours d'une altercation entre deux hommes que l'un d'eux avait poussé M^{me} Fleury, la projetant sur la voie à l'instant où une rame entrait dans la station. Aussi, l'information vise le délit d'homicide involontaire. Elle a été confiée à M^{re} Sylvie Paret, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel
36-15 + LEMONDE

ABIS EXCEPTIONNEL

PHILIPS
P3200-25
compatible AT

512 Ko RAM
disque dur 25 Mo

PRIX : 49800 F HT

Moniteur 12 inches
Imprimante 136 al.
Progiciel LOBI :
compt., factures, paye,
stocks, clients, fournisseurs

Marché commerciale
ABIS : 42 33 38 39

Possibilité
Crédit total

La CGT, qui ne syndique plus d'enseignants (sauf dans le secteur technique), domine réservé de la FEN depuis 1947, n'exclut pas de remettre en cause ce partage des rôles, en fonction de l'attitude de la fédération enseignante (dirigée par les socialistes). Il s'agit notamment de la constitution d'un grand syndicat enseignant (Le Monde du 4 avril) qui, selon M^{re} Brovelli, « vise à rassembler l'ensemble de la FEN (celle où militent les communistes), d'amalgamer tout le monde, et donc de récupérer la direction de l'ensemble ».

A B C D E F G

مكتبة